

CONSEIL COMMUNAL DU 25 MARS 2025  
GEMEENTERAAD VAN 25 MAART 2025

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Yvan Verougstraete, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;  
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins/Schepenen* ;  
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Christophe De Beukelaer, Alexandre Pirson, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Nouredine Chaghoulani, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusé**  
**Verontschuldigd**

Muriel Godhaird-Sterckx, *Conseiller communal/Gemeenteraadslid*.

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

25.03.2025/A/0001 **CC - Vote de l'urgence**

LE CONSEIL décide d'examiner le point suivant ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgence :

1. CC - Patrimoine privé - Villa sise avenue du Chant d'Oiseau 29 - Vente - Prix, conditions et affectation du produit - Modification.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
28 votants : 28 votes positifs.

---

**GR - Dringende zaak**

DE RAAD besluit het hierna het vermelde punt dat niet voorkomt op de agenda van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaak :

1. GR - Privépatrimonium - Villa gelegen Vogelzanglaan 29 - Verkoop - Prijs, voorwaarden en bestemming van de opbrengst - Wijziging.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

---

25.03.2025/A/0002    **CC - Adoption des registres des délibérations de la séance du 18.02.2025**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;  
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 18.02.2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**GR - Goedkeuring der registers der beraadslagingen van de zitting van 18.02.2025**

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;

BESLUIT der register der beraadslagingen van de zitting van 18.02.2025 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0003    **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Organisation par la commune de réunions de travail, de commissions, de fêtes, ... - Débours - Exercice 2024 - Prise de connaissance**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'arrêté d'exécution du 24.01.2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;

Vu notamment le point "Frais de représentation" de ladite circulaire qui précise les éléments suivants : "Si la commune souhaite inviter les dirigeants d'une ville jumelée ou si le collège organise un repas pour discuter avec les représentants d'une autorité supérieure, ce n'est pas le mandataire individuel, mais la commune qui prend l'initiative et paie les frais. Il ne s'agit pas alors de frais de représentation, de frais de fonctionnement ou d'avantages de toute nature pour les mandataires. Il en va de même, par exemple, pour un déjeuner frugal servi lors d'une réunion interne" ;

PREND CONNAISSANCE, dans le cadre de l'application de l'ordonnance du

14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et de sa circulaire d'application du 20.11.2018, des débours ci-après, supportés pour l'exercice 2024 par la commune de Woluwe-Saint-Pierre et relatifs à l'organisation par la seule commune de réunions de travail internes et externes, de commissions de concertation, de fêtes, ... :

1. Repas ou collations servis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres de la Commission de Concertation Urbanisme lors de réunions de travail 2024 (délibération #019/20.12.2023/B/0005#) :
  - a. avec imputation à l'article 1010/123-16 en faveur de :
    - LA PETITE GRANGE pour un montant total de 1.377,00 EUR
    - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 392,02 EUR
    - LE PAIN QUOTIDIEN pour un montant total de 1.600,15 EUR
    - ROB pour un montant total de 1.374,40 EUR
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 405,45 EUR
    - PISTOLET ORIGINAL pour un montant total de 2.486,90 EUR
    - SUSHI SHOP pour un montant total de 990,00 EUR
    - O LIBAN pour un montant total de 764,00 EUR
    - Traiteur PANDIN pour un montant total de 992,00 EUR
  - b. avec imputation à l'article 9300/123-16 en faveur de :
    - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 460,70 EUR
    - Traiteur PANDIN pour un montant total de 3.381,70 EUR
2. Déjeuners de travail organisés en 2024 à l'hôtel communal à l'initiative de l'autorité communale ou des chefs de service (délibération #019/20.12.2023/B/0004#) :
  - a. avec imputation à l'article 1010/123-16 en faveur de :
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 590,95 EUR
    - LOCOMBIA (GUEULETON) pour un montant total de 1.044,98 EUR
    - LA FINCA pour un montant total de 599,00 EUR
    - LE VIGNOBLE pour un montant total de 534,10 EUR
    - COLRUYT pour un montant total de 125,59 EUR
    - PROXY DELHAIZE pour un montant total de 9,78 EUR
  - b. avec imputation à l'article 1040/123-16 en faveur de :
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 1.905,60 EUR
    - PAINS & CO pour un montant total de 992,00 EUR
    - FREDDY MET CURRY pour un montant total de 2.717,71 EUR
    - VILY (Pizzas) pour un montant total de 1.364,00 EUR
    - GOOSSENS pour un montant total de 825,84 EUR
  - c. avec imputation à l'article 1060/123-16 en faveur de :
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 63,15 EUR
  - d. avec imputation à l'article 7222/123-16 en faveur de :
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 30,35 EUR
  - e. avec imputation à l'article 7350/123-16 en faveur de :
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 745,70 EUR
  - f. avec imputation à l'article 7620/123-16 en faveur de :
    - Traiteur NORRÉ pour un montant total de 4.120,73 EUR
  - g. avec imputation à l'article 7630/123-16 en faveur de :
    - DELHAIZE LE LION pour un montant total de 48,15 EUR
  - h. avec imputation à l'article 8490/123-16 en faveur de :
    - APUS & LES COCOTTES VOLANTES pour un montant total de

380,00 EUR

- i. avec imputation à l'article 8790/123-16 en faveur de :
  - FREDDY MET CURRY pour un montant total de 1.126,77 EUR
- j. avec imputation à l'article 9300/123-16 en faveur de :
  - LA FLEUR DU PAIN pour un montant total de 45,50 EUR
- 3. Colloque GTI MP (délibération #019/07.11.2024/B/0083#) :
  - a. avec imputation à l'article 1350/123-16 en faveur de :
    - TRAITEUR DUCHATEAU pour un montant total de 4.200,00 EUR
- 4. Fête annuelle du personnel pensionné 2024 (délibération #019/18.01.2024/B/0018#) :
  - a. avec imputation à l'article 1310/123-16 en faveur de :
    - Traiteur DUCHATEAU pour un montant total de 15.422,40 EUR
- 5. Fête annuelle de Saint-Eloi 2024 (Bon de commande 2024/1913) :
  - a. avec imputation à l'article 1370/123-16 en faveur de :
    - PLOUF ET BABALLE pour un montant total de 6.500,00 EUR
- 6. Présentation des Voeux 2024 (Bon de commande 2023/1916) :
  - a. avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de :
    - PLOUF ET BABALLE pour un montant total de 6.750,00 EUR
- 7. Printemps de l'Emploi 2024 (délibération #019/21.02.2024/B/0045#) :
  - a. avec imputation à l'article 8510/123-16 en faveur de :
    - CARREFOUR BELGIUM pour un montant total de 132,75 EUR
- 8. Soirée des nouveaux habitants (délibération #019/21.03.2024/B/0022#) :
  - a. avec imputation à l'article 7630/123-16 en faveur de :
    - LA TARTINETTE pour un montant total de 487,70 EUR
- 9. Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024 (délibération #019/15.05.2024/B/0091#)
  - a. avec imputation à l'article 7700/123-16 en faveur de :
    - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 380,72 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

---

**GR - Gezamenlijke ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandaathouders - Organisatie door de gemeente van werkvergaderingen, van commissies, van feesten, ... - Onkosten - Dienstjaar 2024 - Kennisneming**

DE RAAD,

Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandaathouders ;

Gelet op het gezamenlijk uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter uitvoering van artikel 5, § 1 van genoemde gezamenlijke ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van genoemde gezamenlijke ordonnantie ;

Gelet met name op punt "Representatiekosten" van voornoemde omzendbrief waarin het volgende bepaald wordt : "Als de gemeente het bestuur van een zusterstad wenst uit te nodigen of als het college een maaltijd organiseert met het oog op besprekingen met een hogere overheid, is het de gemeente en niet de individuele mandaathouder die

daartoe het initiatief neemt en de kosten betaalt. Het gaat dan niet om representatiekosten, werkingskosten of voordelen van alle aard voor de mandaathouders. Hetzelfde geldt bijvoorbeeld voor een bescheiden lunch tijdens een interne vergadering." ;

NEEMT KENNIS, in het kader van de de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandaathouders en van zijn toepassingsomzendbrief van 20.11.2018, van de hierna vermelde kosten gedragen door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2024 en met betrekking tot de organisatie enkel en alleen op initiatief van de gemeente van interne en externe werkvergaderingen, van overlegcommissies, van feesten, ... :

1. (Lichte) maaltijden opgediend aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de Stedenbouwkundige Overlegcommissie tijdens werkvergaderingen 2024 (beraadslaging #019/20.12.2023/B/0005#) :
  - a. geboekt op artikel 1010/123-16 ten gunste van :
    - "LA PETITE GRANGE" voor een totaalbedrag van 1.377,00 EUR
    - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 392,02 EUR
    - "LE PAIN QUOTIDIEN" voor een totaalbedrag van 1.600,15 EUR
    - ROB voor een totaalbedrag van 1.374,40 EUR
    - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 405,45 EUR
    - "PISTOLET ORIGINAL" voor een totaalbedrag van 2.486,90 EUR
    - SUSHI SHOP voor een totaalbedrag van 990,00 EUR
    - O LIBAN voor een totaalbedrag van 764,00 EUR
    - "Traiteur PANDIN" voor een totaalbedrag van 992,00 EUR
  - b. geboekt op artikel 9300/123-16 ten gunste van :
    - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 460,70 EUR
    - "Traiteur PANDIN" voor een totaalbedrag de 3.381,70 EUR
2. Werklunches gehouden in 2024 in het gemeentehuis op initiatief van de gemeentelijke overheid of van de dienstverantwoordelijken (beraadslaging #019/20.12.2023/B/0004#) :
  - a. geboekt op artikel 1010/123-16 ten gunste van :
    - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 590,95 EUR
    - LOCOMBIA (GUEULETON) voor een totaalbedrag van 1.044,98 EUR
    - "LA FINCA" voor een totaalbedrag van 599,00 EUR
    - "LE VIGNOBLE" voor een totaalbedrag van 534,10 EUR
    - COLRUYT voor een totaalbedrag van 125,59 EUR
    - PROXY DELHAIZE voor een totaalbedrag van 9,78 EUR
  - b. geboekt op artikel 1040/123-16 ten gunste van :
    - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 1.905,60 EUR
    - "PAINS & CO" voor een totaalbedrag van 992,00 EUR
    - FREDDY MET CURRY voor een totaalbedrag van 2.717,71 EUR
    - VILY (Pizzas) voor een totaalbedrag van 1.364,00 EUR
    - GOOSSENS voor een totaalbedrag van 825,84 EUR
  - c. geboekt op artikel 1060/123-16 ten gunste van :
    - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 63,15 EUR
  - d. geboekt op artikel 7222/123-16 ten gunste van :

- "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 30,35 EUR
- e. geboekt op artikel 7350/123-16 ten gunste van :
  - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 745,70 EUR
- f. geboekt op artikel 7620/123-16 ten gunste van :
  - "Traiteur NORRÉ" voor een totaalbedrag van 4.120,73 EUR
- g. geboekt op artikel 7630/123-16 ten gunste van :
  - DELHAIZE LE LION voor een totaalbedrag van 48,15 EUR
- h. geboekt op artikel 8490/123-16 ten gunste van :
  - "APUS & LES COCOTTES VOLANTES" voor een totaalbedrag van 380,00 EUR
- i. geboekt op artikel 8790/123-16 ten gunste van :
  - FREDDY MET CURRY voor een totaalbedrag van 1.126,77 EUR
- j. geboekt op artikel 9300/123-16 ten gunste van :
  - "LA FLEUR DU PAIN" voor een totaalbedrag van 45,50 EUR
- 3. Colloquium "GTI MP" (beraadslaging #019/07.11.2024/B/0083#) :
  - a. geboekt op artikel 1350/123-16 ten gunste van :
    - "Traiteur DUCHATEAU" voor een totaalbedrag van 4.200,00 EUR
- 4. Jaarlijks feest 2024 ter ere van het gepensioneerd personeel (beraadslaging #019/28.01.2024/B/0018#) :
  - a. geboekt op artikel 1310/123-16 ten gunste van :
    - "Traiteur DUCHATEAU" voor een totaalbedrag van 15.422,40 EUR
- 5. Jaarlijks feest 2024 van Sint-Elooi (bestellingsbon 2024/1913) :
  - a. geboekt op artikel 1370/123-16 ten voordele van :
    - "PLOUF ET BABALLE" voor een totaalbedrag van 6.500,00 EUR
- 6. Presentatie van Wensen 2024 (bestellingsbon 2023/1916) :
  - a. geboekt op artikel 1050/123-16 ten gunste van :
    - "PLOUF ET BABALLE" voor een totaalbedrag van 6.750,00 EUR
- 7. Joblente 2024 (beraadslaging #019/21.02.2024/B/0045#)
  - a. geboekt op artikel 8510/123-16 ten gunste van :
    - CARREFOUR BELGIUM voor een totaalbedrag van de 132,75 EUR
- 8. Avond voor nieuwe bewoners (beraadslaging #019/21.03.2024/B/0022#) :
  - a. geboekt op artikel 7630/123-16 ten voordele van :
    - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 487,70 EUR
- 9. Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2024 (beraadslaging #019/15.05.2024/B/0091#)
  - a. geboekt op artikel 7700/123-16 ten gunste van :
    - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 380,72 EUR.

De Raad neemt kennis.

---

## Politique RH - HR Beleid

25.03.2025/A/0004    **CC - Cabinets des Bourgmestre et Echevins - Composition et modalités - Article 21 bis de la nouvelle loi communale - Règlement**

LE CONSEIL,

Vu la constitution coordonnée, notamment l'article 162 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment les articles 117 et 21 bis ;

Vu l'ordonnance du 22.02.2024 relative à la gouvernance locale ;

Considérant que conformément aux nouvelles dispositions légales, le conseil communal décide, au plus tard dans les trois mois de son installation, si les membres du collège des bourgmestre et échevins peuvent disposer d'un cabinet. Le conseil communal règle la composition et le financement des cabinets, la possibilité de détacher du personnel communal, ainsi que le mode de recrutement, le statut administratif, la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs des cabinets ;

Vu le protocole d'accord signé en date du 11.03.2025 entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S., conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28.09.1984 portant exécution de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ENTEND l'intervention de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

DECIDE :

1. d'approuver, le règlement « Cabinets des bourgmestre et échevins » tel que repris ci-après :

#### Article 1.

Le présent règlement est pris en conformité avec l'article 21bis de la Nouvelle Loi Communale.

#### Article 2. Composition des cabinets

La composition des cabinets des bourgmestre et échevins est fixée comme suit :

- Pour le cabinet du Bourgmestre :
  - 1 ETP chef de cabinet occupant un grade de niveau équivalent à un membre du comité de direction hors grades légaux
  - 1 ETP secrétaire de direction occupant un grade de niveau C4 ou B4
  - 1 ETP collaborateur/trice administratif/ve occupant un grade de niveau C ou B
  - 1 ETP chargé(e) de communication communale (en ce compris plan d'urgence / Be-Alert) occupant un grade de niveau A1 ou A4
  - 1 ETP chauffeur occupant un grade de niveau D ;
- Pour le cabinet des Echevins :

Les Echevins peuvent mutualiser leurs collaborateurs en un seul cabinet composé comme suit :

  - 1 ETP collaborateur de cabinet occupant un grade de niveau A1 ou A4 par groupe de 3 à 4 échevins ;

Conformément à l'article 21bis § 1er, al. 3 de la Nouvelle loi communale, les membres de cabinet peuvent être des membres détachés de l'administration communale, moyennant l'accord préalable du secrétaire communal. Seuls les membres du personnel des rangs E1 à A4 peuvent être détachés dans le cabinet du bourgmestre ou d'un échevin.

#### Article 3. Prise en charge des frais

Les frais de personnel des cabinets repris à l'article 2 du présent règlement sont intégralement pris en charge par le budget de l'administration, sur base des barèmes en vigueur pour le personnel de l'administration communale sur les articles budgétaires concernés (Autorité communale - Cabinets).

Les frais de fonctionnement des cabinets font partie des frais de fonctionnement de l'administration générale.

#### Article 4. Recrutement

§ 1. Le mandataire sélectionne lui-même son collaborateur. En cas de mutualisation, les mandataires se mettent d'accord sur la sélection.

§ 2. Le mandataire peut sélectionner un agent au sein de l'administration qui, avec l'accord préalable du secrétaire communal et du Bourgmestre, sera détaché à son cabinet.

§ 3. En cas de recrutement à l'externe, il se fait contractuellement avec une clause résolutoire qui mettra un terme au contrat à la fin de la législature.

§ 4. Les membres d'un cabinet ne peuvent pas être :

- parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus,
- ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux avec un membre du Collège des Bourgmestre et Echevins,
- Titulaire des fonctions visées à l'article 71, aliéna 1er, 1° et 2° de la NLC.

§ 5. Quand un mandataire perd sa qualité de bourgmestre, le contrat ou le détachement de membre du cabinet du Bourgmestre prend fin de plein droit, et ce sous réserve du respect des contrats de travail signés, et le nouveau Bourgmestre peut éventuellement le renouveler. En cas de mutualisation, les mandataires concernés, restants et remplaçants, se mettent d'accord sur la fin ou non du contrat ou du détachement.

§ 6. Les mandataires peuvent faire appel au service des Ressources humaines pour les assister dans le recrutement.

§ 7. Les emplois des cabinets n'étant pas repris au cadre organique permanent du personnel, les agents qui les occupent ne peuvent y prétendre à une nomination.

#### Article 5. Organisation

§ 1. Les membres de cabinet sont soumis aux règlements de travail et aux statuts administratif et pécuniaire de l'administration.

§ 2. Etant investi d'une fonction de confiance, les membres de cabinets ne pointent pas leurs prestations et peuvent effectuer des prestations en dehors des horaires de travail sans sursalaire.

Les membres des cabinets ne peuvent se prévaloir de prestations supplémentaires. Ils ne peuvent dès lors pas bénéficier de congés compensatoires.

Les membres de cabinets utilisent le système de pointage mis à disposition pour toute imputation de leurs absences (congé, maladie, etc.).

§ 3. Le chef de cabinet du Bourgmestre et les collaborateurs d'Echevins rapportent directement au(x) mandataire(s) qui leur sont désignés avec leurs attributions respectives et ils sont soumis à des évaluations qui leurs sont propres, indépendamment du règlement évaluation du personnel communal. Les membres du cabinet du Bourgmestre rapportent au chef de cabinet du Bourgmestre.

#### Article 6. Mesures transitoires

Les contrats existants de membres de cabinets restent en vigueur. Le présent règlement est d'application pour tout contrat établi après son entrée en vigueur.

2. de soumettre la présente délibération à tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 26 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Jonathan de Patoul, François-Julien De Smet.*

---

#### **GR - Kabinetten van de Burgemeester en Schepenen - Samenstelling en modaliteiten - Artikel 21bis van de nieuwe gemeentewet - Reglement**

DE RAAD,

Gelet op de gecoördineerde Grondwet, met name artikel 162 ;



Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 21bis ;

Gelet op de ordonnantie van 22.02.2024 betreffende het lokaal bestuur ;

Overwegende dat, overeenkomstig de nieuwe wettelijke bepalingen, de gemeenteraad uiterlijk drie maanden na zijn installatie beslist of de leden van het college van burgemeester en schepenen over een kabinet kunnen beschikken. De gemeenteraad regelt de samenstelling en financiering van de kabinetten, de mogelijkheid om gemeentepersoneel te detacheren, evenals de aanwervingsprocedure, het administratieve statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de kabinetsmedewerkers ;

Gelet op het protocolakkoord ondertekend op 11.03.2025 tussen de delegaties van het gemeentebestuur en het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe en de vakbondsorganisaties die de werknemers van de gemeente en van het O.C.M.W. vertegenwoordigen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 tot uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

HOORT de interventie van Dhr. Jonathan de PATOUL, gemeenteraadslid ;

BESLUIT :

1. Het reglement "Kabinetten van de burgemeester en schepenen" goed te keuren zoals hieronder vermeld :

#### Artikel 1.

Dit reglement wordt vastgesteld in overeenstemming met artikel 21bis van de Nieuwe Gemeentewet.

#### Artikel 2. Samenstelling van de kabinetten

De samenstelling van de kabinetten van de burgemeester en de schepenen wordt als volgt vastgesteld :

- Voor het kabinet van de Burgemeester :
  - 1 VTE kabinetschef, van het niveau van een lid van de directiecomité buiten de wettelijke graden
  - 1 VTE directiesecretaris, van niveau C4 tot B4 ;
  - 1 VTE administratieve medewerker van niveau C of B ;
  - 1 VTE communicatiemedewerker (inbegrepen het Noodplan / Be Alert), van niveau A1 tot A4 ;
  - 1 VTE chauffeur, van niveau D ;
- Voor het kabinet van de Schepenen :
  - De schepenen kunnen hun medewerkers bundelen in één enkel kabinet, samengesteld als volgt :
  - 1 VTE kabinetsmedewerker, van niveau A1 tot A4 per groep van 3 tot 4 schepenen ;

Overeenkomstig artikel 21bis § 1, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet, kunnen de leden van het kabinet gedetacheerd worden van de gemeentelijke administratie, mits voorafgaande toestemming van de gemeentesecretaris. Alleen medewerkers van de rangen E1 tot A4 kunnen gedetacheerd worden naar het kabinet van de burgemeester of een schepen.

#### Artikel 3. Kostenvergoeding

De personeelskosten van de kabinetten, zoals vermeld in artikel 2 van dit reglement, worden volledig gedekt door de begroting van de administratie, op basis van de geldende loonbarema's voor het gemeentepersoneel, op de desbetreffende begrotingsartikelen (Gemeentebestuur - Kabinetten).

De werkingskosten van de kabinetten maken deel uit van de werkingskosten van de

algemene administratie.

#### Artikel 4. Werving

§ 1. De mandataris selecteert zelf zijn medewerker. In geval van samenwerking stemmen de mandatarissen af over de selectie.

§ 2. De mandataris kan een medewerker van de administratie selecteren die, met de voorafgaande toestemming van de gemeentesecretaris en de burgemeester, naar zijn kabinet wordt gedetacheerd.

§ 3. Bij externe werving wordt een contract afgesloten met een ontbindende voorwaarde die het contract beëindigt aan het einde van de legislatuur.

§ 4. De leden van een kabinet kunnen niet :

- loedverwanten of aanverwanten tot in de tweede graad zijn,
- of gehuwd of wettelijk samenwonend zijn met een lid van het college van burgemeester en schepenen,
- de functies bekleden die bedoeld zijn in artikel 71, lid 1, 1° en 2° van de NGC.

§ 5. Wanneer een mandataris zijn hoedanigheid van burgemeester verliest, eindigt het contract of de detachering van het lid van het kabinet van de burgemeester van rechtswege en kan de nieuwe burgemeester dit eventueel vernieuwen. In geval van samenwerking stemmen de betrokken mandatarissen, de resterende en de vervangende, af over het al dan niet beëindigen van het contract of de detachering.

§ 6. De mandatarissen kunnen de dienst Human resources inschakelen om hen te helpen bij de werving.

§ 7. De functies van de kabinetten worden niet opgenomen in het vaste organieke kader van het personeel, de medewerkers die deze functies bekleden kunnen niet aanspraak maken op een benoeming.

#### Artikel 5. Organisatie

§ 1. De leden van het kabinet zijn onderworpen aan het arbeidsreglement en de administratieve en geldelijke statuten van de administratie.

§ 2. Aangezien zij een vertrouwensfunctie bekleden, hoeven de leden van het kabinet hun werkuren niet in te voeren en kunnen zij prestaties leveren buiten de reguliere werkuren zonder extra vergoeding.

De leden van de kabinetten kunnen geen aanspraak maken op overwerk. Ze kunnen dus geen compensatieverlof opnemen.

De leden van de kabinetten maken gebruik van het prikkloksysteem voor het registreren van hun afwezigheden (verlof, ziekte, enz.).

§ 3. De kabinetschef van de burgemeester en de medewerkers van de schepenen rapporteren rechtstreeks aan de mandataris die hen is toegewezen, met hun respectieve bevoegdheden, en worden onderworpen aan evaluaties die specifiek voor hen gelden, los van het evaluatiereglement voor gemeentepersoneel. De leden van het kabinet van de burgemeester rapporteren aan de kabinetschef van de burgemeester.

#### Artikel 6. Overgangsmaatregelen

De bestaande contracten van leden van de kabinetten blijven van kracht. Dit reglement is van toepassing op elk contract dat wordt afgesloten na de inwerkingtreding ervan.

2. deze beraadslaging te onderwerpen aan het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 26 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : Jonathan de Patoul, François-Julien De Smet.*

*Etienne Dujardin entre en séance / treedt in zitting.*

**CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée -  
A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles -  
Représentation de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil  
d'administration**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à l'installation du Conseil communal issu des élections du 13.10.2024, il y a lieu de prévoir la représentation de la commune au sein des divers organes de gestion et l'attribution de diverses fonctions dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 ;

Vu les statuts de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, statuts prévoyant, entre autres, que chaque commune bruxelloise dispose de droit d'un mandat au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;

Vu le courrier du 07.10.2024 de BRULOCALIS relatif à la procédure et aux étapes de renouvellement des organes de l'A.S.B.L. ; que les communes sont invitées à transmettre leurs représentants pour avril 2025 au plus tard ;

Vu la délibération du Conseil communal du 16.12.2024 décidant de désigner Mme Françoise de CALLATAY, conseillère communale, en remplacement de Mme Anne DELVAUX, dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, pour compléter les mandats vacants au conseil d'administration jusqu'au renouvellement global prévu le 18.06.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

DECIDE :

- de désigner M. Benoît CEREXHE, conseiller communal et Bourgmestre, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 ;
- de désigner M. Benoît CEREXHE, conseiller communal et Bourgmestre, dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is - V.Z.W.  
BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel -  
Vertegenwoordiging van de gemeente binnen de algemene vergadering en de  
raad van bestuur**

DE RAAD,

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de Gemeenteraad ontsproten uit de verkiezingen van 13.10.2024, het nodig is de vertegenwoordiging van de gemeente bij diverse beleidsorganen en de toekenning van diverse functies te voorzien in de V.Z.W.'s waarbij de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 ;

Gelet op de statuten van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, welke statuten onder andere bepalen dat elke Brusselse gemeente recht heeft op één mandaat binnen de algemene vergadering en de raad van bestuur ;

Gelet op de brief van 07.10.2024 van BRULOCALIS betreffende de procedure en de fasen voor de vernieuwing van de organen van de V.Z.W. ; dat de gemeenten uitgenodigd worden om hun vertegenwoordigers uiterlijk tegen april 2025 door te sturen ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16.12.2024 waarbij besloten werd Mevr. Françoise de CALLATAY, gemeenteraadslid, ter vervanging van Mevr. Anne DELVAUX, voor te dragen als vertegenwoordiger van de gemeente in de Raad van Bestuur van de V.Z.W. BRULOCALIS, Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, om de vacante mandaten in de Raad van Bestuur in te vullen tot aan de algemene hernieuwing die voorzien is op 18.06.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

BESLUIT :

- Dhr. Benoit CEREXHE, gemeenteraadslid en Burgemeester, aan te stellen, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de algemene vergadering van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, d.w.z. tot aan de eerstvolgende hernieuwing van de Brusselse gemeenteraden, die na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 zal plaatsvinden ;
- Dhr. Benoit CEREXHE, gemeenteraadslid en Burgemeester, aan te stellen, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de raad van bestuur van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, d.w.z. tot aan de eerstvolgende hernieuwing van de Brusselse gemeenteraden, die na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 zal plaatsvinden.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0006

**CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et dans le cadre de l'attribution des fonctions - A.S.B.L. ASSOCIATION FRANCOPHONE DE TENNIS A.F.T. et A.S.B.L. REGION DE BRABANT DE L'A.F.T.**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à l'installation du Conseil communal issu des élections du 13.10.2024, il y a lieu de prévoir la représentation de la commune au sein des divers

organes de gestion et l'attribution de diverses fonctions dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 ;

Vu les statuts de l'A.S.B.L. A.F.T., notamment l'article 6 qui désigne les membres de ladite association ;

Considérant que, conformément auxdits statuts, la Commune de Woluwe-Saint-Pierre est membre effectif de l'A.S.B.L. A.F.T. ;

Vu les statuts de l'A.S.B.L. RÉGION DE BRABANT DE l'A.F.T., notamment l'article 8 qui désigne les membres de ladite association ;

Considérant que, conformément auxdits statuts, la Commune de Woluwe-Saint-Pierre est membre effectif de l'A.S.B.L. RÉGION DE BRABANT DE l'A.F.T. ;

Considérant qu'en sa qualité de membre effectif des A.S.B.L. précitées, il convient que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre soit représentée au sein des Assemblées générales desdites A.S.B.L. ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

DECIDE :

1. de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

Dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030, à savoir les personnes suivantes :

A.S.B.L. ASSOCIATION FRANCOPHONE DE TENNIS A.F.T.

- M. Georges MOTTART, juge-arbitre du club de tennis du Wolu Sports Park, le Park Wolu T.C., membre des assemblées générales ordinaires et extraordinaires ;
- M. Gilbert LYBAERT, responsable de l'organisation des Interclubs et juge-arbitre du club de tennis du Wolu Sports Park, le Park Wolu T.C., membre des assemblées générales ordinaires et extraordinaires ;

A.S.B.L. REGION DE BRABANT DE l'A.F.T.

- M. Georges MOTTART, juge-arbitre du club de tennis du Wolu Sports Park, le Park Wolu T.C., membre des assemblées générales ordinaires et extraordinaires ;
- M. Gilbert LYBAERT, responsable de l'organisation des Interclubs et juge-arbitre du club de tennis du Wolu Sports Park, le Park Wolu T.C., membre des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is -**

**Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel**

**in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en in het kader van de toekenning van functies - V.Z.W.**

**"ASSOCIATION FRANCOPHONE DE TENNIS A.F.T." en V.Z.W. "REGION DE BRABANT DE L'A.F.T."**

DE RAAD,

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de Gemeenteraad ontsproten uit de verkiezingen van 13.10.2024, het nodig is de vertegenwoordiging van de gemeente bij diverse beleidsorganen en de toekenning van diverse functies te voorzien in de V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 ;

Gelet op de statuten van de "A.S.B.L. A.F.T.", met name artikel 6 dat de leden van voormelde vereniging aanduidt ;

Overwegende dat, overeenkomstig deze statuten, de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe effectief lid is van de "A.S.B.L. A.F.T." ;

Gelet op de statuten van de "A.S.B.L. REGION DE BRABANT DE L'A.F.T.", met name artikel 8 dat de leden van voormelde vereniging aanduidt ;

Overwegende dat, conform deze statuten, de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe effectief lid is van de "A.S.B.L. RÉGION DE BRABANT DE L'A.F.T." ;

Overwegende dat, als effectief lid van de voornoemde V.Z.W.'s, de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe dient vertegenwoordigd te worden op de Algemene Vergadering van deze V.Z.W.'s ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 120 § 2 ;

BESLUIT :

1. aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies ;

In de V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030, te weten de volgende personen :

V.Z.W. "ASSOCIATION FRANCOPHONE DE TENNIS "A.F.T."

- Dhr. Georges MOTTART, rechter-scheidsrechter van de tennisclub Wolu Sports Park, le Park Wolu T.C., lid van de gewone en buitengewone algemene vergaderingen ;
- Dhr. Gilbert LYBAERT, verantwoordelijke van de organisatie van de Interclubs en rechter-scheidsrechter van de tennisclub Wolu Sports Park, Park Wolu T.C., lid van de gewone en buitengewone algemene vergaderingen ;

V.Z.W. "REGION DE BRABANT DE L'A.F.T."

- Dhr. Georges MOTTART, rechter-scheidsrechter van de tennisclub Wolu Sports Park, Park Wolu T.C., lid van de gewone en buitengewone

algemene vergaderingen ;

- Dhr. Gilbert LYBAERT, verantwoordelijke van de organisatie van de Interclubs en rechter-scheidsrechter van de tennisclub Wolu Sports Park, Park Wolu T.C., lid van de gewone en buitengewone algemene vergaderingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0007

**CC - Associations de droit public dans lesquelles la commune est représentée - Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises" - Représentation de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à l'installation du Conseil communal issu des élections du 13.10.2024, il y a lieu de prévoir la représentation de la commune au sein des divers organes de gestion et l'attribution de diverses fonctions dans les associations auxquelles la commune est associée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 ;

Vu les statuts de l'Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises", prévoyant entre autres que la commune de Woluwe-Saint-Pierre, membre non fondateur, dispose au sein de l'Assemblée générale d'un membre élu par le Conseil communal conformément à l'article 120 § 2 de la Nouvelle loi communale ; que le mandat des membres de l'Assemblée générale a une durée identique à la durée de leur mandat au sein des organes des associés et qu'à défaut, il est de 6 ans ; que les membres de l'Assemblée générale continuent de siéger dans les organes de l'association tant qu'ils n'ont pas été remplacés par les nouveaux membres et que ceux-ci n'ont pas été installés ;

Vu les statuts de l'Association, qui prévoient que le Conseil d'administration est composé de 12 membres fondateurs, ainsi qu'un membre par associé non fondateur, désigné par l'Assemblée générale en son sein ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

DECIDE de désigner comme représentant de la commune appelée à siéger au sein de l'Assemblée générale de l'Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises", Mme Françoise de CALLATAY (suppléante : Mme Carla DEJONGHE).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Publiekrechtelijke verenigingen waarin de gemeente vertegenwoordigd is - Publiekrechtelijke vereniging "Les Cuisines Bruxelloises/De Brusselse Keukens" - Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering en in de raad van bestuur**

DE RAAD,

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de Gemeenteraad ontsproten uit de verkiezingen van 13.10.2024, het nodig is de vertegenwoordiging van de gemeente bij diverse beleidsorganen en de toekenning van diverse functies te voorzien in de verenigingen waarbij de gemeente aangesloten is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 ;

Gelet op de statuten van de publiekrechtelijke vereniging "Les Cuisines Bruxelloises/De Brusselse Keukens", die onder meer bepalen dat de gemeente Sint-

Pieters-Woluwe, niet-stichtend lid, één lid heeft in de Algemene Vergadering verkozen door de Gemeenteraad overeenkomstig artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ; dat de duur van het ambt van de leden van de Algemene Vergadering identiek is aan de duur van hun ambt in de organen van de vereniging en dat deze anders 6 jaar bedraagt ; dat de leden van de Algemene Vergadering in de organen van de vereniging blijven zetelen tot ze vervangen worden door de nieuwe leden en deze laatste geïnstalleerd zijn ;

Gelet op de statuten van de Vereniging, die bepalen dat de Raad van Bestuur bestaat uit 12 stichtende leden, plus één lid per niet-stichtende aangeslotene, benoemd door de Algemene Vergadering uit haar leden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

BESLUIT Mevr. Françoise de CALLATAY aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente die geroepen is om zitting te nemen in de Algemene Vergadering van de publiekrechtelijke vereniging "Les Cuisines Bruxelloises/De Brusselse Keukens" (plaatsvervanger : Mevr. Carla DEJONGHE).

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0008

**CC - Associations de fait dans lesquelles la commune est statutairement représentée - Association de fait CONSEIL CONSULTATIF DU SPORT DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Attribution de diverses fonctions**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à l'installation du Conseil communal issu des élections du 13.10.2024, il y a lieu de prévoir, aux termes des règles de fonctionnement des Associations de fait concernées, l'attribution de diverses fonctions, dans lesdites Associations de fait dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 ;

Vu les règles de fonctionnement desdites Associations de fait dans lesquelles la commune est statutairement représentée ;

Vu l'article 6 des statuts de l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF DU SPORT DE WOLUWE-SAINT-PIERRE, qui dispose que les réunions du Conseil sont convoquées par le président, désigné par le Conseil communal, que le Conseil communal peut en outre désigner un président d'honneur et que l'échevin ayant le sport dans ses attributions est invité aux réunions du Conseil ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

DECIDE de désigner les personnes suivantes dans le cadre de l'attribution de diverses fonctions dans lesdites Associations de fait dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 :

Association de fait CONSEIL CONSULTATIF DU SPORT DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

- M. Daniel LAGASE, Président ;
- M. Guy VANDERSMISSEN, Président d'honneur.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---



**GR - Feitelijke verenigingen waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is -  
Feitelijke vereniging ADVIESRAAD VOOR SPORT VAN SINT-PIETERS-  
WOLUWE - Toekenning van verschillende functies**

DE RAAD,

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de Gemeenteraad ontsproten uit de verkiezingen van 13.10.2024, het nodig is, volgens de werkingsregels van de betrokken feitelijke verenigingen, de toekenning van diverse functies te voorzien in de genoemde feitelijke verenigingen waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 ;

Gelet op de werkingsregels van de genoemde feitelijke verenigingen waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is ;

Gelet op artikel 6 van de statuten van de Feitelijke vereniging ADVIESRAAD VOOR SPORT VAN SINT-PIETERS-WOLUWE, waarin staat dat de vergaderingen van de Gemeenteraad worden bijeengeroepen door de voorzitter, aangewezen door de Gemeenteraad, dat de Gemeenteraad ook een erevoorzitter mag benoemen en dat de schepen bevoegd voor sport wordt uitgenodigd om vergaderingen van de Gemeenteraad bij te wonen ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

BESLUIT de volgende personen aan te wijzen in het kader van de toekenning van diverse functies in de genoemde feitelijke verenigingen waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 :

Feitelijke vereniging ADVIESRAAD VOOR SPORT VAN SINT-PIETERS-WOLUWE :

- Dhr. Daniel LAGASE, Voorzitter ;
- Dhr. Guy VANDERSMISSEN, Erevoorzitter.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0009

**CC - Sociétés dans lesquelles la commune est statutairement représentée -  
S.C.R.L. IRISnet - Représentation de la commune au sein de l'assemblée  
générale**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à l'installation du Conseil communal issu des élections du 13.10.2024, il y a lieu de prévoir la représentation de la commune au sein des divers organes de gestion et l'attribution de diverses fonctions dans sociétés dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 ;

Vu les statuts de la S.C.R.L. IRISnet dans laquelle la commune est statutairement représentée ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

DECIDE de désigner M. Georges DALLEMAGNE, échevin, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale de la S.C.R.L. IRISnet dans laquelle la commune est statutairement représentée, pour la durée de la

mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Maatschappijen waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is -  
C.V.B.A. IRISnet - Vertegenwoordiging van de gemeente binnen de algemene vergadering**

DE RAAD,

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de Gemeenteraad ontsproten uit de verkiezingen van 13.10.2024, het nodig is de vertegenwoordiging van de gemeente bij diverse beleidsorganen en de toekenning van diverse functies te voorzien in de maatschappijen waarbij de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 ;

Gelet op de statuten van de C.V.B.A. IRISnet waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

BESLUIT Dhr. Georges DALLEMAGNE, schepen, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering van de C.V.B.A. IRISnet binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, aan te stellen voor de duur van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0010 **CC - Sociétés dans lesquelles la commune est statutairement représentée -  
S.P.R.L. LE COUP DE POUCE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE -  
Représentation de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration**

LE CONSEIL,

Vu l'acte de constitution du 23.04.2003 de la société à responsabilité limitée (S.P.R.L.) "LE COUP DE POUCE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE", dont le siège social était situé Venelle au Palio 11, 1150 Bruxelles et actuellement rue Mareyde 1, 1150 Bruxelles ;

Vu que la S.P.R.L. à finalité sociale "LE COUP DE POUCE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" a changé sa forme juridique en Association Chapitre XII régie par la loi du 08.07.1976 organique des C.P.A.S. ;

Vu que ledit changement a été approuvé lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 27.09.2019 ;

Vu les statuts de ladite S.P.R.L., qui fixe la composition de l'assemblée générale comme suit :

- trois membres élus du Conseil de l'action sociale ;
- deux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, étant l'échevin ayant la tutelle sur le centre public d'action sociale dans ses attributions, et l'échevin

ayant les affaires sociales et la famille dans ses attributions ;

Vu les statuts qui prévoient que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre est au moins représentée par un administrateur ;

DESIGNE en conséquence, pour la suite de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 :

- M. Dominique HARMEL, échevin ayant la tutelle sur le C.P.A.S., en qualité de membre de l'assemblée générale de ladite association ;
- M. Tanguy VERHEYEN, échevin des Affaires sociales et de la Famille, en qualité de membre de l'assemblée générale de ladite association ;

PROPOSE en conséquence, pour la suite de la mandature 2025-2030, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2030 :

- M. Dominique HARMEL, en qualité de membre du conseil d'administration de ladite association ;
- M. Tanguy VERHEYEN, en qualité de membre du conseil d'administration de ladite association.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Vennootschappen waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is -  
B.V.B.A. "LE COUP DE POUCE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" -  
Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering en in de raad  
van bestuur**

DE RAAD,

Gelet op de oprichtingsakte van 23.04.2003 van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (B.V.B.A.) "LE COUP DE POUCE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE", waarvan de maatschappelijke zetel vroeger Paliosteeg 11, te 1150 Brussel gevestigd was en nu Mareydestraat 1, 1150 Brussel ;

Overwegende dat de B.V.B.A. met sociaal oogmerk "LE COUP DE POUCE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" haar rechtsvorm heeft gewijzigd in een Hoofdstuk XII-vereniging die valt onder de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de O.C.M.W.'s ;

Overwegende dat de genoemde wijziging werd goedgekeurd op de Buitengewone Algemene Vergadering van 27.09.2019 ;

Gelet op de statuten van voornoemde B.V.B.A., waarin de samenstelling van de algemene vergadering als volgt is vastgelegd :

- drie verkozen leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ;
- twee leden van het College van Burgemeester en Schepenen, namelijk de schepenen die verantwoordelijk is voor het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn en de schepenen die verantwoordelijk is voor sociale zaken en het gezin ;

Gelet op de statuten, die bepalen dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe vertegenwoordigd moet zijn door ten minste één bestuurder ;

STELT bijgevolg AAN, voor het vervolg van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 :

- Dhr. Dominique HARMEL, schepenen die toezicht houdt op het O.C.M.W., als

lid van de algemene vergadering van deze vereniging ;

- Dhr. Tanguy VERHEYEN, schepen van Sociale Zaken en het Gezin, als lid van de algemene vergadering van deze vereniging ;

STELT bijgevolg VOOR, voor het vervolg van de ambtstermijn 2025-2030, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2030 :

- Dhr. Dominique HARMEL, als lid van de raad van bestuur van genoemde vereniging ;
- Dhr. Tanguy VERHEYEN, als lid van de raad van bestuur van genoemde vereniging.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0011 **CC - Représentation de la commune au sein de structures - Accueil des enfants durant leur temps libre - Commission communale de l'accueil (C.C.A.) - Représentants du Conseil communal - Mandature 2024-2030 - Désignation**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 03.07.2003 de la Communauté française relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du 03.12.2003 du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du décret du 03.07.2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) ayant pour objet de mettre en œuvre la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre signée en date du 09.01.2023 ;

Vu l'article 2 de ladite convention, par lequel la commune s'engage à réunir une Commission communale de l'accueil (C.C.A.) ;

Vu l'article 6 du décret du 03.07.2003 susmentionné précisant ce qui suit : la Commission communale de l'accueil (C.C.A.) est composée de minimum quinze et maximum vingt-cinq membres effectifs ayant voix délibérative, répartis en cinq composantes disposant d'un même nombre de représentants, soit :

1. des représentant(e)s du Conseil communal dont le membre du collège des Bourgmestre et Echevins ou le membre du Conseil communal désigné par le collège des Bourgmestre et Echevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire ; ces représentants ne peuvent faire partie d'un groupe politique qui ne respecte pas les principes démocratiques relatifs aux droits et libertés fondamentales garantis par la Constitution et énoncés par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30.07.1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23.03.1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime nationaliste pendant la deuxième guerre mondiale ou toute autre forme de génocide ;
2. des représentant(e)s des établissements scolaires, organisés ou subventionnés par la Communauté française, qui dispensent un enseignement maternel ou primaire sur le territoire de la commune ;
3. des représentant(e)s des personnes qui confient les enfants ;
4. des représentant(e)s des opérateurs de l'accueil œuvrant sur le territoire de la commune qui se sont déclarés à l'O.N.E. en vertu de l'article 6 du décret O.N.E.

sauf si ces opérateurs sont déjà présents au titre du 2 ;

5. des représentant(e)s des services, associations ou institutions qui sont agréés, reconnus ou affiliés à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires de la Communauté française autres que celles du décret O.N.E. ;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 03.12.2003 susmentionné précisant ce qui suit : les représentant(e)s du Conseil communal visé(e)s à l'article 6, § 1er, alinéa 1er; 1., du décret sont désigné(e)s comme suit : le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins ou le membre du Conseil communal désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire siège d'office ; les autres représentant(e)s sont désigné(e)s par les conseillers communaux, qui disposent chacun(e) d'un nombre de voix égal au nombre moins un de postes restant à pourvoir dans cette composante, sur base d'une liste de candidat(e)s membres du Conseil communal qui se sont préalablement déclaré(e)s. Sont retenus les candidat(e)s qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix, c'est (ce sont) le (la) (les) candidat(e) (s) le (la) (les) moins âgé(e)s qui est (sont) désigné(e)(s) ; Considérant que pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant selon les mêmes modalités ; Considérant que le membre suppléant siège lorsque le membre effectif qu'il supplée est empêché ;

Considérant que la Commune, avec trois réseaux d'enseignement, dispose de 4 membres effectifs dans une commission composée de 20 membres effectifs ;

Vu l'obligation prévue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) de renouveler la Commission communale de l'accueil (C.C.A.) dans un délai de six mois à dater des élections communales, soit pour le 13.04.2025 au plus tard ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.03.2025 décidant de désigner Mme Françoise de CALLATAY-HERBIET, Echevine du Parascolaire, en tant que Présidente, membre effectif, et M. Tanguy VERHEYEN, échevin, en tant que Président, membre suppléant de la Commission communale de l'accueil (C.C.A.) à dater du renouvellement de celle-ci ;

Vu la note relative au C.C.A. et à son renouvellement, ci-annexée ;

Vu que ladite note précise qu'il peut être procédé lors du seul et même conseil communal :

- à la présentation / explication de la C.C.A. ;
- à la candidature à mains levées ;
- aux votes (2 voix par conseiller) ;

DECIDE de désigner pour la mandature 2025-2030 :

	Membre effectif	Membre suppléant
1	Marie CRUYSMANS	Fabienne PUEL van RAEMDONCK
2	Christine SALLE	Géraldine de CHESTRET
3	Christiane MEKONGO	Cécile VAINSEL

en qualité de représentants du Conseil communal à la Commission communale de l'accueil (C.C.A.) à dater du renouvellement de celle-ci.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Vertegenwoordiging van de gemeente binnen structuren - Opvang van**

**kinderen tijdens hun vrije tijd - Gemeentelijke opvangcommissie (G.O.C.) -  
Vertegenwoordigers van de Gemeenteraad - Ambtstermijn 2024-2030 -  
Aanstelling**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 03.07.2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 03.12.2003 tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 03.07.2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd ;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en het Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) met het oog op de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd, ondertekend op 09.01.2023 ;

Gelet op artikel 2 van genoemde overeenkomst, waarbij de gemeente zich ertoe verbindt een Gemeentelijke opvangcommissie (G.O.C.) bijeen te roepen ;

Gelet op artikel 6 van bovengenoemd decreet van 03.07.2003 waarin het volgende is bepaald : de Gemeentelijke opvangcommissie (G.O.C.) bestaat uit minimaal vijftien en maximaal vijftientwintig effectieve leden met stemrecht, verdeeld in vijf componenten met hetzelfde aantal vertegenwoordigers, te weten :

1. vertegenwoordigers van de Gemeenteraad, met inbegrip van het lid van het College van Burgemeester en Schepenen of het lid van de Gemeenteraad dat door het College van Burgemeester en Schepenen is aangesteld om te zorgen voor de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van buitenschoolse opvang ; deze vertegenwoordigers mogen niet behoren tot een politieke fractie die de democratische beginselen met betrekking tot de rechten en fundamentele vrijheden gewaarborgd door de Grondwet en uitgedrukt door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden niet naleeft, zoals vastgelegd in de wet van 30.07.1981 om bepaalde daden geïnspireerd door racisme en vreemdelingenhaat en door de wet van 23.03.1995 om de ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van genocide gepleegd door het nationalistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog of enige andere vorm van genocide te bestraffen ;
2. vertegenwoordigers van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen die op het grondgebied van de gemeente kleuter- of basisonderwijs verzorgen ;
3. vertegenwoordigers van de mensen die de kinderen toevertrouwen ;
4. vertegenwoordigers van de op het grondgebied van de gemeente werkzame opvangoperators die zich bij de O.N.E. hebben aangemeld op grond van artikel 6 van het O.N.E.-decreet, tenzij deze operators reeds aanwezig zijn op grond van punt 2 ;
5. vertegenwoordigers van diensten, verenigingen of instellingen die geaccrediteerd, erkend of aangesloten zijn bij een organisatie of federatie die geaccrediteerd of erkend is door of onder andere decreten of verordeningen van de Franse Gemeenschap dan die van het O.N.E.-decreet ;

Gelet op artikel 2 van bovengenoemd besluit van 03.12.2003 tot vaststelling van het volgende : de vertegenwoordigers van de gemeenteraad bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid ; 1 van het decreet worden als volgt aangesteld : het lid van het College van Burgemeester en Schepenen of het lid van de gemeenteraad aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen om de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van buitenschoolse opvang te

verzekeren ; de andere vertegenwoordigers worden benoemd door de gemeenteraadsleden, die elk een aantal stemmen hebben dat gelijk is aan het aantal min één van de nog in te vullen zetels van dit onderdeel, op basis van een lijst van kandidaten die zich eerder tot lid van de gemeenteraad hebben verklaard. De kandidaten met de meeste stemmen worden geselecteerd. Bij staking van stemmen wordt/worden de jongste kandidaat/kandidaten aangesteld ; voor elk effectief lid wordt een plaatsvervanger aangesteld volgens dezelfde modaliteiten ; Overwegende dat de plaatsvervanger zetelt wanneer het effectief lid dat hij vervangt, verhinderd is ;

Overwegende dat de Gemeente, met drie onderwijsnetwerken, 4 effectieve leden heeft in een commissie die bestaat uit 20 effectieve leden ;

Gelet op de verplichting van het Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) om de Gemeentelijke Opvangcommissie (G.O.C.) binnen een termijn van zes maanden na de gemeenteraadsverkiezingen, d.w.z. uiterlijk op 13.04.2025, te vernieuwen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.03.2025 waarbij besloten wordt Mevr. Françoise de CALLATAY-HERBIET, Schepen van Buitenschoolse activiteiten, tot voorzitter, effectief lid aan te stellen, en Dhr. Tanguy VERHEYEN, Schepen, tot voorzitter, plaatsvervangend lid van Gemeentelijke opvangcommissie (G.O.C.) aan te stellen vanaf de datum van haar vernieuwing ;

Gelet op de hierbij gevoegde nota over de G.O.C. en de vernieuwing ervan ;

Overwegende dat in voornoemde nota wordt aangegeven dat het mogelijk is om in één en dezelfde gemeenteraadsvergadering over te gaan tot :

- de presentatie/uitleg over de G.O.C. ;
- de kandidaatstelling bij handopsteking ;
- de stemmingen (2 stemmen per gemeenteraadslid) ;

BESLUIT voor de ambtstermijn 2025-2030 :

	Effectief lid	Plaatsvervangend lid
1	Marie CRUYSMANS	Fabienne PUEL van RAEMDONCK
2	Christine SALLE	Géraldine de CHESTRET
3	Christiane MEKONGO	Cécile VAINSEL

als vertegenwoordigers van de Gemeenteraad in de Gemeentelijke opvangcommissie (G.O.C.) aan te stellen vanaf de datum van de vernieuwing ervan.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0012    **CC - Contentieux - Sinistre dégât des eaux du 25.09.2022 - W:HALLL - Action judiciaire contre VIVAQUA - Autorisation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, dont notamment les articles 117 et 270 ;

Considérant qu'en date du 25.09.2022, un technicien du Centre culturel et de Congrès a constaté que la scène de l'Auditorium du W:HALLL était sous eau ;

Considérant que la cause est une fuite en voirie ;

Considérant qu'une déclaration a été faite auprès de ETHIAS dans le cadre de la RC Incendie de la commune le 26.09.2022 ; qu'ETHIAS a refusé sa couverture en date du 02.03.2023, la garantie "dégât des eaux" excluant les dommages causés par les eaux de canalisation publique d'adduction ;

Considérant que la commune a déclaré le sinistre auprès de son assurance Protection juridique en date du 09.03.2023 afin de se retourner contre VIVAQUA, qui est responsable des canalisations en voirie ;

Considérant que les experts mandatés dans ce dossier ont des avis contraires ; que l'expert mandaté dans le cadre de la RC de VIVAQUA (assurée également chez ETHIAS) conteste la responsabilité de VIVAQUA, estimant que si le mur avait été étanche, il n'y aurait pas eu de dégât ; que l'expert mandaté dans le cadre de la Protection juridique de la commune estime au contraire que VIVAQUA est entièrement responsable du sinistre ;

Considérant qu'ETHIAS, en tant qu'assureur de la commune et de VIVAQUA, propose à la commune une transaction à concurrence de 50 % de son dommage ;

Considérant que le dommage de la commune s'élève à la somme de +/- 78.000,00 EUR T.V.A.C. ;

Considérant qu'après analyse du dossier, le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 19.02.2025, a décidé d'introduire, sous réserve de l'approbation par le Conseil communal, une action en justice à l'encontre de VIVAQUA pour obtenir le dédommagement de ses dégâts ; que cette décision est motivée eu égard à la somme importante en jeu et par le fait que l'expert mandaté pour la commune estime que VIVAQUA est entièrement responsable du sinistre et que les faits allégués par l'expert de VIVAQUA ne sont nullement établis ; que cette conclusion est partagée par notre service technique ;

Considérant qu'un courrier en ce sens a été adressé à la directrice de VIVAQUA en date du 25.02.2025 en vue de l'informer des intentions de la commune ;

Considérant que les frais liés à la procédure judiciaire seront pris en charge par l'assurance Protection juridique de la commune ;

DECIDE d'introduire une action judiciaire à l'encontre de VIVAQUA, en tant que responsable des canalisations en voirie, afin que la commune soit indemnisée des dégâts occasionnés au bâtiment du W:HALLL, dont elle est propriétaire, lors du sinistre survenu le 25.09.2022 suite à une fuite en voirie.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **GR - Geschillen - Waterschade van 25.09.2022 - W:HALLL - Gerechtelijke actie tegen VIVAQUA - Machtiging**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 270 ;

Overwegende dat op 25.09.2022 een technicus van het Cultureel en Congrescentrum opmerkte dat het podium in het Auditorium van het W:HALLL onder water stond ;

Overwegende dat de oorzaak een lek op de weg is ;

Overwegende dat op 26.09.2022 bij ETHIAS aangifte werd gedaan in het kader van de brandverzekeringsspolis van de gemeente ; dat ETHIAS op 02.03.2023 haar dekking weigerde, waarbij de dekking "waterschade" schade door water uit openbare leidingen uitsloot ;

Overwegende dat de gemeente op 09.03.2023 de schade bij haar Rechtsbijstandverzekeraar heeft ingediend om actie te ondernemen tegen VIVAQUA, die verantwoordelijk is voor de leidingen in de weg ;

Overwegende dat de in deze zaak gemandateerde deskundigen tegengestelde meningen hebben ; dat de in het kader van de wettelijke aansprakelijkheid van VIVAQUA gemandateerde deskundige (ook verzekerd door ETHIAS) de aansprakelijkheid van VIVAQUA betwist, omdat hij van mening is dat als de muur waterdicht was geweest, er geen schade zou zijn geweest ; dat de in het kader van het



rechtsbijstand van de gemeente gemandateerde deskundige daarentegen van mening is dat VIVAQUA volledig aansprakelijk is voor de schade ;  
Overwegende dat ETHIAS, als verzekeraar van de gemeente en van VIVAQUA, de gemeente een schikking aanbiedt die kan oplopen tot 50% van de schade ;  
Overwegende dat de schade opgelopen door de gemeente +/- 78.000,00 EUR inclusief B.T.W. bedraagt ;  
Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, na analyse van het dossier, in zijn zitting van 19.02.2025 besloten heeft om, onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad, gerechtelijke stappen te ondernemen tegen VIVAQUA om de schade vergoed te krijgen ; dat deze beslissing gemotiveerd is door de grote som geld die ermee gepaard gaat en door het feit dat de deskundige die voor de gemeente aangesteld is, van mening is dat VIVAQUA volledig verantwoordelijk is voor de schade en dat de feiten die door de expert van VIVAQUA beweerd worden, niet bewezen zijn ; dat deze conclusie gedeeld wordt door onze technische dienst ;  
Overwegende dat op 25.02.2025 een brief in die zin aan de directrice van VIVAQUA werd gestuurd om haar op de hoogte te brengen van het voornemen van de gemeente ;  
Overwegende dat de kosten in verband met de gerechtelijke procedure zullen worden gedekt door de rechtsbijstandverzekering van de gemeente ;  
BESLUIT een gerechtelijke actie te ondernemen tegen VIVAQUA, als verantwoordelijke voor de leidingen in de weg, zodat de gemeente vergoed kan worden voor de schade aan het gebouw van het W:HALLL, waarvan zij eigenaar is, als gevolg van de schade die op 25.09.2022 is ontstaan door een lekkage in de weg.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

## Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

25.03.2025/A/0013    **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28.03.2024, paru au Moniteur belge le 05.04.2024 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

---

**GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28.03.2024, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 05.04.2024 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

---

25.03.2025/A/0014    **CC - Adhésion à la centrale d'achat CREAT SERVICES D.V. - Dispositions - Exercices 2025 et suivants**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ; Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'un pouvoir adjudicateur peut acquérir, en ce qui concerne des travaux, des fournitures et/ou des services, des activités d'achat centralisées d'une centrale d'achat telles que visés à l'article 2, 7°, b) ;

Considérant que la coopération dans le domaine des marchés publics peut générer des effets d'échelle et des synergies positifs ;

Considérant l'offre de CREAT SERVICES D.V., Botermarkt 1, 9000 Gand, B.C.E. 0692.624.441, en tant que collaboration intercommunale prestataire de services ;

Considérant qu'au 31.12.2023, CREAT SERVICES D.V. comptait 527 participants dont des villes et communes, C.P.A.S., zones de secours, zones de police, entreprises de soins de santé,... ;

Vu l'offre de CREAT SERVICES DV, dont le dossier d'adhésion est joint ;

Considérant la possibilité de rejoindre grâce à cette centrale d'achat, un marché public de services postaux à des tarifs avantageux ;

Vu le fait que les services de CREAT SERVICES D.V. ne peuvent être proposés qu'aux participants de CREAT SERVICES D.V. ;

Vu l'apport en capital et les modalités de paiement prescrites tels que décrits dans le

dossier d'adhésion qui pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre représenterait une dépense de 2.000,00 EUR, TTC ;

Considérant que même tenant compte de cette dépense, il apparaît intéressant pour la commune de se doter de la possibilité d'adhérer à ces marchés si la commune le souhaite ;

Considérant toutefois que cette adhésion n'oblige pas la commune de devoir passer tous les marchés via cette centrale d'achat ;

Considérant que les crédits feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 1040/332-01//012 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 à inscrire à la prochaine modification budgétaire pour approbation par le Conseil communal et l'autorité de tutelle ;

DECIDE, sous réserve d'inscription à la prochaine modification budgétaire pour approbation par le Conseil communal et l'autorité de tutelle, des crédits nécessaires à l'article 1040/332-01//012 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 et de son approbation par l'autorité de tutelle, dans les limites des crédits disponibles et, le cas échéant, dans les limites des douzièmes provisoires des crédits budgétaires :

1. d'adhérer à CREAT SERVICES D.V., Botermarkt 1, 9000 Gand, B.C.E. 0692.624.441, à compter du 01.04.2025, selon les modalités prévues par les statuts de CREAT SERVICES D.V. et selon le dossier d'adhésion annexé à la présente décision ;
2. de proposer la candidature de M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, comme membre de l'assemblée générale de CREAT SERVICES D.V. ;
3. de communiquer la présente décision à CREAT SERVICES D.V.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **GR - Toetreding tot de aankoopcentrale CREAT SERVICES D.V. - Bepalingen - Dienstjaar 2025 en volgende**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 47 ; Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat een aanbestedende overheid mag, wat de werken, leveringen en/of diensten betreft, gecentraliseerde aankoopactiviteiten van een aankoopcentrale zoals bedoeld in artikel 2, 7°, b) aankopen ;

Overwegende dat samenwerking op het gebied van overheidsopdrachten positieve schaalvoordelen en synergieën kan opleveren ;

Overwegende de offerte van CREAT SERVICES D.V., Botermarkt 1, 9000 Gent, K.B.O. 0692.624.441, als een dienstverlener voor intergemeentelijke samenwerking ;

Overwegende dat CREAT SERVICES D.V. op 31.12.2023 527 deelnemers telde, waaronder steden en gemeenten, OCMW's, hulpdiensten, politiezones, zorgbedrijven, enz.

Gelet op de offerte van CREAT SERVICES D.V., waarvan het aanvraagformulier is bijgevoegd ;

Overwegende de mogelijkheid om, dankzij deze aankoopcentrale, deel te nemen aan een overheidsopdracht voor postdiensten tegen voordelige tarieven ;

Gezien het feit dat de diensten van CREAT SERVICES D.V. alleen mogen worden

aangeboden aan de deelnemers van CREAT SERVICES D.V. ;  
 Gelet op de kapitaalinbreng en de voorgeschreven betalingsmodaliteiten zoals beschreven in het toetredingsdossier, die voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een uitgave van 2.000,00 EUR, inclusief B.T.W., zou vertegenwoordigen ;  
 Overwegende dat, zelfs rekening houdend met deze kosten, het voor de gemeente de moeite waard zou zijn om tot deze opdrachten te kunnen toetreden als zij dat wenst ;  
 Overwegende dat dit lidmaatschap de gemeente er echter niet toe verplicht om al haar opdrachten via deze aankoopcentrale te gunnen ;  
 Overwegende dat de kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om op artikel 1040/332-01//012 van de gewone dienst van de begroting 2025 ingeschreven te worden, dat ingeschreven moet worden in de volgende begrotingswijziging en ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid zal worden voorgelegd ;  
 BESLUIT, onder voorbehoud van inschrijving in de eerstvolgende begrotingswijziging ter goedkeuring door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid, de nodige kredieten in te schrijven op artikel 1040/332-01//012 van de gewone dienst van de begroting 2025 en de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten en, in voorkomend geval, binnen de grenzen van de voorlopige twaalfden van de begrotingskredieten :

1. toe te treden tot CREAT SERVICES D.V., Botermarkt 1, 9000 Gent, K.B.O. 0692.624.441, met ingang van 01.04.2025, in overeenstemming met de voorwaarden zoals uiteengezet in de statuten van CREAT SERVICES D.V. en de lidmaatschapsaanvraag die bij dit besluit is gevoegd ;
2. Dhr. Benoit CEREXHE, burgemeester, voor te dragen als lid van de Algemene Vergadering van CREAT SERVICES D.V. ;
3. onderhavige beslissing mee te delen aan CREAT SERVICES D.V.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
 29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Cathy Vaessen entre en séance / treedt in zitting.*

---

25.03.2025/A/0015 **CC - Diverses voiries communales - Rénovation des trottoirs - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercices 2025 à 2028**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment les articles 36 et 42, § 1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des trottoirs dans diverses voiries communales au cours des années 2025 à 2028 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2025.044/R4//2025.E023.01/VOIRIE.DVO-CV, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant global de 1.627.936,62 EUR, hors T.V.A., soit 1.969.803,31 EUR, T.V.A. de 21 % comprise pour 4 ans, l'avis de marché et le plan de sécurité-santé ;

Considérant que les crédits nécessaires pour l'année 2025, à savoir un montant de 500.000,00 EUR, sont inscrits à l'article 4210/731-60//080 (travail 023.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 sous réserve de leur approbation par l'autorité de tutelle ;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs aux exercices 2026 à 2028 feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 4210/731-60//080 (travail à définir) du service extraordinaire des budgets des exercices 2026 à 2028 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

ENTEND l'intervention de Mme Caroline LHOIR, conseiller communal, et la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2025.044/R4//2025.E023.01/VOIRIE.DVO-CV relatif à la rénovation des trottoirs dans diverses voiries communales au cours des années 2025 à 2028, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires inscrits à cet effet à l'article 4210/731-60//080 (travail 023.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires relatifs aux exercices 2026 à 2028 à l'article 4210/731-60//080 (travail à définir) du service extraordinaire des budgets des exercices 2026 à 2028 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application des articles 36 et 42, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 1.627.936,62 EUR, hors T.V.A., soit 1.969.803,31 EUR, T.V.A. de 21 % comprise pour 4 ans, l'avis de marché et le plan de sécurité-santé ;
3. de financer la dépense pour l'exercice 2025 au moyen d'un emprunt de 500.000,00 EUR à conclure auprès d'un organisme financier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Caroline Lhoir.*

---

**GR - Diverse gemeentewegen - Renovatie van de trottoirs - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaren 2025 tot 2028**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikels 36 en 42, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de trottoirs van diverse gemeentewegen in de loop van de jaren 2025 tot 2028 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2025.044/R4//2025.E023.01/VOIRIE.DVO-CV, op het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 1.627.936,62 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.969.803,31 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen voor 4 jaar, de aankondiging van opdracht en het veiligheids- en gezondheidsplan ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor het jaar 2025, te weten 500.000,00 EUR,

ingeschreven zijn op het artikel 4210/731-60//080 (werk 023.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de dienstjaren 2026 tot 2028, het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad tot inschrijving op het artikel 4210/731-60//080 (werk nader te bepalen) van de buitengewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026 tot 2028 aan de goedkeuring van toezichthoudende overheid voor te leggen ;

HOORT de interventie van Mevr. Caroline LHOIR, gemeenteraadslid, en het antwoord van Dhr. Damien DE KEYSER, schepen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2025.044/R4//2025.E023.01/VOIRIE.DVO-CV betreffende de renovatie van de trottoirs van diverse gemeentewegen in de loop van de jaren 2025 tot 2028, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de nodige kredieten daartoe ingeschreven op het artikel 4210/731-60//080 (werk 023.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten betreffende de dienstjaren 2026 tot 2028 op het artikel 4210/731-60//080 (werk nader te bepalen) van de buitengewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026 tot 2028 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van artikels 36 en 42, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 1.627.936,62 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.969.803,31 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen voor 4 jaar, de aankondiging van opdracht en het veiligheids- en gezondheidsplan goed te keuren ;
3. de uitgave van een bedrag van 500.000,00 EUR voor het dienstjaar 2025 te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Caroline Lhoir.*

---

25.03.2025/A/0016 **CC - Diverses voiries communales - Travaux de rénovation des voiries - Asphaltes - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercices 2025 à 2028**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment les articles 36 et 42, § 1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des voiries - asphaltes dans diverses voiries communales au cours des années 2025 à 2028 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2025.045/R4//2025.E023.02/VOIRIE.DVO-CV, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant global de 1.641.270,00 EUR, hors T.V.A., soit 1.985.936,70 EUR, T.V.A. de 21 % comprise pour 4 ans, l'avis de marché et le plan de sécurité-santé ;

Considérant que les crédits nécessaires pour l'année 2025, à savoir un montant de 500.000,00 EUR, sont inscrits à l'article 4210/731-60//080 (travail 023.02) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 sous réserve de leur approbation par l'autorité de tutelle ;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs aux exercices 2026 à 2028 feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 4210/731-60//080 (travail à définir) du service extraordinaire des budgets des exercices 2026 à 2028 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

ENTEND l'intervention de Mme Caroline LHOIR, conseiller communal, et la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2025.045/R4//2025.E023.02/VOIRIE.DVO-CV relatif à la rénovation des voiries - asphaltes dans diverses voiries communales au cours des années 2025 à 2028, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires inscrits à cet effet à l'article 4210/731-60//080 (travail 023.02) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires relatifs aux exercices 2026 à 2028 à l'article 4210/731-60//080 (travail à définir) du service extraordinaire des budgets des exercices 2026 à 2028 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application des articles 36 et 42, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 1.641.270,00 EUR, hors T.V.A., soit 1.985.936,70 EUR, T.V.A. de 21 % comprise pour 4 ans, l'avis de marché et le plan de sécurité-santé ;
3. de financer la dépense pour l'exercice 2025 au moyen d'un emprunt de 500.000,00 EUR à conclure auprès d'un organisme financier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Caroline Lhoir.*

---

**GR - Diverse gemeentewegen - Vernieuwing van de wegen - Asphalt - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaren 2025 tot 2028**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikels 36 en 42, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de wegen - asphalt van diverse gemeentewegen in de loop van de jaren 2025 tot 2028 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2025.045/R4//2025.E023.02/VOIRIE.DVO-CV, op het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 1.641.270,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.985.936,70 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen voor 4 jaar, de aankondiging van opdracht en het veiligheids- en gezondheidsplan ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor het jaar 2025, te weten 500.000,00 EUR,

ingeschreven zijn op het artikel 4210/731-60//080 (werk 023.02) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de dienstjaren 2026 tot 2028, het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad tot inschrijving op het artikel 4210/731-60//080 (werk nader te bepalen) van de buitengewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026 tot 2028 aan de goedkeuring van toezichthoudende overheid voor te leggen ;

HOORT de interventie van Mevr. Caroline LHOIR, gemeenteraadslid, en het antwoord van Dhr. Damien DE KEYSER, schepen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2025.045/R4//2025.E023.02/VOIRIE.DVO-CV betreffende de renovatie van de trottoirs van diverse gemeentewegen in de loop van de jaren 2025 tot 2028, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de nodige kredieten daartoe ingeschreven op het artikel 4210/731-60//080 (werk 023.02) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten betreffende de dienstjaren 2026 tot 2028 op het artikel 4210/731-60//080 (werk nader te bepalen) van de buitengewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026 tot 2028 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van artikels 36 en 42, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 1.641.270,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.985.936,70 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen voor 4 jaar, de aankondiging van opdracht en het veiligheids- en gezondheidsplan goed te keuren ;
3. de uitgave van een bedrag van 500.000,00 EUR voor het dienstjaar 2025 te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Caroline Lhoir.*

---

25.03.2025/A/0017 **CC - Voirie - Venelle au Palio - Réaménagement - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au réaménagement de la Venelle au Palio ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2025.046/A//2025.E023.03/VOIRIE.AR-CV de l'exercice 2025, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 289.200,00 EUR, hors T.V.A., soit 349.932,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, et l'avis de marché ;



Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits aux l'articles 4210/731-60//080 (travail 023.03), 4210/961-51//080 (Emprunts), et 4210/665-52//080 (Subside) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle ;  
ENTEND l'intervention de M. Vincent WAUTERS, conseiller communal, et la réponse qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin ;  
DECIDE, dans le cadre du marché n° 2025.046/A//2025.E023.03/VOIRIE.AR-CV de l'exercice 2025 relatif au réaménagement de la Venelle au Palio, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 289.200,00 EUR, hors T.V.A., soit 349.932,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise et l'avis de marché.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 25 votes positifs, 5 abstentions.

*Abstentions : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters.*

---

**GR - Wegen - Paliosteeg - Herinrichting - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de herinrichting van de Paliosteeg ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2025.046/A//2025.E023.03/VOIRIE.AR-CV van het dienstjaar 2025, op het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 289.200,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 349.932,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht ;

Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en onvangsten, ingeschreven zijn op artikels 4210/731-60//080 (werk 023.03), 4210/961-51//080 (Lening), en 4210/665-52//080 (Subsidie) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

HOORT de interventie van Dhr. Vincent WAUTERS, gemeenteraadslid, en het antwoord van Dhr. Damien DE KEYSER, schepen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2025.046/A//2025.E023.03/VOIRIE.AR-CV van het dienstjaar 2025 betreffende de herinrichting van de Paliosteeg, onder voorbehoud van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met

voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

2. het bestek, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 289.200,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 349.932,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

*Onthoudingen : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters.*

25.03.2025/A/0018

**CC - Cimetière - Remplacement de la chaudière - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publication préalable - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2025.035/A//2025.E059.01/BAT.AR-GD de l'exercice 2025 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de la chaudière du cimetière au cours de l'année 2025, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2025.035/A//2025.E059.01/BAT.AR-GD de l'exercice 2025 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de la chaudière du cimetière au cours de l'année 2025, la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42 § 1, 1°, a) de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 13.02.2025 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir un crédit de 6.000,00 EUR à l'article 8780/724-60/081 (travail 059.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;
2. de procéder d'une part à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 6.000,00 EUR à l'article 8780/724-60/081 (travail 059.01) du service

extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 6.000,00 EUR à l'article 8780/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, et de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire de l'exercice 2025, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Kerkhof - Vervanging van de verwarmingsketel - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekenmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 lid 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 42 § 1, 1<sup>o</sup>, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, in het kader van de opdracht nr. 2025.035/A//2025.E059.01/BAT.AR-GD van het dienstjaar 2025 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de verwarmingsketel van het kerkhof in de loop van het jaar 2025, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.205 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2025.035/A//2025.E059.01/BAT.AR-GD van het dienstjaar 2025 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de verwarmingsketel van het kerkhof in de loop van het jaar 2025, de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42 § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13.02.2025 in toepassing van artikel 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk een krediet van 6.000,00 EUR op het artikel 8780/724-60/081 (werk 059.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een

bedrag van 6.000,00 EUR op het artikel 8780/724-60/081 (werk 059.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 6.000,00 EUR op het artikel 8780/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 over te gaan, en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de volgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2025 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0019

**CC - Cimetière communal - Morgue - Remplacement du groupe de froid -  
Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles  
234 § 2 et 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure  
de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée de faible  
montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins  
du 13.02.2025 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits -  
Financement - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2025.034/A//2025.E060.01/BAT.OL-ADW de l'exercice 2025 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement du groupe de froid de la morgue du cimetière communal au cours de l'année 2025, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2025 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1er alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2025.034/A//2025.E060.01/BAT.OL-ADW de l'exercice 2025 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement du groupe de froid de la morgue du cimetière communal au cours de l'année 2025, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 13.02.2025 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir un crédit de 6.000,00 EUR à l'article 8780/724-60//081 (travail 060.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;
2. de procéder d'une part à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de

6.000,00 EUR à l'article 8780/724-60//081 (travail 060.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 6.000,00 EUR à l'article 8780/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, et de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire de l'exercice 2025, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Gemeentelijke begraafplaats - Mortuarium - Vervanging van de koelunit - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 lid 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, in het kader van de opdracht nr. 2025.034/A//2025.E060.01/BAT.OL-ADW van het dienstjaar 2025 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de koelunit van de mortuarium van de gemeentelijke begraafplaats in de loop van het jaar 2025, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02.2025 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2025.034/A//2025.E060.01/BAT.OL-ADW van het dienstjaar 2025 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de koelunit van de mortuarium van de gemeentelijke begraafplaats in de loop van het jaar 2025, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13.02.2025 in toepassing van artikel 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk een krediet van 6.000,00 EUR op het artikel 8780/724-60//081 (werk 060.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 ;

2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 6.000,00 EUR op het artikel 8780/724-60//081 (werk 060.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 6.000,00 EUR op het artikel 8780/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 over te gaan, en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de volgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2025 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0020

**CC - Cure Saint-Pierre - Réfection toiture du corps de logis - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1er, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la restauration de la toiture du corps de logis de la cure Saint-Pierre ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2025.057/A//2025.E045.01/BAT.HE-LS de l'exercice 2025, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 226.080,79 EUR, hors T.V.A., soit 273.557,76 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, et l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits aux articles 7900/724-60//081 (travail 045.01), 7900/961-51//081 (Emprunts) et 7900/663-51//081 (Subsides) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2025.057/A//2025.E045.01/BAT.HE-LS de l'exercice 2025 relatif à la restauration de la toiture du corps de logis de la cure Saint-Pierre, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1er, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 226.080,79 EUR, hors T.V.A., soit 273.557,76 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, et l'avis de marché.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Sint-Pieterspastorie - Herstelling dak van het hoofdgebouw - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de restauratie van het dak van het hoofdgebouw van de Sint-Pieterspastorie ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2025.057/A//2025.E045.01/BAT.HE-LS van het dienstjaar 2025, op het bestek, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 226.080,79 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 273.557,76 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht ;

Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en ontvangsten, ingeschreven zijn op artikels 7900/724-60//081 (werk 045.01), 7900/961-51//081 (Lening) en 7900/663-51//081 (Subsidies) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2025.057/A//2025.E045.01/BAT.HE-LS van het dienstjaar 2025 betreffende de restauratie van het dak van het hoofdgebouw van de Sint-Pieterspastorie, onder voorbehoud van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 226.080,79 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 273.557,76 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Alexia Bertrand entre en séance / treedt in zitting.*

*Christophe De Beukelaer entre en séance / treedt in zitting.*

*Sophie Hiernaux entre en séance / treedt in zitting.*

---

25.03.2025/A/0021 **CC - Enseignement artistique - Académie de Musique de Stockel - Construction d'une nouvelle académie - Marché de travaux - Procédure ouverte - Augmentation du devis estimatif pour l'attribution du marché - Inscription des crédits - Dispositions - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 17.06.2013, telle que modifiée, relative à la motivation, à l'information et

aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu le marché n° 2024.127/A//2024.E055/BAT.AR-OD, relatif à la construction de la nouvelle académie de musique de Stockel ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25.06.2024 portant, notamment, choix de la procédure de passation et fixation des conditions dudit marché dont le devis estimatif s'élevait à 2.264.150,94 EUR, hors T.V.A., soit 2.400.000,00 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;

Considérant que les offres déposées dépassent toutes le montant du devis estimatif ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de réajuster le devis estimatif du présent marché afin de pouvoir l'attribuer et honorer les dépenses générées par son exécution ;

Considérant la nécessité de proposer au Conseil communal de porter le devis estimatif du marché à 3.113.207,55 EUR, hors T.V.A., soit 3.300.000,00 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;

Considérant que le Pouvoir Subsidiant (Vlaamse Gemeenschapscommissie) a augmenté le montant maximal du subside à 3.350.000,00 EUR ; Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits à l'article 7340/722-60//081 (travail 055), ainsi qu'à l'article 7340/661-51//081 (subside) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025, sous réserve de leur approbation par l'autorité de tutelle ;

ENTEND l'intervention de Mme Caroline LHOIR, conseiller communal, et la réponse qui lui est donnée par Mme Françoise de CALLATAY, échevin ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2024.127/A//2024.E055/BAT.AR-OD, relatif à la construction de la nouvelle académie de musique de Stockel :

1. d'approuver l'augmentation du devis estimatif du marché ;
2. de fixer le montant dudit devis estimatif à 3.113.207,55 EUR, hors T.V.A., soit 3.300.000,00 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;
3. de financer les dépenses au moyen d'un subside à l'article 7340/661-51//081 (subside) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**GR - Kunstonderwijs - Muziekacademie van Stokkel - Bouw van een nieuwe academie - Opdracht voor werken - Openbare procedure - Verhoging van de raming voor de gunning van de opdracht - Inschrijving van de kredieten - Beschikkingen - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 36 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 17.06.2013, zoals gewijzigd, betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gelet op de opdracht nr. 2024.127/A/2024.E055/BAT.AR-OD betreffende de bouw van de nieuwe muziekacademie van Stokkel ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25.06.2024 betreffende, met



name, de keuze van de gunningsprocedure en de vaststelling van de voorwaarden van de genoemde opdracht, waarvan de raming 2.264.150,94 EUR, exclusief B.T.W., bedraagt, hetzij 2.400.000,00 EUR, inclusief 6 % B.T.W. ;

Overwegende dat alle ingediende offertes het bedrag van de raming overschrijden ;

Overwegende dat de kostenraming van genoemde opdracht daarom opnieuw moet worden geëvalueerd om de opdracht te kunnen gunnen en de kosten in verband met de uitvoering ervan te kunnen dekken ;

Overwegende dat aan de Gemeenteraad moet worden voorgesteld de raming van de opdracht te verhogen tot 3.113.207,55 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 3.300.000,00 EUR, inclusief 6 % B.T.W. ;

Overwegende dat de Subsidiërende Overheid (Vlaamse Gemeenschapscommissie) het maximumbedrag van de subsidie verhoogt heeft tot 3.350.000,00 EUR ;

Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in de uitgaven en de ontvangsten, zijn ingeschreven op artikel 7340/722-60//081 (werk 055) en op artikel 7340/661-51//081 (subsidie) van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2025, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichhoudende overheid ;

HOORT de interventie van Mevr. Caroline LHOIR, gemeenteraadslid, en het antwoord van Mevr. françoise de CALLATAY, schepen ;

BESLUIT, in het kader van opdracht nr. 2024.127/A/2024.E055/BAT.AR-OD, betreffende de bouw van de nieuwe muziekacademie van Stokkel :

1. de verhoging van de raming van de opdracht goed te keuren ;
2. het nieuwe bedrag van de genoemde raming vast te stellen op 3.113.207,55 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 3.300.000,00 EUR, inclusief 6 % B.T.W. ;
3. deze uitgave te financieren met een subsidie ingeschreven op artikel 7340/661-51//081 (subsidie) van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

## **Famille, Jeunesse, Seniors, Santé et Service social - Familie, Jeugd, Senioren, Gezondheid en Sociale zaken**

### **25.03.2025/A/0022 CC - Règlement relatif à l'octroi d'une prime de naissance ou d'adoption - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi d'une prime de naissance ou d'adoption, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.1993, prorogé en dernier lieu en séance du 19.12.2023, devenu obligatoire en date du 01.01.2023, pour la période du 01.01.2024 au 31.12.2024 inclus ;

Vu la volonté des autorités communales de maintenir l'octroi d'une prime de naissance ou d'adoption au-delà du 31.12.2024 ;

Vu la volonté des autorités communales de mettre à jour ledit règlement pour soutenir toutes les naissances ou adoptions, dès le premier enfant ;

Vu la volonté des autorités communales de porter une attention particulière aux parents d'un enfant porteur de handicap ;

Vu la volonté des autorités communales d'allonger le délai d'introduction d'une demande de prime de 3 mois à 6 mois ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ENTEND les interventions de M. Jonathan de PATOUL et Mme Cathy VAESSEN, conseillers communaux, et la réponse qui leur est donnée par M. Tanguy VERHEYEN, échevin ;

DECIDE :

1. d'adopter le règlement relatif à l'octroi d'une prime de naissance ou d'adoption mis à jour ci-après :

**Règlement relatif à l'octroi d'une prime de naissance ou d'adoption**

Article 1 :

Dans la limite des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime de naissance ou d'adoption d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de 15 ans accomplis est octroyée sur demande dès le premier enfant aux parents qui résident à Woluwe-Saint-Pierre.

Article 2 :

Le demandeur :

2.1. doit être inscrit aux registres de la population de Woluwe-Saint-Pierre au moment de la naissance ou de la date de l'acte d'adoption.

2.2. doit être assujetti à l'impôt des personnes physiques.

Article 3 :

Le montant de la prime est fixé à 50,00 EUR par enfant. Ce montant de 50,00 EUR est majoré de 50,00 EUR supplémentaires lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique et/ou mentale de 66 % ou plus au moment de la naissance ou de l'adoption.

Article 4 :

La commune informe sur les conditions d'octroi et le montant de la prime via son site web [www.woluwe1150.be](http://www.woluwe1150.be) et par courrier postal aux parents de premiers enfants ou premières adoptions.

La demande d'octroi de la prime doit être introduite via le formulaire en ligne sur [www.woluwe1150.be/primedenaissance](http://www.woluwe1150.be/primedenaissance) dans les 6 mois de l'inscription de l'enfant dans les registres de la population à Woluwe-Saint-Pierre, accompagnée d'une copie du dernier avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques ou d'une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant que le demandeur est assujetti audit impôt. En cas d'adoption, la demande doit être accompagnée d'une copie de l'acte d'adoption ou d'une déclaration du notaire ou du juge de paix attestant de la date de cet acte. Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique et/ou mentale de 66 % ou plus au moment de la naissance ou de l'adoption, la demande doit être accompagnée d'un certificat médical ou par tout autre document probant. En cas d'adoption, si, dans le délai de 6 mois visé à l'alinéa précédent du présent article, l'acte d'adoption n'a pu être instrumenté, le demandeur dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de l'acte pour introduire la demande d'octroi de la prime.

Article 5 :

Le présent règlement entre en vigueur le 01.01.2025 pour une durée d'un an.

2. d'abroger, à la date d'entrée en vigueur du règlement ci-dessus, celui adopté par délibération du 19.12.2023 relatif à l'octroi de primes de naissance ou d'adoption.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Cécile Vainsel, Jonathan de Patoul, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghoulani.*

---

**GR - Reglement betreffende de toekenning van een geboorte- of adoptiepremie - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van een geboorte- of adoptiepremie gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 16.12.1993, laatst verlengd in zitting van 19.12.2023, verbindend geworden op datum van 01.01.2024, voor de periode van 01.01.2024 tot 31.12.2024 ;

Gelet op de wil van het gemeentebestuur om de toekenning van een geboorte- of adoptiepremie ook na 31.12.2024 te handhaven ;

Gelet op de wil van het gemeentebestuur om het genoemde reglement te updaten om alle geboorten of adopties te ondersteunen ;

Gelet op de wil van het gemeentebestuur om bijzonder aandacht te schenken aan de houders van een kind met een handicap ;

Gelet op de wil van het gemeentebestuur om de termijn voor het indienen van een premieaanvraag te verlengen van 3 maanden tot 6 maanden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

HOORT de interventies van Dhr. Jonathan de PATOUL en Mevr. Cathy VAESSEN, gemeenteraadsleden, en het antwoord van Dhr. Tanguy VERHEYEN, schepen ;

BESLUIT :

1. het bijgewerkte reglement hierna betreffende de toekenning van een geboorte- of adoptiepremie aan te nemen :

### **Reglement betreffende de toekenning van een geboorte- of adoptiepremie**

#### Artikel 1 :

Binnen de grenzen van de door de toezichthoudende overheid goedgekeurde begrotingskredieten wordt een geboorte- of adoptiepremie voor een kind dat de leeftijd van 15 jaar nog niet heeft bereikt, vanaf het eerste kind toegekend aan de ouders die in Sint-Pieters-Woluwe verblijven en die deze vragen.

#### Artikel 2 :

De aanvrager :

2.1. moet op het moment van de geboorte of de datum van de adoptieakte in de bevolkingsregisters van Sint-Pieters-Woluwe zijn ingeschreven.

2.2. moet onderworpen zijn aan de personenbelasting.

#### Artikel 3 :

Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 50,00 EUR per kind. Dit bedrag van 50,00 EUR wordt verhoogd met 50,00 EUR indien het kind bij de geboorte of adoptie voor 66 % of meer lichamelijk en/of geestelijk gehandicapt is.

#### Artikel 4 :

De gemeente informeert over de toekenningsvoorwaarden van de premie en het bedrag ervan via haar website [www.woluwe1150.be](http://www.woluwe1150.be) en per post aan de ouders van eerste kinderen of eerste adopties.

De aanvraag tot toekenning van de premie moet via het onlineformulier op [www.woluwe1150.be/geboortepremie](http://www.woluwe1150.be/geboortepremie) worden ingediend binnen de 6 maanden na de inschrijving van het kind in de bevolkingsregisters in Sint-Pieters-Woluwe, vergezeld van een kopie van het laatste aanslagbiljet of een verklaring van het Ministerie van Financiën, Administratie der Directe Belastingen, waaruit blijkt dat de aanvrager aan voornoemde belasting onderworpen is. In geval van adoptie, moet de aanvraag vergezeld zijn van een afschrift van de adoptieakte of een verklaring van de notaris of van de vrederechter waaruit de datum van deze akte blijkt.

Indien het kind bij de geboorte of adoptie voor 66 % of meer lichamelijk en/of geestelijk gehandicapt is, moet de aanvraag vergezeld zijn van een medisch attest of enig ander bewijsstuk. In geval van adoptie beschikt de aanvrager, indien de adoptiehandeling niet binnen de in het vorige lid van dit artikel genoemde termijn van 6 maanden kon worden gestaafd, over een termijn van een maand vanaf de datum van de akte om de aanvraag voor de toekenning van de premie in te dienen.

#### Artikel 5 :

Het huidige reglement treedt in werking op 01.01.2025 voor een duur van 1 jaar.

2. op de datum van inwerkingtreding van bovenstaand reglement, het reglement betreffende de toekenning van geboorte- of adoptiepremies dat op 19.12.2023 via beraadslaging werd aangenomen, op te heffen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Cécile Vainsel, Jonathan de Patoul, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghoulani .*

---

25.03.2025/A/0023

## **CC - Jeunesse - Convention de collaboration avec l'A.S.B.L. FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant la possibilité de collaborer sans engagement financier avec l'A.S.B.L. FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE, ayant son siège social rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0429.741.771, pour l'organisation de la journée Place aux enfants prévue le 4 octobre 2025, permettant aux enfants de 8 à 12 ans de comprendre le monde des adultes et de prendre leur place en qualité de citoyens d'une commune et de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la commune doit dès lors confirmer son engagement par la signature d'une convention de collaboration avec ladite A.S.B.L. ;

DECIDE d'approuver la convention de partenariat, ci-annexée, entre l'A.S.B.L. FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE, dont le siège social est situé rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0429.741.771, et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, en vue d'organiser la Journée Place aux enfants.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

## **GR - Jeugd - Samenwerkingsovereenkomst met de V.Z.W. "FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE" - Goedkeuring**

DE RAAD,

Overwegende de mogelijkheid om zonder financiële verbintenis samen te werken met de V.Z.W. "FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE", met maatschappelijke zetel in de Hamerstraat 19, 1000 Brussel, K.B.O. 0429.741.771, voor de organisatie van de "Place aux enfants"-dag die gepland is voor 4 oktober 2025 en die kinderen van 8 tot 12 jaar in staat stelt de wereld van volwassenen te begrijpen en hun plaats in te nemen als burgers van een gemeente en van Brussel-Hoofdstad ;

Overwegende dat de gemeente derhalve haar verbintenis moet bevestigen door een samenwerkingsovereenkomst met de genoemde V.Z.W. te ondertekenen ;

BESLUIT de bijgevoegde partnerschapsovereenkomst tussen de V.Z.W. "FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE", waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Hamerstraat 19, 1000 Brussel, K.B.O. 0429.741.771, en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe met het oog op de organisatie van de "Place aux enfants"-dag goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **Environnement & Développement durable - Milieu & Duurzame ontwikkeling**

25.03.2025/A/0024    **CC - Environnement - Inspection environnementale - Accord de coopération volontaire entre Bruxelles Environnement et la Commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le Code du 25 mars 1999 relatif à l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, qui définit les compétences des agents de Bruxelles Environnement et des communes en matière d'inspection environnementale ;

Considérant que Bruxelles Environnement (BE), afin de coordonner au mieux les inspections des exploitations en Région de Bruxelles-Capitale, propose aux communes un accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection environnementale (en annexe) ;

Considérant que l'accord a pour but de :

- faciliter le partage d'informations pertinentes aux dossiers d'inspection environnementale telles que les plaintes, courriers, etc. par voie électronique entre Bruxelles Environnement et la Commune;
- améliorer le partage d'expériences et la formation des agents communaux ayant l'inspection environnementale dans leurs missions, par le biais de réunions bisannuelles des communes signataires et de Bruxelles Environnement ;
- assurer un meilleur suivi de la procédure d'amende administrative alternative pour les procès-verbaux dressés par les communes ;

Considérant que cet accord a déjà été ratifié par la majorité des communes bruxelloises ;

Considérant que toute partie signataire de l'accord peut à tout moment se retirer de l'accord par lettre recommandée ;

DECIDE de ratifier l'accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection avec Bruxelles Environnement (en annexe).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **GR - Leefmilieu - Milieu inspectie - Vrijwillige Samenwerkingsovereenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de Gemeente van Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid van 25 maart 1999, die de vaardigheden van de van de agenten van Leefmilieu Brussel en de gemeentelijke agenten bepaalt ;

Overwegende Leefmilieu Brussel, om de inspectie van de uitbaters in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest beter te coördineren, stelt de gemeenten een vrijwillige samenwerkingsovereenkomst over de coördinatie inzake de uitvoering van het inspectiewetboek voor (in bijlage) ;

Overwegende dat de overeenkomst tot doel heeft :

- de uitwisseling van informatie met betrekking tot milieu-inspectiedossiers,

zoals klachten, brieven, enz. langs elektronische weg tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente te vergemakkelijken ;

- de uitwisseling van ervaringen en de opleiding van gemeentelijke ambtenaren die betrokken zijn bij milieu-inspecties te verbeteren door middel van halfjaarlijkse vergaderingen tussen de ondertekenende gemeenten en Leefmilieu Brussel ;
- een betere opvolging van de alternatieve administratieve boeteprocedure voor boetes die door de gemeenten worden uitgeschreven ;

Overwegende dat deze overeenkomst reeds door de meerderheid van de Brusselse gemeenten is geratificeerd ;

Overwegende dat elke ondertekende partij mag zich op elk moment uit de overeenkomst via aangetekende brief terugtrekken ;

BESLUIT om de vrijwillige samenwerkingsovereenkomst over de coördinatie inzake de uitvoering van het inspectiewetboek voor (in bijlage).

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## **Culture FR Bibliothèque FR - Cultuur FR Bibliotheek FR**

25.03.2025/A/0025    **CC - Prix de peinture de Woluwe-Saint-Pierre 2025 - Règlement - Arrêt**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00 EUR est inscrit à l'article 7700/331-01//111 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 pour l'organisation d'un concours dénommé "Prix de peinture de Woluwe-Saint-Pierre 2025" ;

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter le règlement dudit concours ;

ENTEND les interventions de Mme Florentine ROELL, Mme Cécile VAINSEL, M. Jonathan de PATOUL et Mme Caroline LHOIR, conseillers communaux, et la réponse qui leur est donnée par M. Philippe van CRANEM, échevin ;

DECIDE d'arrêter comme suit le règlement du concours dénommé "Prix de Peinture de Woluwe-Saint-Pierre 2025" :

### **1. OBJET**

La Commune de Woluwe-Saint-Pierre organise « Le Prix de Peinture de Woluwe-Saint-Pierre 2025 » distinguant la pratique de la peinture dans son acception contemporaine. Destiné à un large public, autant pour les artistes en fin de cursus ou les jeunes diplômés en écoles d'art ou les étudiants d'académies ou les simples amateurs, « Le Prix de Peinture de Woluwe-Saint-Pierre 2025» a pour vocation d'acquérir une œuvre auprès du lauréat choisi par un Jury d'experts et de professionnels dans le champs des arts plastiques et du monde de la Culture. Ce concours a à cœur de soutenir les artistes en constituant une collection d'œuvres d'art communale représentative de toutes les tendances de la peinture contemporaine. Par conséquent, le caractère acquisitif du Prix devient un élément constitutif de son identité.

### **2. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

2.1 Le Prix de Peinture de Woluwe-Saint-Pierre 2025 s'adresse à tous les artistes pratiquant la peinture, domiciliés en Belgique et sans condition d'âge. Cependant une

attestation de domiciliation devra compléter le formulaire d'inscription.

## 2.2 Sont exclus du concours :

- les membres du corps enseignant de l'Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre et de RHoK Academie beeldende en audiovisuele kunsten et leurs parents jusqu'au 3ème degré compris ;
- tous les membres du Jury ;
- tout artiste ayant déjà remporté le « Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre » dans la même discipline.

## 2.3 Le candidat présentera trois œuvres répondant aux critères suivants :

- récentes (moins de 3 ans) ;
- d'une haute qualité esthétique et technique ;
- originales, exécutées par le candidat avec des matériaux libres et des techniques liées à la Peinture.
- qui n'ont pas été primées auparavant.

## 2.4 Les œuvres devront satisfaire aux critères techniques suivants :

- dimensions maximum 200 x 200 cm (H x L) également valable pour les diptyques et polyptiques ;
- le système d'accrochage et/ou de présentation doit être fourni par le candidat ;
- les œuvres doivent être facilement identifiables avec les informations concernant l'artiste (nom, prénom, titre, adresse et numéro de téléphone).

NB : La salle d'exposition dispose de panneaux d'exposition avec des crochets et de plusieurs socles de petites dimensions. Le prêt de ce matériel pendant la durée de l'exposition se fait en accord avec l'équipe technique du WHalll.

2.5 Les candidatures sont composées d'une fiche contact, ainsi que d'un portfolio devant être anonyme. Les membres du Jury se baseront sur ce document anonyme (portfolio) afin d'établir la sélection des œuvres.

## 2.6 Le portfolio se constitue comme suit :

- doit être en un seul PDF, au format A4 et ne doit pas dépasser 10 pages ;
- le poids du fichier ne doit pas excéder 5 Mo.

Le dossier doit comporter les éléments suivants et dans cet ordre :

- page 1 : le visuel de l'œuvre candidate n° 1 avec sa légende complète (titre, dimensions, techniques et matériaux) avec la mention « œuvre candidate 1 » et qui ne mentionne pas le nom du candidat ;
- page 2 : le visuel de l'œuvre candidate n° 2 avec sa légende complète (titre, dimensions, techniques et matériaux) avec la mention « œuvre candidate 2 » et qui ne mentionne pas le nom du candidat ;
- page 3 : le visuel de l'œuvre candidate n° 3 avec sa légende complète (titre, dimensions, techniques et matériaux) avec la mention « œuvre candidate 3 » et qui ne mentionne pas le nom du candidat ;
- page 4 : une brève note de présentation de la démarche artistique (1500 signes maximum) qui mentionne pas le nom du candidat ;
- pages suivantes : 6 pages maximum de reproductions d'œuvres afin d'aider à la contextualisation du travail, qui ne mentionnent pas le nom du candidat.

## 3. INSCRIPTION

### 3.1 Pour être valablement inscrit, le candidat devra :

- compléter la fiche contact (papier ou en ligne) et joindre le portefeuille ;
- joindre l'attestation de domiciliation ;
- retourner l'ensemble de ces documents par mail [prixpeinturewsp@gmail.com](mailto:prixpeinturewsp@gmail.com) ou par courrier à Service Culture francophone, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Woluwe-Saint-Pierre au plus tard le vendredi 16 mai 2025 à minuit cachet de la poste faisant foi ;
- s'acquitter du paiement des droits d'inscription qui s'élèvent à 15 euros, à payer en liquide lors du dépôt des œuvres.

3.2 Les droits d'inscription ne sont en aucun cas remboursables et les œuvres n'ayant pas fait l'objet d'une inscription via l'adresse mail ou papier, sans l'ensemble des documents demandés (fiche contact, portefeuille, attestation de domiciliation) ne seront pas acceptées.

#### 4. JURY

4.1 Le Jury est composé des personnalités suivantes :

- l'échevin de la Culture francophone, en tant que président du Jury ;
- l'échevine de la Culture néerlandophone ;
- le directeur de l'Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre ;
- le directeur de RHoK Academie voor beeldende en audiovisuele kunsten ;
- un·e ou deux galeristes et/ou commissaires d'exposition ;
- un·e à trois artistes éminent·e·s de la discipline envisagée.

4.2 Le Jury est assisté par la cheffe du service Culture ou son adjointe, en tant que secrétaire de concours.

4.3 L'échevin de la Culture francophone peut déléguer la présidence du concours à un autre membre du Collège des Bourgmestre et Échevins.

4.4 Le Jury se réunira le mardi 3 juin 2025 à 10h00 et analysera les candidatures en s'appuyant sur les critères définis aux paragraphes 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5 du présent règlement. Il prendra sa décision à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

4.5 L'ensemble des artistes, qu'ils sélectionnés ou non sélectionnés, seront prévenus par mail le mardi 3 juin 2025 quant à leur participation ou non à l'exposition. L'artiste primée sera annoncé lors du vernissage de l'exposition.

4.6 Les délibérations du Jury dans la cadre de la désignation du lauréat et des sélectionnés sont sans appels.

#### 5. MODALITÉS DU PRIX ACQUISITIF

5.1 Le Prix de Peinture de Woluwe-Saint-Pierre est un prix acquisitif. Par conséquent, le lauréat s'engage à ce que son œuvre soit achetée par la commune de Woluwe-Saint-Pierre à l'issue de l'exposition.

5.2 Le montant destiné à l'acquisition de l'œuvre est de 5.000,00 EUR.

5.3 Le Jury se réserve le droit de ne pas attribuer de Prix.

#### 6. MODALITÉS D'EXPOSITION

6.1 Le dépôt des œuvres aura lieu dans la salle Fabry le lundi 2 juin 2025 entre 11h30 et 14h30, puis entre 16h30 et 19h30.

6.2 Un récépissé de dépôt des œuvres est remis aux candidats à la réception des œuvres le lundi 2 juin 2025.

6.3 Les candidats non sélectionnés doivent enlever leurs œuvres le mercredi 4 juin 2025 entre 09h00 et 12h00 à la salle Fabry de l'Hôtel communal.

6.4 Les candidats s'engagent à participer à l'exposition dans l'hypothèse où ils/elles



seront sélectionnés.

6.5 Dans l'hypothèse où il apparaît que l'œuvre déposée ou les œuvres déposées ne correspondent pas à celle décrite dans le portefeuille ou ne répond pas à l'une des spécifications décrites aux paragraphes 2.4 et 2.5, le candidat sera d'office exclu du concours et ses œuvres ne seront pas présentées.

6.6 Toutes les opérations de livraison, de manutention, d'installation et de retrait des œuvres avant et après l'exposition sont à réaliser par le candidat.

6.7 Les œuvres doivent être équipées d'un dispositif approprié permettant la présentation de celles-ci.

6.8 Le plan de disposition des œuvres et leurs emplacements sont choisis et validés par les organisateurs.

6.9 Les candidats sélectionnés veilleront à être présents lors du vernissage de l'exposition.

6.10 Les œuvres sélectionnées et l'œuvre primée ne peuvent en aucun cas être enlevées avant la fin de l'exposition.

## 7. REMISE DES PRIX

7.1 L'annonce du lauréat ainsi que le vernissage de l'exposition pour les œuvres retenues aura lieu le jeudi 5 juin à 18h30 dans la salle Fabry de l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles.

7.2 Les montants des prix seront liquidés dans les meilleurs délais sur les comptes bancaires communiqués par le lauréat.

7.3 L'exposition de l'œuvre primée et des œuvres sélectionnées par le Jury sera visible pour le public du vendredi 6 juin au dimanche 8 juin 2025 de 12h00 à 18h00 et aura lieu à la Salle Fabry.

## 8. RETRAIT DES ŒUVRES À LA FIN DE L'EXPOSITION

8.1 Les œuvres doivent être impérativement reprises par le candidat le dimanche 8 juin 2025 entre 18h00 et 19h30, contre remise de récépissé de dépôt.

8.2 Passé le délai d'un mois après cette date, les œuvres non reprises deviendront la propriété de la commune de Woluwe-Saint-Pierre sans indemnité quelconque à l'auteur et sans autre avertissement.

## 9. ASSURANCE

9.1 Les candidats effectueront le dépôt et le retrait de leurs œuvres à leurs propres frais, risques et périls.

9.2 La commune de Woluwe-Saint-Pierre décline toute responsabilité quant aux œuvres qui lui sont confiées. Le candidat doit assurer celle-ci à ses propres frais. Il est conseillé au candidat de souscrire une assurance « clou à clou » durant toute la durée de l'exposition.

## 10. DIVERS

10.1 Chaque candidat s'engage à ne revendiquer aucun droit d'auteur pour les reproductions de ses œuvres servant à la promotion et à l'exposition du Prix de peinture de la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

10.2 Tout cas non prévu dans le présent règlement ou toute contestation née de son application sera tranchée par le collège des Bourgmestre et Echevins.

10.3 Le règlement du présent concours sera disponible sur le site internet de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ainsi que sur la page Facebook de l'événement. Le fait de participer au concours entraîne pour le candidat la prise de connaissance et l'acceptation inconditionnelle des dispositions du présent règlement ainsi que des décisions des organisateurs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 23 votes positifs, 6 votes négatifs, 5 abstentions.

*Non : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters, Sophie Hiernaux.*

*Abstentions : Cécile Vainsel, Jonathan de Patoul, Cathy Vaessen, François-Julien De Smet, Nouredine Chaghoulani .*

---

## **GR - Schilderkunstprij van Sint Pieters Woluwe - Reglement - Vaststelling**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Overwegende dat een krediet van 5.000,00 EUR ingeschreven is op artikel 7700/331-01//111 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 voor de organisatie van een wedstrijd genaamd "De Schilderkunstprij Sint-Pieters-Woluwe 2025" ;

Overwegende dat het nodig is het reglement van die wedstrijd vast te stellen ;

HOORT de interventies van Mevr. Florentine ROELL, Mevr. Cécile VAINSEL, Dhr. Jonathan de PATOUL en Mevr. Caroline LHOIR, gemeenteraadsleden, en het antwoord van Dhr. Philippe van CRANEM, schepen ;

BESLUIT het reglement van de wedstrijd genaamd "De Schilderkunstprij Sint-Pieters-Woluwe 2025" als volgt vast te stellen :

### **1. VOORWERP**

De gemeente Sint-Pieters-Woluwe organiseert "De Schilderkunstprij Sint-Pieters-Woluwe 2025" om de hedendaagse schilderkunst te belonen. De Schilderkunstprij van Sint-Pieters-Woluwe 2025 richt zich tot een breed publiek, waaronder kunstenaars aan het einde van hun studies, jonge afgestudeerden van kunstacademies, academiestudenten en amateurs. Het doel is om een kunstwerk van de winnaar te verwerven, gekozen door een jury van experts en professionals op het gebied van de beeldende kunst en de wereld van de cultuur. Het doel van de wedstrijd is om kunstenaars te ondersteunen door het opbouwen van een collectie van gemeentelijke kunstwerken die representatief zijn voor alle trends in de hedendaagse schilderkunst. Hierdoor wordt het acquisitieve karakter van de Prijs een integraal onderdeel van zijn identiteit.

### **2. DEELNEMINGSVOORWAARDEN**

2.1 De Schilderkunstprij van Sint-Pieters-Woluwe 2025 staat open voor alle beoefenaars van de schilderkunst, gedomicilieerd in België en ongeacht hun leeftijd. Bij het inschrijvingsformulier moet echter een certificaat van woonst worden gevoegd.

2.2 Mogen niet deelnemen aan de wedstrijd :

- De leden van het lerarenkorps van de "Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" en van de Academie voor Beeldende en audiovisuele Kunsten (RHoK) van Sint-Pieters-Woluwe, en hun verwanten tot de derde graad ;
- alle leden van de jury ;
- Iedere kunstenaar die de "Kunstprij van Sint-Pieters-Woluwe" al gewonnen heeft in dezelfde discipline.

2.3 De kandidaat presenteert drie kunstwerken die aan de volgende criteria voldoen :

- recent (minder dan 3 jaar) ;
- van hoge esthetische en technische kwaliteit ;
- origineel, door de kandidaat uitgevoerd met vrije materialen en technieken die

- betrekking hebben op schilderkunst ;
- die nog niet eerder een prijs gewonnen hebben.

2.4 De kunstwerken moeten aan de volgende technische criteria voldoen :

- maximale afmetingen 200 x 200 cm (H x B) ook geldig voor tweeluiken en polyptieken ;
- het ophang- en/of presentatiesysteem moet door de kandidaat worden geleverd ;
- de kunstwerken moeten gemakkelijk identificeerbaar zijn met informatie over de kunstenaar (naam, voornaam, titel, adres en telefoonnummer).

NB : De tentoonstellingsruimte is echter voorzien van tentoonstellingspanelen met haakophanging en diverse kleine sokkels. Het uitlenen van dit materiaal voor de duur van de tentoonstelling gebeurt in overleg met het technisch team van het W:HalIII.

2.5 De kandidaatstellingen bestaan uit een contactformulier en een portfolio , die anoniem moeten zijn. De juryleden zullen hun selectie van kunstwerken baseren op dit anonieme document (portfolio).

2.6 Dit portfolio is als volgt opgebouwd :

- Het moet in één PDF in A4-formaat zijn en mag niet langer zijn dan 10 pagina's;
- Het bestand mag niet groter zijn dan 5 MB.

Het dossier moet de volgende elementen in deze volgorde bevatten :

- pagina 1 : de afbeelding van kandidaat-kunstwerk nr. 1 met het volledige bijschrift (titel, afmetingen, technieken en materialen) met de woorden "kandidaat-kunstwerk 1" en zonder vermelding van de naam van de kandidaat ;
- pagina 2 : de afbeelding van kandidaat-kunstwerk nr. 2 met het volledige bijschrift (titel, afmetingen, technieken en materialen) met de woorden "kandidaat-kunstwerk 2" en zonder vermelding van de naam van de kandidaat ;
- pagina 3 : de afbeelding van kandidaat-kunstwerk nr. 3 met het volledige bijschrift (titel, afmetingen, technieken en materialen) met de woorden "kandidaat-kunstwerk 3" en zonder vermelding van de naam van de kandidaat ;
- pagina 4 : een korte presentatienota over de artistieke aanpak (maximaal 1500 tekens) waarin de naam van de kandidaat niet wordt genoemd;
- volgende pagina's: Maximaal 6 pagina's met reproducties van kunstwerken die helpen het werk in de juiste context te plaatsen, zonder vermelding van de naam van de kandidaat.

### 3. INSCHRIJVING

3.1 Om geldig ingeschreven te zijn, moet de kandidaat :

- het contactformulier invullen (op papier of online) en het portfolio bijvoegen ;
- het certificaat van woonst bijvoegen ;
- al deze documenten terugsturen per e-mail [prixpeinturewsp@gmail.com](mailto:prixpeinturewsp@gmail.com) of per post naar Service Culture francophone, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Sint-Pieters-Woluwe uiterlijk om middernacht op vrijdag 16 mei 2025 (het poststempel geldt als bewijs) ;
- het inschrijvingsgeld van 15 euro betalen, contant te betalen bij de indiening van de kunstwerken ;

3.2 Inschrijfgelden worden onder geen enkele omstandigheid terugbetaald en kunstwerken die niet zijn ingeschreven via het e-mailadres of op papier, zonder alle gevraagde documenten (contactformulier, portfolio, certificaat van woonst) worden

niet aanvaard.

#### 4. JURY

4.1 De jury is samengesteld uit de volgende personen :

- De schepen van Cultuur voor de Franstalige gemeenschap, als voorzitter van de Jury ;
- De schepen van Cultuur voor de Nederlandstalige gemeenschap ;
- De directeur van de "Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" ;
- De directeur van de Rhok Academie voor beeldende en audiovisuele kunsten ;
- Een of twee galeriehouders en/of curatoren ;
- Een tot drie vooraanstaande kunstenaars uit de beoogde discipline.

4.2 De jury wordt bijgestaan door het hoofd van de Dienst Cultuur of haar adjunct, als wedstrijdsecretaris.

4.3 De schepen van Cultuur voor de Franstalige gemeenschap mag het voorzitterschap van de wedstrijd overdragen aan een ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen;

4.4 De jury komt bijeen op dinsdag 3 juni 2025 om 10u00 en zal de kandidaatstellingen analyseren aan de hand van de in de punten 2.2, 2.3, 2.4 en 2.5 vastgestelde criteria van onderhavig reglement. Hij zal beslissingen nemen met een eenvoudige meerderheid van stemmen. Bij gelijkheid van stemmen, is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

4.5 Alle bekroonde, geselecteerde of niet-geselecteerde kunstenaars worden op dinsdag 3 juni 2025 per e-mail op de hoogte gebracht of ze aan de tentoonstelling mogen deelnemen of niet. De winnende kunstenaar zal bekendgemaakt worden tijdens de vernissage van de tentoonstelling.

4.6 Het oordeel van de jury bij het aanwijzen van de winnaar en de geselecteerde kandidaten is definitief.

#### 5. VOORWAARDEN VAN DE ACQUISITIEVE PRIJS

5.1 De Schilderkunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe is een acquisitieve prijs. Bijgevolg verbindt de winnaar zich ertoe dat zijn of haar werk na afloop van de tentoonstelling zal worden aangekocht door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe.

5.2 Het bedrag voor de aankoop van het kunstwerk is 5.000 EUR.

5.3 De jury behoudt zich het recht voor de Prijs niet toe te kennen.

#### 6. MODALITEITEN VAN TENTOONSTELLING

6.1 De deponering van de kunstwerken vindt plaats in de Fabryzaal op maandag 2 juni 2025 tussen 11u30 en 14u30 en vervolgens tussen 16u30 en 19u30.

6.2 Bij de ontvangst van de kunstwerken op maandag 2 juni 2025 wordt aan de kandidaten een ontvangstbewijs verstrekt.

6.3 Niet-geselecteerde kandidaten moeten hun kunstwerken op woensdag 4 juni 2025 tussen 9u00 en 12u00 komen afhalen in de Fabryzaal van het Gemeentehuis.

6.4 Kandidaten stemmen ermee in aan de tentoonstelling deel te nemen indien zij worden geselecteerd.

6.5 Als blijkt dat het ingediende kunstwerk of de ingediende kunstwerken niet overeenstemt/overeenstemmen met het op het portfolio beschreven kunstwerk of niet voldoet/voldoen aan een van de in de punten 2.4 en 2.5 beschreven specificaties, wordt de kandidaat automatisch uitgesloten van de wedstrijd en worden zijn/haar kunstwerken niet voorgesteld.

6.6 Alle leveringen, behandeling, installatie en verwijdering van het kunstwerk voor en na de tentoonstelling moeten door de kandidaat worden uitgevoerd.

- 6.7 De kunstwerken moeten voorzien zijn van een passend systeem voor de presentatie ervan.
- 6.8 De indeling van de kunstwerken en hun locaties worden door de organisatoren gekozen en gevalideerd.
- 6.9 De geselecteerde kandidaten moeten ervoor zorgen dat zij bij de vernissage van de tentoonstelling aanwezig zijn.
- 6.10 De geselecteerde en bekroonde kunstwerken mogen niet vóór het einde van de tentoonstelling worden weggehaald.

## 7. PRIJSUITREIKING

- 7.1 De bekendmaking van de laureaat en de vernissage van de tentoonstelling van de weerhouden kunstwerken zullen doorgaan op donderdag 5 juni om 18u30 in de Fabryzaal van het gemeentehuis van Sint-Pieters-Woluwe, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel.
- 7.2 Het prijzengeld zal zo spoedig mogelijk worden overgemaakt op de door de winnaar opgegeven bankrekeningen.
- 7.3 De tentoonstelling van het bekroonde kunstwerk en van de door de jury geselecteerde kunstwerken zal voor het publiek toegankelijk zijn van vrijdag 6 juni tot en met zondag 8 juni 2025 van 12u00 tot 18u00 en zal plaatsvinden in de Fabryzaal.

## 8. VERWIJDERING VAN DE WERKEN AAN HET EINDE VAN DE TENTOONSTELLING

- 8.1 De kunstwerken moeten door de kandidaat worden opgehaald op zondag 8 juni 2025 tussen 18u00 en 19u30, tegen afgifte van een ontvangstbewijs.
- 8.2 Bij het verstrijken van een termijn van één maand na deze datum, worden de niet teruggenomen kunstwerken eigendom van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zonder het uitkeren van een vergoeding aan de maker en zonder verdere verwittiging.

## 9. VERZEKERING

- 9.1 Kandidaten zullen hun kunstwerken op eigen kosten en op eigen risico deponeren en ophalen.
- 9.2 De gemeente Sint-Pieters-Woluwe wijst elke verantwoordelijkheid af voor de kunstwerken die haar werden toevertrouwd. De kandidaat dient dit op eigen kosten te verzekeren. De kandidaat wordt aangeraden een "nagel tot nagel"-verzekering af te sluiten voor de duur van de tentoonstelling.

## 10. VARIA

- 10.1 Elke kandidaat verbindt zich ertoe geen enkel auteursrecht te doen gelden op de reproducties van zijn werken die gebruikt worden voor de promotie en de tentoonstelling van de Schilderkunstprijz van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe.
- 10.2 In alle gevallen waarin dit reglement niet voorziet en voor alle geschillen die uit de toepassing ervan voortvloeien, beslist het College van Burgemeester en Schepenen.
- 10.3 Het wedstrijdreglement kan geraadpleegd worden op de website van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en op de Facebookpagina van het evenement. Door deel te nemen aan de wedstrijd wordt de kandidaat zich bewust van de bepalingen van dit reglement alsook de beslissingen van de organisatoren en aanvaardt deze onvoorwaardelijk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 23 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

*Nee : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Christiane Mekongo Ananga, Florentine Röell, Vincent Wauters, Sophie Hiernaux.*

## **Enseignement FR - FR Onderwijs**

### **25.03.2025/A/0026 CC - Enseignement francophone - Ecole primaire de Joli-Bois - Règlement d'ordre intérieur du Conseil de Participation**

LE CONSEIL,

Vu le Code de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 03.05.2019, et plus précisément les articles 1.5.3-1 à 1.5.3-3 ;

Vu la circulaire 9264 du 24.05.2024 concernant le Conseil de participation en pratique ;

Considérant que le Conseil de participation est la seule instance qui permet de réunir tous les acteurs et partenaires de la communauté scolaire qui participent à l'amélioration du climat scolaire et du bien-être à l'école, piliers essentiels à la construction des apprentissages ;

Considérant que l'élaboration du Règlement d'ordre intérieur est la première tâche du Conseil de participation ;

Vu le règlement d'ordre intérieur proposé par le Conseil de participation de l'école primaire de Joli-Bois ;

DECIDE d'approuver le règlement d'ordre intérieur du Conseil de participation de l'école primaire de Joli-Bois.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Culture NL Bibliothèque NL Brede School - Cultuur NL Bibliotheek NL Brede School**

### **25.03.2025/A/0027 CC - Bibliothèque néerlandophone "de Lettertuin" - Organe de gestion - Règlement et liste des membres - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 13.07.2001 encourageant une politique culturelle qualitative et intégrale qui stipule que toute bibliothèque de langue néerlandaise est tenue d'avoir un organe de gestion et, notamment l'article 10 § 1 point 7 ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur de l'organe de gestion de la bibliothèque communale néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre, "De Lettertuin", doit être modifié ;

Considérant que les membres dudit organe de gestion doivent être désignés ;

DECIDE :

1. d'approuver les modifications du règlement d'ordre intérieur de l'organe de gestion de la bibliothèque communale néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre, "De Lettertuin" ci-annexé ;
2. d'approuver la liste des membres suivants :
  - Mme Carla DEJONGHE, Stuyvenberg 17, 1150 Bruxelles (échevine - membre de plein droit) ;
  - Mme Alexia BERTRAND, av. de l'Escrime 122, 1150 Bruxelles (conseillère communale - membre de plein droit) ;
  - Mme Ciska VANDENDRIESSCHE, av. Ch. Thielemans 93, 1150 Bruxelles (coordinatrice de la politique culturelle/administratrice de plein droit) ;

- Mme Nathalie DE SCHEPPER, rue de la limite 51, 1970 Wezembeek-Oppem (traductrice/utilisatrice) ;
- M. Luc DEVEEN, rue J.B. Lepage 29, 1150 Bruxelles (retraité/utilisateur) ;
- Mme Lies DIERCKX, av. Oscar de Burbure 189, 1950 Kraainem (enseignante d'enseignement secondaire à l'institut Mater Dei - superviseur pédagogique dans l'enseignement catholique) ;
- Mme Eva DVORAKOVA, av. de l'Idéal 10, 1200 Bruxelles (enseignante) ;
- Mme Agnes HENDRICKX, rue Medaets 43, 1150 Bruxelles (retraîtée/bénévole à la bibliothèque) ;
- Mme Catherine HEYMAN, av. de Broqueville 98, 1200 Bruxelles (utilisatrice) ;
- Mme Natalia KARPENKO, av. du Forum 9 boîte 115, 1020 Bruxelles (enseignante-traductrice littéraire néerlandais-ukrainien) ;
- M. Nils SCHNITZLER, av. Grandchamp 328, 1150 Bruxelles (fonctionnaire/utilisateur) ;
- Mme Julie VAN HOORDE, rue Longue 9, 1950 Kraainem (professeur d'enseignement primaire à l'école communale NL de Stockel)
- Mme Silja VAN STEENKISTE, rue François Desmedt 7, 1150 Bruxelles (enseignante d'enseignement primaire à Mater Dei) ;
- Le ou la responsable de la bibliothèque "De Lettertuint" est désigné(e) comme secrétaire avec voix consultative.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

#### **GR - Nederlandstalige bibliotheek "de Lettertuint" - Beheersorgaan - Reglement en ledenlijst - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 13.07.2001 tot bevordering van een kwalitatief en integraal cultuurbeleid, dat bepaalt dat elke Nederlandstalige bibliotheek een beheersorgaan moet hebben, in het bijzonder artikel 10 § 1 punt 7 ;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van het beheersorgaan van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek van Sint-Pieters-Woluwe, "De Lettertuint", moet worden aangepast ;

Overwegende dat de leden van dit beheersorgaan moeten aangesteld worden ;

BESLUIT :

1. de bijgevoegde wijzigingen van het huishoudelijk reglement van het beheersorgaan van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek van Sint-Pieters-Woluwe, "De Lettertuint", goed te keuren ;
2. de volgende ledenlijst goed te keuren :
  - Mevr. Carla DEJONGHE, Stuyvenberg 17, 1150 Brussel (schepen - lid van rechtswege) ;
  - Mevr. Alexia BERTRAND, Schermkunstlaan 122, 1150 Brussel, (gemeenteraadslid - lid van rechtswege) ;
  - Mevr. Ciska VANDENDRIESSCHE, Ch. Thielemanslaan 93, 1150 Brussel ; (cultuurbeleidscoördinator/bestuurder van rechtswege) ;
  - Mevr. Nathalie DE SCHEPPER, Grensstraat 51, 1970 Wezembeek-Oppem (vertaalster/gebruiker) ;
  - Dhr. Luc DEVEEN, J.B. Lepagestraat 29, 1150 Brussel (gepensioneerd/gebruiker) ;

- Mevr. Lies DIERCKX, Oscar de Burburelaan 189, 1950 Kraainem (leerkracht secundair onderwijs aan het Mater Dei Instituut - pedagogisch begeleider in het katholiek onderwijs) ;
- Mevr. Eva DVORAKOVA, Ideallaan 10, 1200 Brussel (leerkracht) ;
- Mevr. Agnes HENDRICKX, Medaetsstraat 43, 1150 Brussel (gepensioneerd/vrijwilligster in de bibliotheek) ;
- Mevr. Catherine HEYMAN, de Broquevillelaan 98, 1200 Brussel (gebruiker) ;
- Mevr. Natalia KARPENKO, Forumlaan 9 bus 115, 1020 Brussel (leerkracht/literair vertaalster Nederlands-Oekraïens) ;
- Dhr. Nils SCHNITZLER, Grootveldlaan 328, 1150 Brussel (ambtenaar/gebruiker) ;
- Mevr. Julie VAN HOORDE, Langstraat 9, 1950 Kraainem (leerkracht basisonderwijs NL gemeenteschool Stokkel) ;
- Mevr. Silja VAN STEENKISTE, Frans Desmedtstraat 7, 1150 Brussel (leerkracht basisonderwijs Mater Dei) ;
- De verantwoordelijke van de bibliotheek "De Lettertuin" wordt aangesteld als secretaris met raadgevende stem.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## Informatique - Informatica

25.03.2025/A/0028 **CC - Informatique - Transition numérique et Informatisation des Pouvoirs locaux - Projet global d'informatisation de la Région de Bruxelles-Capitale pour les Pouvoirs locaux - Projet WePulse - A.S.B.L. IRISteam - Paradigm - Avenant au contrat faitier - Approbation - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale et PARADIGM (anciennement CIRB) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux dénommé "WePulse" ;

Vu la décision du Conseil communal du 23.05.2023 portant sur l'adhésion formelle au programme "WePulse" pour le domaine "Finances" et le domaine « RH » et de répondre favorablement à l'appel à projets qui sera lancé par le F.R.B.R.T.C. (Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales) pour financer la quote-part de la commune de l'investissement considéré pour la fourniture par PARADIGM des services et solutions applicatives pour les domaines visés par l'adhésion ;

Vu la décision du Conseil communal du 26.03.2024 portant sur l'approbation des conventions de prêt F.R.B.R.T.C. octroyés aux communes et C.P.A.S. pour le développement de chaque solution applicative, la période d'intervention, les clés de répartition des capacités totales d'emprunt entre les communes et C.P.A.S. bruxellois, les modalités d'octroi des prêts, les échéances à respecter et les conditions d'irrécouvrabilité des prêts ;

Considérant que ces conventions portent, pour la commune, sur un prêt de 549.606,38 EUR pour les volets 1. Gestion financière des communes (FIN), 2. gestion des ressources humaines des communes (GRH - Soft HR) et 3. gestion du personnel et de la paie des communes (GRH - Hard HR) ;

Considérant que des conventions similaires portent, pour le CPAS, sur un prêt de 199.137,74 EUR pour les volets 1. gestion financière des C.P.A.S. (FIN), 2. gestion des ressources humaines des C.P.A.S. (GRH - Soft HR) et 3. gestion du personnel et de la paie des C.P.A.S. (GRH - Hard HR) ; que ces prêts seront versés à la commune



qui aura l'obligation de les transférer au C.P.A.S. avant la fin de l'année civile en cours ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24.10.2024 approuvant les engagements budgétaires suivants :

- 549.606,00 EUR à l'article 0000/742-53//130 (travail 074) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 en faveur de l'A.S.B.L. IRISteam, Place Saint-Lazare 2, 1210 Bruxelles, B.C.E. 0885.270.104 et son financement par emprunt (prêt F.R.B.R.T.C. - article 0000/961-51//130) ;
- 199.138,00 EUR à l'article 0000/635-51//130 (travail 074) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 en faveur du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre, drève des Shetlands 15, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0212.348.341 et son financement par emprunt (prêt F.R.B.R.T.C. - article 0000/961-51//130) ;

Vu la décision du Conseil communal du 19.11.2024 portant sur l'approbation la "Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'information et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse", ci-après "Convention faîtière", fixant les droits et devoirs d'une part de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et d'autre part de l'A.S.B.L. IRISteam, avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles en présence de PARADIGM (anciennement CIRB) ;

Considérant l'avenant reçu à cette "Convention faîtière" qui a pour objet de permettre d'isoler financièrement la partie "build" (payée par la Région) de la partie "run" (payée par nous). Le but étant que l'entièreté des montants que la Région a alloué aux différents pouvoirs locaux pour l'achat des différents domaines soit obtenue. Il est donc important que tous les pouvoirs locaux restent solidaires dans la partie "build" ;

Considérant que chaque pouvoir local sera engagé individuellement et par domaine (RH et/ou Finances) que lorsque les contrats particuliers à ces domaines, reprenant alors les montant à charge pour le « run », seront approuvés par le conseil communal ; ENTEND l'intervention de M. Jean-Nicolas LAURENT JOSI, conseiller communal, et la réponse qui lui est donnée par M. Georges DALLEMAGNE, échevin ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la "Convention de mise à disposition de service de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'information et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse" ("Convention faîtière") du programme WePulse.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**GR - Informatica - Digitale overgang en informatisering van de Plaatselijke Besturen - Globaal informatiseringsproject van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor Plaatselijke Besturen - "WePulse" project - IRISteam V.Z.W. - Paradigm - Aanhangsel aan de koopovereenkomst - Goedkeuring - Dienstjaar 2025**

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en PARADIGM (het vroegere C.I.B.G.) sinds 2020 een programma ontwikkelen voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen onder de naam "WePulse" ;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 23.05.2023 over de formele toetreding tot het programma "WePulse" voor de domeinen "Financiën" en "HR" en om positief te reageren op de projectoproep die zal worden gelanceerd door het B.G.H.G.T. (Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesauriën) voor de financiering van het aandeel van de lokale overheid in de betrokken investering voor de levering door PARADIGM van diensten en toepassingsoplossingen voor de

domeinen waarop de toetreding betrekking heeft ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 26.03.2024 betreffende de goedkeuring van de leningsovereenkomsten van het B.G.H.G.T. toegekend aan de gemeenten en het O.C.M.W. voor de ontwikkeling van elke toepassingsoplossing, de interventieperiode, de verdeelsleutels van de totale leningscapaciteit tussen de Brusselse gemeenten en het O.C.M.W., de voorwaarden voor toekenning van de leningen, de na te leven vervaldagen en de voorwaarden van oninbaarheid van de leningen ;

Overwegende dat deze overeenkomsten voor de gemeente betrekking hebben op een lening van 549.606,38 EUR voor de onderdelen 1. financieel beheer van gemeenten (FIN), 2. personeelsbeheer van gemeenten (GRH - Zacht HR) en 3. personeels- en loonbeheer van gemeenten (GRH - Hard HR) ;

Overwegende dat soortgelijke overeenkomsten voor het OCMW betrekking hebben op een lening van 199.137,74 EUR voor de onderdelen 1. financieel beheer van de O.C.M.W.'s (FIN), 2. beheer van de personele middelen van de O.C.M.W.'s (GRH - Zacht HR) en 3. beheer van het personeel en de loonlijst van de O.C.M.W.'s (GRH - Hard HR); dat deze leningen zullen worden betaald aan de gemeente, die de verplichting zal hebben om ze voor het einde van het lopende kalenderjaar aan het O.C.M.W. over te maken ;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 24/10/2024 tot goedkeuring van de volgende begrotingsvastleggingen :

- 549.606,00 EUR op artikel 0000/742-53//130 (werk 074) van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 ten voordele van het A.S.B.L. IRISteam, Sint-Lazarusplein 2, 1210 Brussel, K.B.O. 0885.270.104 en de financiering ervan via lening (lening B.G.H.G.T. - artikel 0000/961-51//130) ;
- 199.138,00 EUR naar artikel 0000/635-51//130 (werk 074) van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 ten gunste van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe, Shetlandsdreef 15, 1150 Brussel, K.B.O. 0212.348.341 en de financiering ervan door middel van leningen (lening B.G.H.G.T. - artikel 0000/961-51//130) ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19/11/2024 betreffende de goedkeuring van de "Overeenkomst voor de levering van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen en bijbehorende informaticadiensten in de verschillende domeinen van het informatie- en digitaal transformatieprogramma voor lokale besturen, genaamd WePulse", hierna "Koepelovereenkomst" genoemd, waarin de rechten en plichten worden uiteengezet van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe enerzijds en van V.Z.W. IRISteam, Kunstlaan 21, 1000 Brussel in aanwezigheid van PARADIGM (het vroegere CIBG) ;

Overwegende het ontvangen aanhangsel bij deze "Koepelovereenkomst", dat tot doel heeft om het mogelijk te maken om het "build"-gedeelte (betaald door het Gewest) financieel te scheiden van het "run"-gedeelte (betaald door ons). Het doel is om het volledige bedrag te krijgen dat het Gewest heeft toegewezen aan de verschillende lokale overheden voor de aankoop van de verschillende domeinen. Daarom is het belangrijk dat alle lokale overheden solidair blijven in de "build"-fase ;

Overwegende dat elk lokaal bestuur afzonderlijk en per gebied (HR en/of Financiën) pas verplichtingen zal aangaan wanneer de contracten die specifiek zijn voor deze domeinen, inclusief de bedragen die in rekening worden gebracht voor de "run", zijn goedgekeurd door de gemeenteraad ;

HOORT de interventie van Dhr. Jean-Nicolas LAURENT JOSI, gemeenteraadslid, en het antwoord van Dhr. Georges DALLEMAGNE, schepenen ;

BESLUIT het aanhangsel bij de "Overeenkomst voor de levering van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen en bijbehorende informaticadiensten in de

verschillende domeinen van het informatie- en digitaal transformatieprogramma voor lokale besturen, genaamd WePulse", goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

25.03.2025/A/0029    **CC - Informatique - Accord de confidentialité - S.A. NSI IT Softwares & Services - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le contrat de service & de co-sourcing "NSI AVANTAGE INFRA" 22.C.0225 conclu avec la S.A. NSI IT Software & Services, chaussée de Bruxelles 174 A, 4340 Awans, nous permettant de faire appel à ladite firme dans le cadre de projets IT ;  
Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre, et plus particulièrement le service IT, a fait appel aux services de consultance de la S.A. NSI IT Software & Services dans le cadre du projet de migration vers Microsoft 365 ;  
Considérant que, dans le cadre de ces services, la S.A. NSI IT Software & Services est amenée à traiter des informations confidentielles appartenant à l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;  
Considérant que, afin de pouvoir mener à bien les projets actuels et futurs, il y a dès lors lieu de conclure cet accord de confidentialité proposé par ladite S.A. et validé par le Coordinateur Contrôle Interne et DPO de la commune ;  
DECIDE d'approuver les termes de l'accord de confidentialité de la S.A. NSI IT Software & Services, chaussée de Bruxelles 174 A, 4340 Awans.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**GR - Informatica - Vertrouwelijkheidsovereenkomst - N.V. NSI IT Softwares & Services - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de opdracht voor diensten & co-sourcing "NSI AVANTAGE INFRA" 22.C.0225 afgesloten met N.V. NSI IT Software & Services, chaussée de Bruxelles 174 A, 4340 Awans, die ons toelaat een beroep te doen op deze firma voor informaticaprojecten ;  
Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, en meer bepaald de IT-dienst, een beroep heeft gedaan op de consultancydiensten van N.V. NSI IT Software & Services in het kader van het migratieproject naar Microsoft 365 ;  
Overwegende dat N.V. NSI IT Software & Services in het kader van deze diensten vertrouwelijke informatie moet behandelen die toebehoort aan het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe ;  
Overwegende dat, om huidige en toekomstige projecten te kunnen uitvoeren, het daarom noodzakelijk is om deze vertrouwelijkheidsovereenkomst af te sluiten die is voorgesteld door bovengenoemde N.V. en is gevalideerd door de coördinator Interne Controle en DPO van de gemeente ;  
BESLUIT de voorwaarden van de vertrouwelijkheidsovereenkomst met N.V. NSI IT Software & Services, chaussée de Bruxelles 174 A, 4340 Awans goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

**Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. VITAMOMES pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023 de l'A.S.B.L. VITAMOMES :

1.	compte d'exploitation générale 2023 :	
	charges :	69.006,07 EUR
	produits :	62.588,31 EUR
	résultat négatif :	6.417,76 EUR
2.	bilan 2023 :	
	actif-passif :	16.742,74 EUR

Le Conseil prend acte.

---

#### **GR - V.Z.W. "VITAMOMES" - Dienstjaar 2023 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de

verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "VITAMOMES" voor het dienstjaar 2023 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de V.Z.W. "VITAMOMES" :

1.	algemene exploitatierekening 2023 :	
	lasten :	69.006,07 EUR
	opbrengsten :	62.588,31 EUR
	nadelig saldo :	6.417,76 EUR
2.	balans 2023 :	
	actief-passief :	16.742,74 EUR

De Raad neemt akte.

25.03.2025/A/0031

**CC - Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2024 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2024 ;

Considérant que les activités de ladite association de fait au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite association de fait ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2024 de l'Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1.	compte d'exploitation générale 2024 :	
	charges :	21.777,34 EUR
	produits :	19.535,05 EUR
	résultat négatif :	-2.242,29 EUR
2.	bilan 2024 :	
	actif-passif :	17.457,72 EUR

Le Conseil prend acte.

---

**GR - Feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK  
PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Dienstjaar 2024 -  
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE voor het dienstjaar 2024 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde feitelijke vereniging in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde feitelijke vereniging en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2024 van de feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK

1.	algemene exploitatierekening 2024 :	
	lasten :	21.777,34 EUR
	opbrengsten :	19.535,05 EUR
	nadelig resultaat :	-2.242,29 EUR
2.	balans 2024 :	
	actief-passief :	17.457,72 EUR

De Raad neemt akte.

## Interpellations - Interpellaties

25.03.2025/A/0032 **CC - Interpellation - "Féminisation de l'espace public à Woluwe-Saint-Pierre" (au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Féminisation de l'espace public à Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit ;

ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Citoyens+PS-Vooruit, dont résumé ci-après établi par Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal :

### A. Exposé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Je vous avais interpellé en 2020 concernant votre volonté de féminiser l'espace public à Woluwe Saint-Pierre.

Cette opération ne serait pas un luxe aujourd'hui : rappelons en effet que, sur 316 rues ou avenues, seules 7 portent un nom de femme contre 125 portant un nom d'homme. Alors que les femmes représentent plus de la moitié de la population, à peine 5% des rues ou avenues honorent la mémoire de femmes.

Si vous vous étiez montré plutôt réticent à modifier les noms des rues existants, vous aviez affiché en revanche votre bonne volonté dans le cadre de nouvelles rues à créer au sein de notre commune.

Je vous interpelle aujourd'hui, car nous allons bientôt commémorer la Journée Internationale des Droits des femmes (le 8 mars prochain) ; or, nos compétences communales permettent précisément de visibiliser les femmes dans l'espace public, ce qui permet de corriger un déséquilibre historique dans la toponymie des lieux.

Par ailleurs, notre commune a toujours connu un très grand nombre de femmes remarquables, qu'il s'agisse de femmes résistantes qui ont sauvé de nombreux enfants durant la seconde guerre mondiale au péril de leur vie, ou de personnes moins célèbres mais dont le dévouement, la générosité et la bienveillance ont illuminé la vie de tous ceux qui les ont connues.

### B. Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Dans ce contexte, Monsieur le Bourgmestre,

- Marquez-vous à nouveau votre accord pour féminiser davantage l'espace public à Woluwe Saint-Pierre, et ce au travers de noms de rue à créer, mais aussi de lieux publics telles que des espaces culturels, des salles de sport, des salles de réunion, et même des arbres au sein d'espaces publics ?
- Marquez-vous par ailleurs votre accord pour que cette démarche se concentre

sur des noms de femmes ayant vécu à Woluwe Saint-Pierre, de façon à perpétuer leur mémoire et à ne pas les oublier ?

- Pouvez-vous indiquer à titre subsidiaire si des nouvelles rues seront créées sous cette mandature ?
- Marquez-vous votre accord pour impliquer les différents comités de quartier dans ce processus de féminisation de l'espace public, afin d'y ajouter une dynamique citoyenne participative ?".

2. l'intervention de Mme Caroline LHOIR, conseiller communal ;

3. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER et M. Philippe van CRANEM, échevins :

"Je vous confirme que je partage ce constat : les noms de rues de notre commune ne rendent pas assez hommage aux femmes, à leurs nombreux talents, et aux rôles qu'elles ont joués, qu'elles jouent encore et qu'elles joueront dans l'avenir - je l'espère en tout cas - dans notre société. Beaucoup de rues, vous avez raison, portent le nom d'hommes, dont plusieurs dizaines sont des héros des deux guerres mondiales que l'on a connues. D'autres noms portent ceux de lieux-dits, comme par exemple Drève des Brûlés. On peut féminiser, mais cela ne fera pas avancer réellement cette juste cause.

Notre position n'a pas changé en ce qui concerne le changement de noms : en effet, on ne souhaite pas modifier des noms existants. Car vous le savez, d'abord ces rues sont des choix et le fruit d'une histoire. Et, comme vous l'avez évoqué, le changement d'un nom de rue pose de réelles difficultés pour les habitants, vu les nombreuses démarches que cela imposerait.

Donc oui, au fait de donner aux nouveaux lieux des noms de femmes. Oui également pour que ces noms rendent hommage - de préférence - aux femmes ayant un ancrage local, parce qu'elles ont vécu dans notre commune ou parce qu'elles s'y sont illustrées par leurs actions. Mais je ne peux pas vous dire s'il y aura de nouvelles rues créées à Woluwe-Saint-Pierre lors de cette mandature. Si le dossier « Dame Blanche » avance, on aura quelques noms de rues à octroyer.

Mais on peut rendre hommage aux femmes via les venelles piétonnes. Par exemple, lors de la rénovation des venelles piétonnes au Chant d'Oiseau, on pourrait choisir des noms de femmes. On peut aussi imaginer d'autres endroits, ou encore le faire via des œuvres d'art. Cela a été le cas récemment avec l'œuvre de Stephan GOLDRAJCH au square Léopold II, qui ne rend pas hommage à Gustav KLIMT, mais à sa muse Emilie FLOGE qui était une styliste de talent, assez méconnue.

Oui, globalement, à cette volonté de féminisation des noms de l'espace public. Par contre, je ne peux pas vous suivre - vous, ou vos collègues de la Région - sur la suppression d'œuvres d'art de l'espace public, qui selon certains seraient trop marquées par la masculinité. Et cela pour les remplacer par des œuvres « neutres », comme c'est le cas à Bruxelles-Ville avec l'œuvre de Victor Rousseau, qui ne serait plus en phase avec la société actuelle. Certains, à Bruxelles, n'ont pas encore retenu les leçons du passé, et la démolition du patrimoine - comme la Maison du Peuple de Victor HORTA - risque encore de faire des frais dans l'avenir. Il faut assumer notre passé, il faut l'expliquer, et non l'effacer.

C'est pourquoi j'ai proposé d'accueillir cette œuvre de Victor ROUSSEAU. L'objectif est qu'elle reste là où elle se trouve actuellement, mais si, en raison de certaines velléités, elle devait être déplacée, Woluwe serait prêt à l'accueillir - et on ferait alors appel à la créativité de notre population, le cas échéant".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

25.03.2025/A/0033    **CC - Interpellation - "L'impact des mesures du gouvernement fédéral Arizona sur le budget du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre" (au nom du groupe DéFi)**



LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "L'impact des mesures du gouvernement fédéral Arizona sur le budget du CPAS de Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal au nom du groupe DéFi ;

ENTEND :

1. l'interpellation du groupe DéFi, dont résumé ci-après établi par M. François DE SMET, conseiller communal :

"Le nouveau gouvernement fédéral NVA-Les Engagés-MR-CD&V-Vooruit, institué le 3 février dernier, a délivré un programme socio-économique qui entend révolutionner le marché de l'emploi, essentiellement en "responsabilisant" les demandeurs d'emploi et les travailleurs en congé de maladie-invalidité.

Dans ce cadre, le gouvernement limite la durée des allocations chômage à deux ans. Il est précisé que "Cette limitation des allocations de chômage dans le temps ne s'applique pas aux personnes de plus de 55 ans, pour autant qu'elles aient, à partir de 2025, une carrière d'au moins 30 ans avec au moins 156 jours travaillés par an".

L'Arizona souhaite aussi renforcer les conditions d'exception pour la dégressivité des allocations. Il semble évident que cette mesure va durement affecter les C.P.A.S. de l'ensemble des communes. Selon les projections de Brulocalis, tous les C.P.A.S. bruxellois verront leur nombre de bénéficiaires augmenter, passant de 46.707 bénéficiaires à 74.416, soit une augmentation de 59 %. Rien n'empêche le gouvernement fédéral d'agir vite sur ce sujet. Cela signifie que l'impact financier pour les communes bruxelloises pourrait, de manière plausible, se faire sentir dès l'année 2027. D'après Brulocalis, cela pourrait représenter 27.000 de bénéficiaires du RIS de plus, dont 646 pour Woluwe-Saint-Pierre, ce qui constituerait pour notre commune une augmentation de 83 %.

Or, rien dans la lecture du budget triennal ne permet de considérer que les autorités communales se préparent réellement au tsunami qui s'annonce. L'augmentation du budget du C.P.A.S. est graduelle et suit, en bonne gestion, une prévisible inflation. Mais elle semble considérer que le renfort de nouveaux moyens fédéraux viendront compenser les coûts supplémentaires. Certes, le gouvernement fédéral a promis d'intervenir pour augmenter les dotations aux C.P.A.S., mais sans qu'on connaisse à ce jour ni la réalité des montants concernés ni les conditions dans lesquelles ils seront octroyés. Bien sûr, la totalité des demandeurs d'emploi exclus ne frapperont pas à la porte du C.P.A.S. et/ou n'auront pas droit à une intervention, selon notamment leur statut de leur conjoint. Ajoutons encore que la future réforme fiscale de l'Arizona pénalisera les revenus de la commune sur l'IPP. La commune a pourtant les moyens d'anticiper le surcoût potentiel pour les C.P.A.S.. Elle peut déterminer le nombre de demandeurs d'emploi résidant sur son territoire. D'autres communes, comme la Ville de Bruxelles, semblent se préparer.

#### Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

- Pourquoi cette hausse probable des allocataires du C.P.A.S. n'a pas été anticipée dans le plan triennal ?
- La commune pourrait-elle estimer, sur base d'un scénario plausible, le nombre d'allocataires supplémentaires induit par cette mesure du gouvernement fédéral, et le coût pour la commune à partir d'un délai de deux ans suite à l'entrée en vigueur de cette mesure ?
- Comment la commune se prépare-t-elle à affronter la situation probable où les interventions fédérales ne suffiront pas à compenser le surcoût pour la commune ?

2. l'intervention de M. Christophe DE BEUKELAER, conseiller communal ;
3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Dominique HARMEL, échevin :

"Monsieur DE SMET, merci pour votre interpellation. De mémoire, on avait déjà effleuré le sujet lors d'un autre Conseil communal. Le fait que l'interpellation ait été reportée de février à mars, m'a permis d'obtenir des chiffres plus récents et précis, notamment de l'ONEM par rapport au nombre de chômeurs complet indemnisés demandeurs d'emploi à fin janvier 2025 à Woluwe-Saint-Pierre. Le nombre de chômeurs complet indemnisés de longue durée depuis plus de 2 ans à Woluwe-Saint-Pierre sont au nombre de 515 ; 234 hommes et 281 femmes :

- pour les moins de 25 ans, ils sont 2 ; un homme et une femme ;
- pour les 25 à 49 ans, ils sont 228 ; 130 femmes et 98 hommes ;
- pour les 50 ans et plus, ils sont 285 ; 150 femmes et 135 hommes ;

Je trouve que ces chiffres sont relativement intéressants, ça correspond assez bien au profil de la population de Woluwe-Saint-Pierre. Quand je vous dis que les jeunes de moins de 25 ans ne sont que 2, admettez que ce n'est pas beaucoup par rapport à d'autres communes bruxelloises.

Pour le postulat, si on prend les gens de plus de 55 ans mais qui seront automatiquement dans la tranche de plus de 50 ans, j'ai demandé pour avoir les chiffres plus précis des gens entre 50 et 55 ans, mais je n'ai pas su les avoir de l'ONEM ; j'ai fait la demande il y a une semaine, il faut encore un peu attendre mais ça va venir.

On pourrait dire que les gens de plus de 50 ans seraient autour de 200-220 personnes sur les 285. Donc par rapport au 515 personnes dont on parle, on va se retrouver avec un nombre plus ou moins 250 à 260 personnes.

Maintenant, vous l'avez dit vous-même, il y a un certain nombre d'incertitudes ; c'est le moins que l'on puisse dire.

Quand est-ce que cette réforme va être d'actualité ? On en sait encore trop rien, certains disent que ça va aller trop vite ; comme la fusion des polices ; d'autres disent que ça ira moins vite. Un peu précipité pour 2025, pour 2026 ; on parlait plutôt de 2027. Donc pour le triennal 2025-2026-2027, je ne sais pas vous dire aujourd'hui, à l'heure où je vous parle ce que ça pourrait avoir comme impact, d'autant plus, ce n'est pas parce qu'un certain nombre de chômeurs de longue durée de plus de 2 ans pourraient être exclus, qu'automatiquement ils pourront bénéficier de l'aide du C.P.A.S. puisque vous le savez comme moi, il y a des conditions légales d'octroi du droit à l'intégration sociale. Et donc, à mon sens, certains propriétaires dont le revenu cadastral sera pris en compte ne pourront pas en bénéficier, les cohabitants dont le conjoint bénéficie de ressources, montant revenu d'intégration et de la catégorie à laquelle il peut prétendre ; ça pourrait avoir un impact, les personnes en possession de capitaux mobiliers et les bénéficiaires de dons réguliers ; et je pourrais encore vous donner une série d'exemples.

Donc ça va demander de la part du C.P.A.S. une analyse approfondie sur la situation de chacun d'entre eux. Mais il apparaît aussi que le fédéral prendrait une part de la charge, on ne sait pas non plus quelle sera l'aide perçue. On en saura peut-être un peu plus, je l'espère, d'ici le budget 2026 ; que je viendrais vous proposer en décembre 2025 et il conviendra à ce moment-là d'analyser si oui ou non il y a un risque d'impact sur le budget 2026 et si elle pourra être concrétisée dans le cadre du budget 2026. Quoi qu'il en soit, j'espère que d'ici là nous aurons un gouvernement bruxellois, on verra un peu le scénario dans lequel nous nous trouverons.

Et dans le cadre du budget 2026, nous pourrions le prévoir, et quand même si cela n'y serait pas, il y a des modifications budgétaires en cours d'année, il y en aura sûrement une au moins de juin 2026 et donc on pourra réajuster les choses. Mais au jour d'aujourd'hui, vu la situation dans laquelle nous sommes, avec le nombre de personnes

qui ont plus de 50 ans et qui ont plus de 2 ans de chômage de longue durée et qui demain ne pourraient pas être touchés par la mesure, c'est extrêmement difficile de vous dire quel est l'impact que ça pourrait avoir et donc je pense aujourd'hui que l'on est loin des chiffres qui nous sont présentés par BRULOCALIS pour l'ensemble de la région bruxelloise des difficultés que certaines communes vont connaître, qui n'ont pas du tout le même type de population qu'à Woluwe-Saint-Pierre.

Je pense que l'impact existera, je ne le nie pas, mais qu'il sera moins important que dans d'autres communes puisque par la vieillissement de la population que nous connaissons à Woluwe-Saint-Pierre".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

25.03.2025/A/0034    **CC - Interpellation - "Appui de la commune dans la lutte contre le frelon asiatique" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Appui de la commune dans la lutte contre le frelon asiatique"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'Echevin,

La question de la prolifération du frelon asiatique (introduit accidentellement en France en 2004) en Région bruxelloise et à Woluwe-Saint-Pierre est préoccupante. Les données des pompiers sont à cet égard éclairantes. Ils sont intervenus à 20 reprises en 2020 contre près de 670 en 2023. Soit, plus de trente fois plus d'interventions en 2 ans. Quand on sait que depuis 2024, le SIAMU n'intervient plus que pour les cas présentant un danger immédiat (dont la notion est toute relative), il y a de quoi s'inquiéter. Pour toutes les autres situations, les habitants et les gestionnaires publics de Bruxelles sont encouragés à faire appel à des entreprises privées spécialisées.

Aujourd'hui, sa multiplication est donc exponentielle et pourrait devenir hors de contrôle si aucun plan de lutte n'est adopté pour limiter cette invasion, raison pour laquelle en tant que député bruxellois, j'ai déposé une proposition visant à établir un plan de lutte efficace à l'échelle de la région.

L'impact du frelon asiatique sur la biodiversité est déjà significatif. Un nid de frelons consomme en moyenne 11,3 kg d'insectes par an (<https://frelonasiatique.mnhn.fr/biologie/>). Dans un environnement urbain 60% du régime alimentaire d'un nid est constitué d'abeilles (mellifères et solitaires).

A titre d'exemple, à Woluwe Saint Pierre en 2023 sur 4km<sup>2</sup> (entre la place Dumont et l'avenue de Tervueren le long de l'avenue Orban – Madoux), 89 nids ont été répertoriés par le groupe F, un groupe de citoyens qui combat bénévolement et activement cette problématique. Leur prédation est évaluée à 1006 kg ou 10 milliards d'insectes. On parle ici d'abeilles solitaires et mellifères, bourdons, papillons, mouches, ... tous nécessaires à la pollinisation et à l'équilibre de la biodiversité. Outre l'impact de cette espèce sur la biodiversité, sa prolifération entraîne un risque pour la sécurité publique. Deux faits sont à prendre en compte pour évaluer le risque :

- Une densité observée qui oscille entre 12 et 17 nids au km<sup>2</sup> (moyennes observées en France dans les départements qui font un relevé exhaustif des nids localisés) et peut s'élever à plus de 20 nids /km<sup>2</sup> comme ce fut le cas en 2023 à Woluwe Saint pierre (22 nids /km<sup>2</sup>) ;

- 30% des nids sont situés à moins de 10 mètres du sol ;

Par conséquent, la fréquence de la rencontre entre les humains et les nids de frelons est élevée et augmente avec la prolifération des nids. On observe que les personnes les plus exposées sont : les agents d'entretien des espaces verts et des services communaux, les jardiniers amateurs, les habitants avec jardins et haies.

En 2023, à Woluwe Saint Pierre trente nids étaient situés à moins de 10 mètres de hauteurs et on dénombre au moins 6 nids à hauteur d'homme ayant occasionnés au moins 5 incidents dont un choc anaphylactique fort heureusement traité à temps par la clinique universitaire Saint Luc. Plusieurs cas d'envenimation ont aussi nécessité des soins dans les services d'urgence de l'UCL Saint Luc ou du centre médical Malou.

Ce genre de phénomène soulève donc des inquiétudes pour la sécurité des citoyens, notamment à la lumière de décès en France liés à des piqûres de frelons asiatiques.

Monsieur l'Echevin, même s'il va falloir vivre au mieux avec la présence du frelon asiatique à l'avenir et si un plan de lutte doit être adopté à l'échelle de la région, la commune peut aussi agir pour informer, sensibiliser et soutenir les citoyens actifs sur le sujet.

La période du printemps est importante car c'est un moment propice pour capturer les femelles fondatrices de nids et neutraliser les nids primaires afin de diminuer la prolifération, avez-vous déjà pu rencontrer les citoyens de la commune actifs dans le groupe F ? Si oui qu'est-il ressorti de la rencontre ?

Une sensibilisation informative des citoyens sur le repérage des frelons, les risques et la conduite à tenir face à un nid est-elle envisagée ?

Des formations pour le personnel communal actifs au niveau des espaces verts sont-elles organisées ?

Y-a-t-il un référent frelon asiatique capable de coordonner les actions pour lutter contre le frelon asiatique dans le personnel de l'administration communale ? Si oui quelles tâches lui sont attribuées ?

Quels sont vos contacts avec la Région et Bruxelles environnement sur le sujet ?".

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin :

"Monsieur l'Echevin,

La question de la prolifération du frelon asiatique (introduit accidentellement en France en 2004) en Région bruxelloise et à Woluwe-Saint-Pierre est préoccupante. Les données des pompiers sont à cet égard éclairantes. Ils sont intervenus à 20 reprises en 2020 contre près de 670 en 2023. Soit, plus de trente fois plus d'interventions en 2 ans. Quand on sait que depuis 2024, le SIAMU n'intervient plus que pour les cas présentant un danger immédiat (dont la notion est toute relative), il y a de quoi s'inquiéter. Pour toutes les autres situations, les habitants et les gestionnaires publics de Bruxelles sont encouragés à faire appel à des entreprises privées spécialisées.

Aujourd'hui, sa multiplication est donc exponentielle et pourrait devenir hors de contrôle si aucun plan de lutte n'est adopté pour limiter cette invasion, raison pour laquelle en tant que député bruxellois, j'ai déposé une proposition visant à établir un plan de lutte efficace à l'échelle de la région.

L'impact du frelon asiatique sur la biodiversité est déjà significatif. Un nid de frelons consomme en moyenne 11,3 kg d'insectes par an (<https://frelonasiatique.mnhn.fr/biologie/>). Dans un environnement urbain 60% du régime alimentaire d'un nid est constitué d'abeilles (mellifères et solitaires).

A titre d'exemple, à Woluwe Saint Pierre en 2023 sur 4km<sup>2</sup> (entre la place Dumont et l'avenue de Tervueren le long de l'avenue Orban – Madoux), 89 nids ont été répertoriés par le groupe F, un groupe de citoyens qui combat bénévolement et activement cette problématique. Leur prédation est évaluée à 1006 kg ou 10 milliards

s'insectes. On parle ici d'abeilles solitaires et mellifères, bourdons, papillons, mouches, ... tous nécessaires à la pollinisation et à l'équilibre de la biodiversité. Outre l'impact de cette espèce sur la biodiversité, sa prolifération entraîne un risque pour la sécurité publique. Deux faits sont à prendre en compte pour évaluer le risque :

- Une densité observée qui oscille entre 12 et 17 nids au km<sup>2</sup> (moyennes observées en France dans les départements qui font un relevé exhaustif des nids localisés) et peut s'élever à plus de 20 nids /km<sup>2</sup> comme ce fut le cas en 2023 à Woluwe Saint pierre (22 nids /km<sup>2</sup>)
- 30% des nids sont situés à moins de 10 mètres du sol,

Par conséquent, la fréquence de la rencontre entre les humains et les nids de frelons est élevée et augmente avec la prolifération des nids. On observe que les personnes les plus exposées sont : les agents d'entretien des espaces verts et des services communaux, les jardiniers amateurs, les habitants avec jardins et haies.

En 2023, à Woluwe Saint Pierre trente nids étaient situés à moins de 10 mètres de hauteurs et on dénombre au moins 6 nids à hauteur d'homme ayant occasionnés au moins 5 incidents dont un choc anaphylactique fort heureusement traité à temps par la clinique universitaire Saint Luc. Plusieurs cas d'envenimation ont aussi nécessité des soins dans les services d'urgence de l'UCL Saint Luc ou du centre médical Malou.

Ce genre de phénomène soulève donc des inquiétudes pour la sécurité des citoyens, notamment à la lumière de décès en France liés à des piqûres de frelons asiatiques.

*Ici, la littérature est très peu fournie et très partagée sur les risques sanitaires liés aux FA. Une étude entre 2009 et 2013 en France ne montre pas de changement dans le nombre de piqûres d'hyménoptères, tandis que d'autres études font l'hypothèse que le FA est un réel risque sanitaire. Néanmoins, le nombre de décès par an est extrêmement réduit au niveau populationnel. Evidemment il faut prendre des mesures pour le réduire, donc neutraliser les nids proches des infrastructures humaines quand on les repère est une bonne chose, mais en termes de risques sanitaires liés à un facteur environnemental, les chiffres sont quand même bien plus élevés pour, par ex les maladies cardio-vasculaires et respiratoires dues à la pollution de l'air, les décès durant les canicules, etc. Il est important de garder en tête quels facteurs environnementaux impactent le plus la santé humaine pour définir des priorités.*

*<https://link.springer.com/article/10.1186/s12889-024-18011-0> => pollution de l'air et mortalité en Belgique*

*<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0033350624003408> => climat et mortalité à BXL*

*<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1877032022000537> => anaphylaxie et FA*

*<https://www.mdpi.com/2079-7737/10/2/73> épidémiologie FA en Espagne*

Monsieur l'Echevin, même s'il va falloir vivre au mieux avec la présence du frelon asiatique à l'avenir et si un plan de lutte doit être adopté à l'échelle de la région, la commune peut aussi agir pour informer, sensibiliser et soutenir les citoyens actifs sur le sujet.

La période du printemps est importante car c'est un moment propice pour capturer les femelles fondatrices de nids et neutraliser les nids primaires afin de diminuer la prolifération, avez-vous déjà pu rencontrer les citoyens de la commune actifs dans le groupe F ? Si oui qu'est-il ressorti de la rencontre ?

*Le service EnviDD a rencontré le groupe Vespa Hunter 1150 avec l'échevine de l'environnement Caroline Lhoir en février 2024 afin de se mettre d'accord sur un protocole (quels pièges, comment, par qui, quand, etc.) pour le piégeage de printemps. Le groupe nous a ensuite envoyé le rapport de leur campagne de piégeage.*

*Nous avons continué à avoir des échanges par email et par téléphone.*

Une sensibilisation informative des citoyens sur le repérage des frelons, les risques et la conduite à tenir face à un nid est-elle envisagée ?

*Nous faisons déjà de la sensibilisation :*

*Sur le site web :*

<https://durable.woluwe1150.be/la-biodiversite/la-biodiversite-en-ville/mieux-connaître-la-faune/>

<https://www.woluwe1150.be/frelon-asiatique/>

<https://www.woluwe1150.be/services-communaux/bien-etre-animal/frelon-asiatique/>

<https://www.woluwe1150.be/event/conference-questions-reponses-horticoles-et-bilan-frelons-asiatiques/>

*Dans le Wolumag :*

<https://www.wolumag.info/index.php?lang=FR&l=flip-04-2024&p=pages&n=48>  
(avril 2024)

*Pour rappel, en 2023, le groupe Vespa Hunter 1150 a sollicité un subside ponctuel de la commune pour l'achat de pièges et fournitures pour le piégeage printanier (campagne 2024) et l'organisation d'une soirée d'information et de formation des bénévoles. Un subside de 1100€ a été octroyé au groupe.*

Des formations pour le personnel communal actifs au niveau des espaces verts sont-elles organisées ?

*Oui, ils ont suivi 2 heures de formation en 2024.*

Y-a-t-il un référent frelon asiatique capable de coordonner les actions pour lutter contre le frelon asiatique dans le personnel de l'administration communale ? Si oui quelles tâches lui sont attribuées ?

*Le point de contact est Eloïse Goffart au sein du service Environnement et Développement durable.*

*Dans le cadre de ses missions Biodiversité le service assume les points suivants :*

- *Suivi de l'évolution des pratiques et législations*
- *Communication sur le sujet de concert avec Juliette Toche,*
- *Réponse aux signalements des citoyens / information sur la marche à suivre par téléphone et email ([environnement@woluwe1150.be](mailto:environnement@woluwe1150.be))*
- *Octroi et encadrement du subside*
- *Communication sur le sujet*

*Le service mandate alors une société spécialisée.*

Quels sont vos contacts avec la Région et Bruxelles environnement sur le sujet ?

*Contacts régulier avec la personne responsable à BE (Ana de Wagter), participation aux sessions d'infos organisées par BE (nature academy, 16 janvier 2024, 5 septembre 2024 et 20 février 2025)".*

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

25.03.2025/A/0035    **CC - Interpellation - "Collaboration de la commune avec le procureur du roi pour l'exécution des peines de travail" (M. François DE SMET)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Collaboration de la commune avec le procureur du roi pour l'exécution des peines de travail"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. François DE SMET, conseiller communal ;  
ENTEND :

1. l'interpellation de M. François DE SMET, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Lors d'une récente interview, le nouveau procureur du roi Julien Moinil déclarait ceci sur les peines de travail : *"La prison c'est avant tout pour les auteurs de faits de violence. Mais savez-vous que pour les peines de travail certaines communes ne proposent pas de lieux de prestation ? Je peux les nommer : c'est Uccle, les deux Woluwe, Ganshoren, Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe et Saint-Josse n'en proposent pas. C'est très important d'avoir cette réponse possible, elle permet la réinsertion. J'ai interpellé les bourgmestres et j'ai ressenti une vraie volonté d'avancer là-dessus de leur part."*

J'ai été quelque peu surpris de voir notre commune citée dans cette liste. Pour rappel, la peine de travail est une peine par laquelle une personne condamnée doit effectuer un travail gratuitement pour la société. Sa bonne application dépend de la bonne volonté d'une série d'acteurs publics. Les communes, toutes les communes ont leur rôle à jouer, en particulier lorsqu'il s'agit de permettre à des personnes condamnées pour des faits non violents de payer leur dette à la société de manière utile. Je pense que, même privilégiée, notre commune doit prendre sa part et offrir sa contribution à la pacification de cette ville, qui passe non seulement par une police mieux financée et plus efficace, mais aussi par une application réelle et utile de ce type de sanctions.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- Quelle est la politique actuelle de notre commune en matière de peines de travail ?
- Pour quelle raison notre commune n'offre-t-elle, selon le procureur du roi, aucun lieu de prestation ?
- Avez-vous eu un contact avec le procureur du roi sur ce sujet ? Si oui, qu'en est-il ressorti ? Notre commune proposera-t-elle ce type de lieux à l'avenir ?" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Monsieur De Smet,

On a en effet cette chance d'avoir pour une fois un Procureur du Roi qui est très très proactif et qui a la volonté de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'impunité sur le territoire de la Région bruxelloise. Et on voit que le nombre de poursuites a terriblement augmenté depuis qu'il est en place (janvier) et c'est une bonne chose. Nous avons rencontré en Conseil zonale de sécurité, en janvier dernier, le Procureur du Roi et en effet il a pointé que 2 des 3 communes de la zone, WSL et WSP, n'avaient pas de « SEMJA », à savoir un service de mesures judiciaires alternatives. Auderghem en a, Etterbeek aussi. WSP n'en a pas. Est-ce que ça veut dire qu'aucune peine alternative ne se preste sur WSP ? Non. Par exemple, notre centre sportif met en place avec le SEMJA d'Auderghem des prestations alternatives de peines. C'est une bonne chose. Mais je me suis engagé auprès du Procureur du Roi pour mettre sur pied un SEMJA à WSP, d'autant plus que ces postes sont subsidiés par la Fédération Wallonie Bruxelles. J'ai chargé notre asbl de prévention « PAJ » de mettre sur pied ce service. Cela va donc être fait. C'est en cours.

Demain nous abordons ce point en Conférence des Bourgmestres parce qu'il y a une anomalie à Bruxelles par rapport à ce qui se fait en Flandre. Il y a un délai beaucoup trop long entre le moment où la peine est prononcée et où celle-ci est exécutée. Un an



et demi minimum à Bruxelles alors qu'en Flandre le délai est de quelques semaines. On souhaite avoir des explications par rapport à cela et faire en sorte que ce délai soit raccourci, y compris à Bruxelles.  
Je vous remercie pour votre attention".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

25.03.2025/A/0036 **CC - Interpellation - "Soin apporté aux quartiers périphériques" (M. François DE SMET)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Soin apporté aux quartiers périphériques"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. François DE SMET, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. François DE SMET, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Je vis dans le quartier du Chant d'oiseau, et plus exactement rue des palmiers, à la lisière des communes d'Auderghem et d'Etterbeek. C'est un quartier agréable, comme l'est toute notre commune. Mais qui connaît des problématiques spécifiques qui paraissent parfois éloignées des préoccupations prioritaires de la commune.

Je suis frappé de voir surtout comment ces derniers mois un nombre significatif de petites incivilités diverses et variées semblent augmenter. Je cite en vrac : vol des arbustes et plantes que les riverains placent devant leurs habitations pour égayer les rues ; sacs poubelles noirs placés à côté de la seule poubelle de la rue (qu'il y ait une seule poubelle publique dans cette rue est d'ailleurs également un regret des citoyens) ; dépôts clandestins spontanés sur certains trottoirs ; déjections canines sur les trottoirs ; impression de laisser-aller dans le nettoyage des rues. Je dois aussi relayer une demande sur la mise en carré des arbres de cette rue, considérée comme peu esthétique et diminuant l'espace vert pour les oiseaux - nombre d'habitants souhaiteraient qu'on laisse pousser les arbres en gouttes comme dans l'avenue des mimosas.

J'ajoute à cela que l'état des voiries à proximité ne dépendant pas de la commune laisse à désirer ; je prendrai un seul exemple, celui des alentours de la station de métro Pétillon, dont les bulles à verre deviennent un lieu de rendez-vous de dépôt de déchets clandestins. Certes, ce lieu lui-même n'est pas sur le territoire de la commune, mais Woluwe-Saint-Pierre est juste en face, et de toute façon ces incivilités affectent aussi nos habitants. La commune a un pouvoir d'influence, ne serait-ce que par la zone de police.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

Je sais que la commune octroie des moyens via les contrats de développement durable, mais je pense qu'on peut faire mieux.

- Le collège envisage-t-il de continuer à encourager la verdurisation de ce quartier par l'achat de plantes et la poursuite du financement des activités de quartier ?
- Peut-on demander, dans ce quartier comme ailleurs, une vigilance accrue dans la lutte contre les petites incivilités, en particulier celles concernant la propreté des voiries ?
- Une concertation peut-elle être réalisée avec la commune d'Etterbeek, ou via la zone de police, pour prendre mieux soin des entrées de la station de métro Pétillon, et prévenir en particulier les dépôts clandestins ? Une caméra ad hoc peut-elle être installée ?" ;



2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Damien DE KEYSER et M. Georges DALLEMAGNE, échevins :

**Réponse DE M. Damien DE KEYSER :**

"Oui, le Collège entend poursuivre ses efforts en faveur de la verdurisation du quartier, notamment par le soutien aux initiatives citoyennes. Le quartier « Palmiers d'Éléonore » est particulièrement actif et bénéficie déjà d'un accompagnement régulier de la commune. Ces dernières années, plusieurs subsides ont été octroyés pour des projets de potager collectif, d'ateliers participatifs ou de valorisation du jardin du centre Fedasil.

Par ailleurs, cinq permis de végétaliser ont été délivrés dans la rue des Palmiers – un record à l'échelle communale - avec un soutien logistique allant de la fourniture de bacs à des conseils techniques. Enfin, un projet de végétalisation des pieds d'arbres, mené avec Natagora, a également été expérimenté avec succès, bien que mobilisant des ressources importantes.

Pour rappel, la déclaration de politique générale prévoit ceci : Lutter contre les îlots de chaleur et saisir au maximum les opportunités de verduriser l'espace public. Le Collège reste donc engagé à encourager ces démarches, en fonction des ressources disponibles, et à soutenir les dynamiques collectives qui renforcent la qualité de vie et la biodiversité dans les quartiers".

Peut-on demander, dans ce quartier comme ailleurs, une vigilance accrue dans la lutte contre les petites incivilités, en particulier celles concernant la propreté des voiries ?

Une concertation peut-elle être réalisée avec la commune d'Etterbeek, ou via la zone de police, pour prendre mieux soin des entrées de la station de métro Pétillon, et prévenir en particulier les dépôts clandestins ? Une caméra ad hoc peut-elle être installée ?

**Réponse Georges Dallemagne :**

"De manière générale, la commune poursuit ses efforts pour renforcer la lutte contre les incivilités en matière de propreté sur toute le territoire communal. Comme expliqué ci-dessous, un contact a été établi avec la Région afin d'intensifier les campagnes de sensibilisation, et de nouvelles initiatives verront le jour en 2025. Celles-ci porteront notamment sur les déjections canines, le respect de l'utilisation des poubelles rigides, le respect des horaires de sortie des sacs poubelles ainsi que l'installation ou la révision des cendriers publics. Une réunion de coordination a d'ailleurs eu lieu hier, le 24 mars 2025, rassemblant le cabinet du Bourgmestre, le service juridique, le service propreté, l'espace public et la police à cet effet. Ceci étant dit, voici des plus de détails concernant vos questions autour de la propreté et de la problématique autour du métro Pétillon.

1. Engagement de la commune en matière de propreté. Nous souhaitons tout d'abord souligner que la propreté et l'entretien de l'ensemble des quartiers périphériques ou non, ne sont en aucun cas éloignés des préoccupations prioritaires de la commune. Au contraire, nous y apportons une attention particulière. Le service opérationnel de la propreté est très actif dans cette zone comme dans tout quartier de la commune. Le balayeur attitré du quartier est motivé et apprécié des habitants, et il va même au-delà de ses responsabilités en intervenant sur des zones qui ne relèvent pas directement de sa mission, comme le nettoyage des trottoirs après le dépôt sauvage de sacs-poubelles éventrés. Pour rappel, le nettoyage des trottoirs incombe aux citoyens conformément à l'article 22 du Règlement Général de Police (RGP). De plus, notre service propreté signale systématiquement les dépôts clandestins aux agents constatateurs, et les enlèvements sont réalisés dans les meilleurs délais, en fonction des ressources techniques et humaines disponibles.
2. Lutte contre les incivilités et campagnes de sensibilisation

Nous reconnaissons que le quartier fait face à des défis récurrents liés à : La non-utilisation des poubelles rigides pour les déchets ménagers. L'augmentation des dépôts clandestins et des déchets sauvages. Les déjections canines sur la voie

publique

Cependant, ces problématiques relèvent d'un manque de civisme de certains citoyens et non d'un manque d'engagement de la commune. Face à ces incivilités, la commune de Woluwe-Saint-Pierre est activement engagée pour améliorer la propreté, non seulement au niveau local, mais aussi à l'échelle régionale selon la stratégie clean.brussels pour tendre vers une Région durablement plus propre. Cela s'est traduit notamment par la mise en place de campagnes de sensibilisation clean.brussels en 2023 et 2024 sur le territoire de la commune de WSP : ✓ "La propreté, c'est ma responsabilité" ✓ "Ne mégottons pas avec la propreté" Ces campagnes se poursuivront en 2025 avec des actions de prévention, sensibilisation et répression si nécessaire.

### 3. Actions concrètes mises en place par le service propreté

- Opérations "T'as ton bac" : vérification du respect de l'obligation d'utiliser une poubelle rigide pour les déchets ménagers, avec sanctions administratives à la clé. Ces actions sont organisées régulièrement en fonction des ressources humaines disponibles.
- Lutte contre les dépôts clandestins et /ou sacs poubelle sortis en dehors du calendrier de collecte : des contrôles et fouilles sont réalisés pour identifier les responsables, avec sanctions si nécessaire et/ ou si possible. À noter que les sacs noirs déposés à côté des poubelles publiques sont généralement ceux laissés temporairement par les équipes de propreté avant leur collecte par le camion communal dans la journée.
- Organisation de campagnes de sensibilisation sur les déjections canines :
  - Distribution de courriers de sensibilisation dans les boîtes aux lettres
  - Mise à disposition d'affiches pour les rues particulièrement touchées
  - Ces actions ont été réalisées en octobre 2024 pour l'avenue des Palmiers
- Recypark Mobile : en collaboration avec Bruxelles-Propreté, la commune organise deux fois par an des RECY PARK mobiles (service de proximité) pour permettre aux citoyens de se débarrasser de leurs encombrants sans se rendre au RECY PARK fixe (Val des Seigneurs). La prochaine collecte pour ce quartier aura lieu le 5 mai 2025, avenue Éléonore (information publiée dans le prochain Wolumag).
- Projet de campagnes thématiques en 2025 (durée : 1 semaine chacune), en collaboration avec la police, le service juridique et le cabinet du Bourgmestre les Gardiens de la paix: □ Lutte contre les déchets sauvages et les jets de mégots □ Sensibilisation des propriétaires de chiens aux obligations légales (articles 110 et 115 du RGP) □ Respect de l'utilisation obligatoire des poubelles rigides □ Rappel des règles concernant le calendrier de collecte des déchets
- Une demande a été introduite auprès des Gardiens de la Paix pour assurer des patrouilles de prévention plus régulières dans le quartier, en fonction des effectifs disponibles. Une demande dans ce même sens a été faite à la police et pour responsabiliser les maîtres-chiens.

### 4. Politique concernant les poubelles publiques

Concernant la demande d'ajout de poubelles publiques, notre politique actuelle vise plutôt à réduire leur nombre. L'expérience montre en effet que ces poubelles sont souvent utilisées de manière inappropriée, devenant des points d'accumulation de déchets illégaux (cf. expérience à Bruxelles-ville).

### 5. Collaboration avec les autres communes et services concernés

Suite votre l'interpellation relative à la situation aux abords de la station de métro Pétillon, une démarche a été entamée en vue d'une concertation avec la commune d'Etterbeek concernant l'entretien et la propreté de cette zone partagée. Pour rappel, notre Déclaration de Politique Générale (DPG) prévoit de « favoriser les synergies avec les communes voisines afin de profiter d'une économie d'échelle (propreté, enseignement, travaux, culture, sport, etc.) ». C'est donc dans cet esprit de collaboration que nous allons travailler, notamment pour répondre aux problématiques de dépôts clandestins et d'incivilités autour de la station. L'installation d'une caméra de surveillance aux abords du Métro pourrait être étudiée en concertation avec la zone de police, la commune voisine et la STIB.

La commune reste pleinement mobilisé pour améliorer la situation et lutter contre les incivilités. Cependant, il est important de rappeler que la responsabilité de la propreté est partagée entre la commune et ses citoyens. Nous poursuivons donc nos efforts à travers des actions de nettoyage, de sensibilisation et de répression, tout en cherchant à renforcer la coopération avec les acteurs concernés".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

25.03.2025/A/0037

**CC - Interpellation - "Suivi du dossier de réaménagement de Sportcity suite à la commission de concertation d'urbanisme " (Mme Clémence DECROP et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Suivi du dossier de réaménagement de Sportcity suite à la commission de concertation d'urbanisme """, inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Clémence DECROP et Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Clémence DECROP et Mme Anne-Charlotte d'URSEL dont résumé ci-après établi par Mme Clémence DECROP, conseiller communal :

"Monsieur le Bourgmestre,

Concernant le projet d'aménagement de Sportcity, la Commission de Concertation a rendu un avis favorable pour la rénovation des terrains de football et de hockey avec des matériaux écologiques et accueille positivement la possibilité d'utiliser le parking de l'ICHEC les samedis après-midis et dimanches afin de limiter le trafic.

La Commission a cependant émis des conditions strictes, à savoir :

- la suppression de la piste de course à 3 couloirs et du parcours périphérique.
- des ajustements pour préserver les arbres, notamment les racines du chêne remarquable.
- une gestion alternative des eaux pluviales (pas de raccordement à l'égout).
- la clarification sur la réalisation ou non d'une plaine de jeux.
- une accessibilité PMR garantie sur toutes les infrastructures sportives.
- des études complémentaires demandées pour limiter les nuisances sonores et lumineuses.

Afin de clarifier pour tous les suites concernant le projet de rénovation, pouvez-vous svp répondre aux questions suivantes :

- Qu'en est-il du projet aujourd'hui?
- Quelle est la décision finale concernant la piste de course ? Sachant que les présidents des clubs concernés s'opposent au tracé actuel, notamment à cause

des angles droits impraticables. Et quelles sont les solutions qui peuvent être apportées pour les clubs de courses et les écoles du quartier?

- Quel est le calendrier des travaux ?
- Les murs anti-bruit et anti-balles ont-ils tous été installés ? Certains endroits ne sont pas couverts et permettent encore les balles de passer.
- A-t-on une vision claire sur la durée et la période prévue pour les travaux ?
- Les avocats présents en commission de concertation ont rappelé que le Cobat exige une étude d'incidence sur ce type de dossier. Pourquoi cela n'a-t-il pas été le cas ? Quelles sont les implications en termes de subsides si le conseil d'Etat annule les subsides ?" ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre :

"Merci pour ces différentes interventions.

Vous le savez, je n'ai pas trop l'habitude de me répéter, mais vous devez savoir que les subsides évoqués dans ce dossier sont liés à des infrastructures existantes.

Donc, il n'est pas possible de rénover celles-ci avec des subsides régionaux.

Ceci est très clair.

Alors où en est-on dans ce projet ?

Et bien, vous avez pris connaissance de l'avis de la Commission de Concertation, qui a donc bien rendu un avis favorable sur l'inversion des 2 terrains, mais pas sur le parcours de jogging, ainsi que les 3 couloirs d'athlétisme. Et cela pose un problème... Que nous voulons solutionner, car cela faisait, en effet, partie de l'équilibre de l'ensemble du projet. Très clairement.

Nous avons par conséquent tenu une réunion avec les représentants de Bruxelles-Environnement et d'Urban, pas plus tard que ce dernier vendredi, sur le site, avec une dizaine de participants, afin de voir comment nous pourrions trouver une solution afin de maintenir un parcours de course tout autour des terrains.

Nous avons ensuite mandaté notre bureau d'étude pour amender quelque peu le projet. Car nous souhaitons que pour nos écoles et nos clubs de jogging - comme nous en avons pris l'engagement -, nous puissions maintenir ce parcours de course. Mais pas dans la configuration de la piste d'athlétisme telle qu'on la connaissait. Alors, on me disait qu'il n'y avait pas de créneaux disponibles à Woluwe-Saint-Lambert, mais je peux vous annoncer que l'un des clubs va quitter Sportcity pour y occuper des créneaux horaires qui conviennent en réalité parfaitement.

Nous en sommes donc là au stade où je vous parle et le projet ne se réalisera qu'à la condition que nous trouvions une solution à ce problème lié à la course à pied.

En ce qui concerne le calendrier des travaux, en principe rien n'est changé, à partir du moment où nous obtiendrons notre Permis. Et vous devez savoir que ces travaux ne peuvent se réaliser qu'à l'intersaison – soit à partir du mois de mai jusqu'au mois de septembre – afin de pénaliser le moins possible nos clubs. En principe, on essaie de les réaliser cette année-ci, mais si cela prendrait du retard au niveau de la délivrance du Permis, alors oui ce serait reporté à l'année prochaine.

S'agissant des pare-balles, ils ont tous été installés et si, par accident, des balles devaient encore passer, les riverains doivent nous le signaler afin de prendre des mesures complémentaires. Mais tout ce qui avait été prévu a été installé.

Et en ce qui concerne les murs anti-bruit, nous attendons les résultats des études acoustiques et j'y reviendrai plus tard, au regard des questions de Monsieur de Patoul. Pour la plaine de jeux, nous avons décidé d'y renoncer, car nous disposons de ce que l'on appelle un « Street workout » dans l'allée du côté de l'avenue des Grands Prix et qu'il existe une petite aire de jeux, très appréciée d'ailleurs, du côté de l'avenue Salomé.

Pour l'étude d'incidence, et nous devons une nouvelle fois le répéter : le Fonctionnaire Délégué de la Région bruxelloise nous dit qu'elle n'est pas requise, vu la nature du

Projet et que le site est prévu pour de l'équipement sportif et collectif.

Donc, pas d'étude d'incidence.

Vous évoquez par ailleurs que le Conseil d'Etat pourrait annuler le Subside, mais je vous dirai que cet organe n'a pas de compétence en cette matière-là.

Sur les Groupes de travail, Monsieur de Patoul. Celui concerné par les nuisances sonores va se réunir, mais en fonction du rapport d'un acousticien, qui est passé effectuer des mesures le week-end passé. Un week-end correspondant d'ailleurs avec la reprise des activités de hockey et, par conséquent et en principe, relativement bruyant sur le site. Car nous ne voulions pas le faire en-dehors les activités liées à cette discipline. Ainsi, une fois que nous disposerons du résultat de ces études, nous réunirons, naturellement, le Groupe de travail.

S'agissant du Groupe de travail lié à la Mobilité, il est vrai que c'est plus compliqué, car les intérêts divergent en fonction des habitantes et habitants de telle ou telle rue...

Nous allons lancer une étude de Mobilité globale sur l'ensemble du quartier, car il n'y a pas que Sportcity, il y a l'ICHEC et les écoles, notamment, actifs dans un quartier à forte densité en matière d'infrastructures collectives.

Nous voulons disposer d'une vue globale avant de revenir vers les habitants.

Merci pour votre attention".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

25.03.2025/A/0038

**CC - Interpellation - "Champ des Dames Blanches" (M. Etienne DUJARDIN et Mme Christine SALLÉ)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Champ des Dames Blanches"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN et Mme Christine SALLÉ, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN et Mme Christine SALLÉ, dont résumé ci-après établi par M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal :

"Monsieur le Bourgmestre,

Le champs des Dames Blanches a connu une forte activité de mesurage et de prélèvement. Beaucoup de riverains demandent ce qui se passe et à quoi ces derniers servent ?

Pourriez-vous nous éclairer à ce sujet ?

Un avant-projet du dossier sera présenté à la société EBDS le 1er avril prochain et vous a été présenté au collège le 20 mars dernier. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet, quelles sont les grandes lignes de cet avant projet, quel est son calendrier ? Quelles ont été les dernières étapes dans ce dossier ?

Le dépôt de permis d'urbanisme est-il toujours prévu pour le mois de décembre 2025 ? Le projet des Dames Blanches est aussi lié au futur accord régional bruxellois. Ce dernier malheureusement est dans une situation de blocage nous le savons tous, et nous savons également que la situation budgétaire de la région bruxelloise, des ssip, et de la SLRB est partout catastrophique. La SLRB est en cessation de paiement et ne peut plus faire appel au crédit bancaire, la SLRB a dû être sauvée par un prêt compliquée de la région. Dans contexte, pourquoi continuer les études sachant qu'elles coûtent très cher à savoir plusieurs millions d'euros, alors qu'elles pourraient être en partie supportées par EBDS alors que personne ne sait aujourd'hui si la SLRB pourra encore demain supporter des projets comme celui-ci chiffré à ce stade à 100 millions d'euros. Ne faudrait-il pas faire une pause dans ce dossier le temps d'y voir plus clair ?" ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre :

"Monsieur Dujardin,

Je vais d'abord vous répondre sur le contexte global. Les choses sont claires : le destin du projet des Dames blanches dépend du prochain gouvernement bruxellois. Dans qu'on aura pas de gouvernement, on ne sait pas si ce projet se réalisera. En ce qui me concerne, je crois que c'est le meilleur projet pour le quartier et que s'il ne se réalise pas, je ne sais pas comment ça va évoluer en termes de densification sur le terrain dans le futur. Donc pour le futur, je ne sais rien. Je ne peux en revanche pas empêcher la SLRB -ce n'est d'ailleurs pas moi qui paye- de faire toute une série de mesurages et de piquetages. C'est ce qu'ils font parce qu'ils continuent à assurer la gestion de ce dossier en attendant de voir s'il sera financé. Voici ce qu'il s'est passé ces dernières semaines :

1. Mesurages et piquetages du terrain en vue de redéfinir la zone d'exploitation de l'agriculteur afin de permettre le démarrage de l'occupation temporaire sur la zone 2.1. ;
2. Des sondages ont eu lieu afin de réaliser des tests de réponses thermique du sol permettant de valider et de préciser les pré dimensionnements liés à la mise en place de forages géothermiques. Ces forages ont pour objectif d'alimenter les pompes à chaleur prévues dans le projet pour alimenter les logements en eau chaude sanitaire et chauffage sans recours à des énergies fossiles ;
3. Une importante campagne de sondage sera également réalisée prochainement afin d'obtenir les rapports techniques du sol afin de valider la faisabilité de l'activité d'agriculture urbaine ;

Voilà l'état du dossier. On a eu une présentation du dossier au Collège la semaine passée, mais cela a été, je dirais, une répétition d'une présentation antérieure qui avait eu lieu sous la mandature précédente et devant les habitants qui ont eu l'occasion de voir tous les projets qui avaient été déposés et celui qui avait été choisi, donc il n'y a pas de changement par rapport à cela. Je dois dire que le projet a été très bien pensé architecturalement selon moi. Concernant le permis, c'est la responsabilité de la SRLB et ils sont peut-être optimistes, mais ils espèrent déposer un permis non pas pour décembre 2025, mais pour septembre 2025. Je vous avoue que cela me semble très optimiste tenant compte du contexte au niveau du calendrier.  
Je vous remercie pour votre attention".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

25.03.2025/A/0039 **CC - Interpellation - "Renforcement de la sécurité dans les habitations" (au nom du groupe Citoyens+PS-Vooruit)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Renforcement de la sécurité dans les habitations"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande du groupe Citoyens+PS-Vooruit ;

ENTEND :

1. l'interpellation du groupe Ecolo-Groen, dont résumé ci-après établi par Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal :

"Monsieur le Bourgmestre,

La sécurité des habitants de Woluwe-Saint-Pierre est sans aucun doute l'une de vos priorités. Ces dernières semaines, de nombreux citoyens nous ont fait part de leur

inquiétude face à la perception d'une recrudescence des cambriolages, l'hiver et les journées plus courtes étant malheureusement une période traditionnellement propice à ce type de délit.

Nous savons que la commune et la police locale ont mis en place diverses actions pour prévenir ces méfaits :

- Les visites gratuites de techno-prévention, qui permettent aux habitants d'identifier les failles de sécurité de leur logement et de recevoir des conseils pour les renforcer.
- Le Prevention Truck, qui va à la rencontre des citoyens pour sensibiliser à la prévention des vols.
- Les opérations Dark Night et Strike, qui intensifient les patrouilles de police en civil dans les quartiers durant les mois d'hiver.
- Les campagnes de sensibilisation nationales et européennes comme BeSafe@Home et la Journée européenne de lutte contre les cambriolages.
- L'installation progressive de caméras de surveillance sur le territoire communal.
- Le développement des Partenariats Locaux de Prévention (PLP), favorisant la vigilance collective entre citoyens et police locale.

Ces initiatives ont très certainement un impact positif, mais, sachant qu'il y a en moyenne un cambriolage chaque jour à Woluwe-Saint-Pierre (source : [police.be](https://www.police.be)), nous pensons qu'il est nécessaire d'aller plus loin en facilitant l'accès à des dispositifs concrets de protection. Concrètement, nous proposons que la commune organise un achat groupé de dispositifs de sécurisation (portes blindées, alarmes, éclairage extérieur) à destination des habitants ayant préalablement réalisé un audit de sécurité de leur logement. Nous insistons sur le fait que dans un souci d'efficacité nous demandons la réalisation d'un audit préalable et sur le fait que nous ne proposons pas la mise en place d'un subside communal, comme cela est par exemple le cas à Rixensart. Ainsi, cette mesure permettrait d'encourager une sécurisation plus généralisée des habitations sans impacter le budget de la commune (déjà largement mis sous pression) et en réduisant l'investissement à consentir par nos concitoyens.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes :

- Disposez-vous de données actualisées confirmant ou infirmant la perception d'une hausse des cambriolages cet hiver dans la commune ? Le phénomène est-il limité à certains quartiers ou est-il uniforme sur tout le territoire communal ?
- Avez-vous connaissance de statistiques comparant le nombre et la durée de cambriolages dans des habitations équipées d'alarmes (ou d'autres dispositifs de sécurisation) par rapport aux habitations qui n'en sont pas équipées ?
- Seriez-vous favorable à la mise en place d'un achat groupé communal de dispositifs de sécurité pour les habitants ayant préalablement réalisé un audit de prévention ?" ;

2. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Je vous remercie de souligner la proactivité des différents services mis sur pied par notre zone de police -et on y tient, à notre zone de police-. Elle ne ménage en effet pas ses peines pour développer toute une série d'initiatives qui vont dans le sens d'une meilleure protection de notre population.

Je dispose bien sûr de données statistiques concernant les cambriolages à Woluwe-Saint-Pierre, et si on prend les 5 grands quartiers de la commune que sont le Chant d'Oiseau, le Centre, Saint-Paul, Sainte-Alix, et Stockel, on constate que :

- Sur les 6 mois d'hiver -octobre à mars- 2023/2024 et 2024/2025, on est passé de 226 cambriolages à 152 pour l'ensemble de la commune, soit une baisse de 33% ;
- Tous les quartiers ont connu une diminution sauf celui du Chant d'Oiseau qui a connu une augmentation puisqu'on est passé de 26 cambriolages lors de l'hiver 2023/2024 à 40 pour cet hiver, ce qui nécessite pour la police d'orienter ses dispositifs vers les rues concernées ;

Nous n'avons pas de statistiques comparant le nombre et la durée de cambriolages dans des habitations équipées d'alarmes par rapport à celles qui ne le sont pas. Par contre nos habitants ont la possibilité de faire des audits gratuits de technoprévention. On voit qu'ils sont de plus en plus nombreux à y recourir et je suppose que cela a quand même un effet dissuasif important d'avoir une habitation qui est mieux protégée. On essaye de leur conseiller de moderniser les anciens systèmes pour couvrir pour les étages et pas seulement le rez-de-chaussée comme cela se faisant avant.

Par ailleurs, le nombre de demandes de surveillances d'habitation par la police en cas d'absence pendant les vacances -l'opération « Laguna »-, est très important aussi.

Enfin, je ne suis pas favorable à de l'achat groupé. Cela me semble être bien trop complexe à mettre en œuvre alors que chaque habitation est particulière et que les systèmes peuvent être très différents selon les types d'habitations. Idem en ce qui concerne les portes blindées dont les formats peuvent varier. Vous savez par ailleurs que les achats par les institutions publiques sont administrativement bien plus complexes et priveraient les gens de la souplesse et de la liberté dont ils bénéficient quand ils agissent pour leur compte.

Je vous remercie pour votre attention".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

25.03.2025/A/0040

**CC - Interpellation - "Organisation d'une journée de la personne handicapée à WSP à l'occasion de la Journée Internationale des personnes handicapées" (Mme Marie CRUYSMANS et Mme Fabienne PUEL van RAEMDONCK)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Organisation d'une journée de la personne handicapée à WSP à l'occasion de la Journée Internationale des personnes handicapées"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Marie CRUYSMANS et Mme Fabienne PUEL van RAEMDONCK, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Marie CRUYSMANS et Mme Fabienne PUEL van RAEMDONCK, dont résumé ci-après établi par les intéressées :

"Monsieur l'Echevin,

Dans la déclaration de politique générale pour les années 2025 à 2030, le Collège a réitéré sa volonté de mener une politique inclusive de la diversité et notamment une politique d'inclusion de la personne en situation de handicap, dans toute une série d'aspects de la vie de celle-ci.

Ainsi, le Collège s'engage de manière transversale à garantir l'égalité, l'accessibilité (dont PMR) et l'inclusion pour tous, en veillant au respect des droits des minorités et des plus fragiles, mais également à :

- Poursuivre l'intégration de personnes en situation de handicap au sein de



- l'administration communale et du CPAS en collaboration avec DiversiCom ;
- Soutenir l'inclusion d'enfants en situation de handicap dans les écoles, les crèches communales, les mouvements de jeunesse, les lieux sportifs, etc. ;
- Optimiser l'accessibilité de notre commune pour les personnes en situation de handicap.

Nous avons eu également écho du souhait du Collège de relancer le Conseil consultatif de la personne handicapée et soutenons pleinement cette démarche.

Nous ne pouvons que nous en réjouir et notre groupe soutiendra toute initiative constructive et efficace visant à assurer ou améliorer une telle inclusion.

Nous souhaitons par ailleurs que les familles et en particulier les parents d'enfants en situation de handicap, jeunes mais aussi adultes, puissent avoir accès à un maximum d'information concernant leurs droits et les solutions disponibles en termes de gestion de la vie quotidienne : quels sont les organismes et services compétents, de quelles aides peuvent-ils bénéficier, où trouver des solutions d'accueil, un soutien psychologique, etc.

Dans cette optique, nous souhaiterions relancer l'idée émise lors de la mandature précédente mais qui n'avaient, à tort nous semble-t-il, pas recueilli l'intérêt de votre prédécesseur, d'organiser ici, à la maison communale, une journée d'information et de rencontre à l'attention des familles concernées, qui réunirait différents acteurs œuvrant à l'inclusion et à l'épanouissement des personnes en situation de handicap dans les domaines notamment de l'hébergement, de l'emploi, de la mobilité, de l'accueil scolaire ou extrascolaire, du sport et du soutien aux familles, parents et fratries, que ces acteurs soient situés sur notre territoire, dans les communes voisines ou au-delà.

L'idée est de créer une sorte de « forum » ouvert à tous et de permettre non seulement le partage d'un maximum d'informations, sous forme de stands, animations ou autre, mais aussi la rencontre et la mise à l'honneur de ces personnes extraordinaires. La journée pourrait se faire avec l'aide et le soutien d'associations qui emploient du personnel en situation de handicap (catering, spectacle, ...). Nous avons quantité d'idées et de référents et sommes à votre disposition pour aider à la réalisation d'un tel projet.

Avec cette proposition, nous souhaitons faire rimer inclusion et insertion avec reconnaissance et admiration, et faire en sorte que le regard change pour ce que soient révélés les véritables talents que recèle chaque être humain, porteur ou non de handicap.

Le 3 décembre a lieu chaque année depuis 1992, à l'initiative de l'UNESCO, la Journée Mondiale de la Personne Handicapée, qui a pour objectif - je cite - « de sensibiliser et de mobiliser les citoyens autour des enjeux fondamentaux liés à l'insertion des personnes handicapées dans la société et leur participation au développement. Cette journée contribue à promouvoir les actions de sensibilisation et à mettre en avant les avantages d'une société inclusive et accessible pour tous. »

Nous vous proposons de faire de cette journée du 3 décembre, à WSP, une journée extraordinaire." ;

2. les interventions de M. Jonathan de PATOUL et M. Emmanuel FOUARGE, conseillers communaux ;
3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Tanguy VERHEYEN, échevin :

"Merci pour cette interpellation et de mettre en lumière lors de ce Conseil communal

les personnes en situation de handicap, qui font partie de la politique et des compétences que j'ai et que j'ai souhaité avoir depuis ma prise de fonction. Il y a 2 choses que je voudrais bien voir avec vous, l'aspect communal, ce qu'on fait, les différentes initiatives qui sont prises et qui existent ; et les organisations, type d'évènement dont vous mentionnez et faites l'écho par rapport à la mise en place. Aujourd'hui les personnes en situation de handicap peuvent bénéficier d'aide et conseil au sein de notre service social. N'importe qui peut venir, et ce service pourra orienter les personnes vers des services plus spécialisés ou individualisés. Dans ce service vous pourrez être guidé pour la reconnaissance en terme de handicap, pour votre carte PMR, qui fera le relais entre vous et le SPF handicap, et également pour une place de stationnement dédiée. Un remboursement de 225 EUR/an sur présentation des tickets de taxi et attestation de handicap et un remboursement de 25 EUR/an pour l'abonnement TV. Au jour le jour la commune assure ce rôle d'aide.

Autres services de la commune/ CPAS/ ASBL communales (service non-spécialisé en handicap mais accessible à tous les citoyens de WSP) :

- Service d'Aide aux Familles (aides familiales et ménagères) - (via CPAS - mais ouvert à tous habitant de WSP) : <https://cpas-ocmw1150.be/services-d-aide-aux-familles/>
- Service du Coup de Pouce : petits travaux de bricolage, jardinage,... <https://cpas-ocmw1150.be/autres-services/>
- Service juridique de 1ère ligne (gratuit) : tous les mercredis PM au 44 av. Charles Thielemans (permanence du Barreau)
- Service médiation de dettes - énergie (conseils, question concernant une facture...) sur RDV (CPAS - 44. Av. Charles Thielemans)
- Médiation de conflit : via PAJ asbl (sur rdv)

Tissus associatif local spécialisé en Handicap (voir ci-après)

Le tissu associatif est riche sur la commune (liste non-exhaustive) :

#### 1. ASBL Sur WSP :

- Autonomia : Plateforme regroupant des infos utiles aux PSH et aux professionnels (<https://www.autonomia.org/page/a-propos-de-nous>)
- ASBL Access&Go (organisation d'activités, conseils adaptation du logement ou pour trouver un logement adapté, accompagnement pour poste de travail adapté...) : <https://accessandgo.be/services-en-accessibilite>
- Loisirs :
  - LUAPE – Ludothèque inclusive : <https://www.luape.org/>
  - Décalage asbl (voyage, cyclo-danse...) : <https://www.decalage.be/>
- Aide quotidienne :
  - Cité-Service : Service d'aide aux actes de la vie journalière (Cité de l'amitié) (<https://www.iriscare.brussels/fr/citoyens/personnes-en-situation-de-handicap/services-daide-aux-actes-de-la-vie-journaliere-avj/>)
  - Almagic : Accessibilité (prêt de matériel, par ex vélo adapté etc...) + Service d'aide à domicile (quartier chant d'oiseau) (<https://almagic.org>)
- Déplacement : ContrePied asbl (véhicules adaptés) : <https://www.contrepied.be>
- Centres d'hébergement :
  - Les Pilotis : maison d'accueil pour PSH mental (maison Orban)

<https://lespilotis.be/>

- Hama IV : <https://asblhama.be/>
- La Forêt : <https://www.reseau-sam.be/fr/prestataires/residence-la-foret-centre-dhebergement-pour-adultes>
- Centre de jour :
  - Timber <https://www.asbltimbervzw.be/>
  - Artos <https://www.asblartosvzw.be/>
  - Centre « Lui et nous » (surdité chez les enfants) : <https://www.centreluietnous.be/index.php/fr/contact>
- Entreprise de travail adaptée :
  - La serre outil (jardinage) : <https://www.laserreoutil.be/>

Beaucoup d'associations sont présentes sur la commune de Woluwe-Saint-Pierre et j'en suis très reconnaissant. On fait énormément, on a la chance d'être une commune engagée en la matière. Ca s'est pour la partie Woluwe-Saint-Pierre, ce qu'on communique aux gens et ça marche bien au jour d'aujourd'hui. On a évidemment depuis que j'ai pris mes fonctions, eu la volonté de s'investir pleinement dans un tas d' v nement. Aujourd'hui le planning est assez chargé, rempli d'initiatives et le fil rouge qui est le mien c'est d'avoir une transversalité, une mixité de la personne en situation de handicap. Eviter le plus possible de créer des  v nements dédiés, isolés sur une problématique mais plutôt d'avoir une mixité totale dans les thèmes qu'on peut aborder et donc il existe plusieurs choses à cet égard :

- Le CCPSH avec un agenda et thèmes à l'ordre du jour dense que nous avons planifié pour les 2 prochaines années
- Le handistreaming, certaines personnes au sein de la commune ont reçu une formation, notamment au sein de mes services et du service de la voirie

De nombreux points sombres sont encore à traiter, comme par exemple l'accessibilité à la maison communale, on va mettre tout en œuvre pour pouvoir améliorer la situation.

- Le FestiWhalll - sensibiliser aux situations de handicap par la présence de stands dédiés à cette problématique
- The Extraordinary Film Festival (organisé par EOP ! asbl ; le festival a lieu tous les 2 ans à proximité de la Journée Mondiale). Le festival est accessible et met en lumière les réalités des personnes en situation de handicap. Nous allons encore les soutenir cette année
- L'adoption prochaine de la Charte en conseil communal afin de mettre Woluwe-Saint-Pierre sur le trajet HandyCity pour 2024-2030
- Inclusion d'une activité lors de la semaine de la petite enfance

Avec tout ce que je vous ai dit, le planning est extra chargé. Je reste ouvert à votre proposition mais je ne veux pas retourner à un  v nement comme de 2008 à 2018 (cfr. salon Loisirs pour tous) et qui ne remplit pas totalement le rôle qu'on voudrait lui assigner, pourquoi pas continuer l'échange pour éventuellement le mettre en place si on trouve un format mais pour le temporiser à un peu plus tard."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

## Motions - Moties

25.03.2025/A/0041 **CC - Motion du Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre visant à rappeler au Gouvernement fédéral son rôle nécessaire afin de réduire les nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National (au nom du**

Le point est reporté.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**GR - Motie van de Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe om de Federale Regering te herinneren aan haar noodzakelijke rol teneinde de geluidsoverlast veroorzaakt door het luchtverkeer rond de luchthaven van Brussel-Nationaal te beperken (namens de fractie Ecolo-Groen)- uitstel van 18/02/2025**

Het punt wordt verdaagd.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

**Secrétariat - Secretariaat**

25.03.2025/A/0042    **CC - Conseil communal - Démission d'un conseiller communal - M. Alexandre PIRSON - Prise d'acte**

LE CONSEIL,  
M. le Président porte à la connaissance de l'assemblée le courrier du 10.03.2025 par lequel M. Alexandre PIRSON présente la démission de ses fonctions de conseiller communal de Woluwe-Saint-Pierre à dater de la séance du Conseil communal de ce jour ;  
PREND ACTE de cette démission à dater du 25.03.2025.

Le Conseil prend acte.

---

**GR - Gemeenteraad - Ontslag van een gemeenteraadslid - Dhr. Alexandre PIRSON - Akteneming**

DE RAAD,  
Dhr. de Voorzitter brengt de brief van 10.03.2025, waarbij Dhr. Alexandre PIRSON zijn ontslag indient voor zijn functies van gemeenteraadslid te Sint-Pieters-Woluwe vanaf de zitting van de Gemeenteraad van vandaag, ter kennis van de vergadering ;  
NEEMT AKTE van deze ontslagen vanaf 25.03.2025.

De Raad neemt akte.

*Laurent de Spirlet entre en séance / treedt in zitting.  
Alexandre Pirson quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

25.03.2025/A/0043    **CC - Conseil communal - Vérification et validation des pouvoirs, prestation de serment et installation d'un conseiller communal**

LE CONSEIL,  
Vu la délibération du Conseil communal de ce jour prenant acte de la démission de M. Alexandre PIRSON en qualité de conseiller communal de Woluwe-Saint-Pierre à dater de ce même jour ;  
Considérant que M. Alexandre PIRSON, élu lors des élections communales du 13.10.2024, appartenait à la liste n° 3, "LB-Liste Bourgmestre" ;  
Considérant que le premier suppléant, M. Laurent de SPIRLET, né le 30.07.1961, domicilié Clos des Oyats 1, 1150 Bruxelles, a fait savoir, par courriel du 25.03.2025 qu'il désire siéger en qualité de membre du Conseil communal de Woluwe-Saint-

Pierre ;

Considérant que M. Laurent de SPIRLET répond aux conditions d'éligibilité et ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité prévus par l'article 30 du nouveau code électoral communal bruxellois ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 71 et l'article 73 alinéa 1 et alinéa 4 relatifs aux incompatibilités dans le cadre de l'exercice des fonctions de conseiller communal et de bourgmestre ;

Où l'exposé de l'affaire fait en séance publique par M. le Président ;

PROCEDE à la vérification et à la validation des pouvoirs de M. Laurent de SPIRLET en qualité de conseiller communal ;

ENTEND la prestation de serment de l'intéressé, entre les mains de M. le Bourgmestre, en langue française selon la formule "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge" ;

M. le Président DECLARE M. Laurent de SPIRLET installé en qualité de conseiller communal et L'INVITE à prendre place au sein de l'assemblée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**GR - Gemeenteraad - Nazicht en geldigverklaring van de geloofsbrieven, eedaflegging en installatie van een gemeenteraadslid**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van die dag waarbij akte genomen wordt van het ontslag in de hoedanigheid van gemeenteraadslid te Sint-Pieters-Woluwe van Dhr. Alexandre PIRSON vanaf die dag ;

Overwegende dat Dhr. Alexandre PIRSON, verkozen bij de gemeenteraadsverkiezingen van 13.10.201824, tot lijst nr. 3, "L-B - Liste Bourgmestre", behoorde ;

Overwegende dat de eerste plaatsvervanger, Dhr. Laurent de SPIRLET, geboren op 30.07.1961, woonachtig Clos des Oyas 1, 1150 Brussel, bij brief van 25.03.2025, mededeelt dat hij wenst te zetelen in de hoedanigheid van lid van de Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat Dhr. Laurent de SPIRLET aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet en zich in geen van de gevallen van onverenigbaarheid bevindt, zoals voorzien bij artikel 30 van het nieuwe Brussels gemeentelijk kieswetboek ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 71 en artikel 73 alinea 1 en alinea 4 betreffende de onverenigbaarheden in het kader van de uitoefening van de functies van gemeenteraadslid en van burgemeester ;

Gehoord in openbare vergadering de toelichtingen verstrekt door Dhr. Voorzitter ;

GAAT OVER tot het nazicht en de geldigverklaring van de geloofsbrieven van Dhr. Laurent de SPIRLET in de hoedanigheid van gemeenteraadslid ;

HOORT de eedaflegging van de betrokkene, in handen van Dhr. Burgemeester, in het Frans volgens de formule "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge" ;

Dhr. Voorzitter VERKLAART dat Dhr. Laurent de SPIRLET is geïnstalleerd als gemeenteraadslid en NODIGT hem UIT zijn plaats in de vergadering in te nemen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

Levée de la séance à 22:45  
Opheffing van de zitting om 22:45

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Florence van Lamsweerde

Yvan Verougstraete